

ÉTUDE
SUR
LA CRIMINALITÉ

(JOIGNY)

Présentée et soutenue le samedi 21 décembre 1907, à 2 h. 1/2

PAUL CASSEMICHE

ATTACHÉ AU PARQUET DE JOIGNY

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur.
HITIER, agrégé.

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR

LA CRIMINALITÉ

DANS UN ARRONDISSEMENT RURAL DE FRANCE

(JOIGNY)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 21 décembre 1907, à 2 h. 1/2

PAR

PAUL CASSEMICHE

AVOCAT

ATTACHÉ AU PARQUET DE JOIGNY



Président : M. GARÇON.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur.
HITIER, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉTUDE SUR LA CRIMINALITÉ

DANS UN ARRONDISSEMENT RURAL DE FRANCE (JOIGNY)

AVANT-PROPOS

Personne ne nie l'utilité de l'étude statistique de la criminalité ; les chiffres par elle fournis reflètent pour partie l'état moral d'un pays ; ce sont eux qui nous renseignent sur les mouvements généraux de la criminalité ; c'est grâce à eux que l'on peut se rendre compte si les lois édictées pour la répression sont efficaces ou non. Aussi le ministère de la justice possède-t-il un service spécial et complet qui est chargé de dresser annuellement la statistique de l'état criminel de toute la France.

A la fin de chaque année, le Garde des Sceaux présente au Président de la République le résultat de ces travaux, résultat accompagné de rapports qui signalent à l'attention du public les variations de la criminalité comparée à celle des années précédentes et qui indiquent les causes probables des courbes signalées.

Mais ces documents statistiques, tels qu'ils sont dres-

sés en France, prêtent matière à nombre de critiques, critiques émises d'ailleurs aux réunions des sociétés savantes : le système employé est en effet celui des tableaux, tableaux dont la concordance doit être rigoureuse et dont les éléments sont relevés sur les différents registres établis aux parquets. Mais pour arriver à la fin d'une année à réunir avec une exactitude mathématique les renseignements demandés par le ministère, il faut supposer non seulement que le magistrat rédacteur apporte une attention exempte de défaillance, mais encore qu'aucun oubli n'a été commis lors des différentes inscriptions prescrites au cours des procédures criminelles.

Or, quelle que soit la minutie des différents agents chargés de cette sorte de comptabilité, quelque consciencieux que soit le travail du rédacteur de la statistique, il est fort à craindre qu'au moment d'établir les concordances une erreur involontaire n'apparaisse, erreur qui ne pourra être réparée avec certitude.

Pour parer à ces inconvénients, on a proposé de remplacer le système des tableaux par celui des fiches, ainsi qu'il est pratiqué en Allemagne, une fiche étant dressée à chaque inscription de procès-verbal nouveau. Ce procédé, qui a l'avantage de classer immédiatement l'affaire sous son vrai jour, a le gros inconvénient d'encombrer les bureaux statistiques et d'exiger pour le dépouillement des fiches un personnel très nombreux. Des circulaires récentes ont juxtaposé en France ce sys-

tème à l'ancien. Mais il est impossible encore, avec ce système mixte, de connaître la récidive des condamnés.

Le vrai moyen, celui préconisé par d'éminents criminalistes et notamment par M. le professeur Garçon, est le dépeuplement même du casier judiciaire des condamnés. Le casier est pour ainsi dire un miroir qui reflète la vie criminelle de chacun et qui permet de connaître quel a été dans une population donnée le nombre des récidivistes et la nature des infractions par eux commises. Il est d'évidence même que des tableaux statistiques, tels qu'ils sont dressés par le ministère, sont impuissants à fournir ces renseignements ; ils indiqueront que le nombre des infractions commises a été de..... telle année et de..... telle autre année ; mais à leur lecture on ne pourra dire de façon suffisamment précise si ce mouvement de criminalité provient d'une différence dans le nombre des délinquants ou d'une augmentation des condamnations secondaires. Un relevé complet des casiers judiciaires renseignera de façon suffisante sur cette importante question. On comprend donc de suite que les deux systèmes de recherches, s'ils étaient établis parallèlement, fourniraient à la criminologie les renseignements les plus précieux.

Mais l'établissement du second travail, s'il était fait pour toute la France, serait une œuvre formidable qui exigerait la collaboration d'une véritable armée de statisticiens, ce qui entraînerait pour l'Etat des difficultés d'ordre matériel très sérieuses. Cette idée a donc dû être abandonnée.

M'en emparant néanmoins, j'ai décidé de la mettre en pratique et de lui donner corps pour une parcelle du territoire de la France et je me suis proposé d'étudier dans cet ouvrage la criminalité d'un arrondissement rural de la France : cet arrondissement est celui de Joigny, dans l'Yonne.

Cette criminalité, je l'envisagerai aux deux points de vue que je viens d'indiquer, c'est-à-dire *ratione loci* et *ratione personæ*.

En ce qui concerne la criminalité *ratione loci*, criminalité considérée uniquement d'après le lieu des infractions, abstraction faite de celui d'origine des délinquants, les matériaux qui ont servi à établir les bases de ce travail sont les statistiques officielles criminelles dressées annuellement par le parquet de Joigny.

Pour avoir des renseignements très précis sur cette criminalité, j'ai été obligé de compiler les différents comptes sur les originaux eux-mêmes conservés dans les archives du tribunal, car les rapports annuels présentés par le Garde des Sceaux au Président de la République sur l'administration de la justice réunit les différents résultats fournis par les comptes particuliers des tribunaux pour les établir par ressorts de Cours d'appels ou par départements, et un seul tableau est réservé aux différents arrondissements de France uniquement pour leur criminalité générale. Il y avait donc un intérêt évident à dégager pour toutes les questions posées dans les statistiques officielles les chiffres qui se

rapportent à un arrondissement déterminé et de les étudier.

Mais il est un travail que ne permettent de faire aucune statistique officielle, aucun document de quelque ordre que ce soit : c'est l'étude de la criminalité *ratione personæ*, criminalité des originaires de l'arrondissement, qu'ils soient restés sur le territoire de Joigny ou qu'ils aient été condamnés aux extrémités de la France.

Il est en effet très intéressant de savoir ce que deviennent ceux qui sont nés dans l'arrondissement et qui l'ont quitté, ceux qu'en termes de criminologie l'on nomme les *déracinés*. Plusieurs enquêtes ont été faites à ce sujet à diverses époques sur la conduite des originaires de certains pays lorsqu'ils avaient quitté leur lieu d'origine : les résultats de ces enquêtes ont été très différents ; mais comme il s'agissait d'individus de mœurs très nettement marquées ou exerçant en dehors de chez eux des professions bien déterminées, j'ai cru bon de faire porter mes recherches personnelles sur une population du centre de la France, ne présentant aucune particularité de coutumes et n'ayant pas de profession particulière à exercer en dehors de chez elle.

En second lieu, c'est par l'étude de la criminalité *ratione personæ* que l'on peut connaître de façon à peu près certaine quelle est la manière d'être de la récidive. Les renseignements fournis à ce sujet par les statistiques officielles sont en effet des plus rudimentaires et notoirement insuffisants pour permettre de s'appuyer

sur eux avec quelque certitude. Et c'est là pourtant le point capital qui intéresse tout criminaliste, car, ainsi que l'a dit Ortolan : « Un des buts essentiels de la pénalité, c'est de prévenir la récidive. Si les récidives ne sont pas prévues, si elles vont en croissant, le système répressif est jugé ; non seulement il n'amende pas, mais il corrompt. La pierre de touche de la pénalité est là. » Or, comment savoir si le système répressif d'une législation est bon, si la récidive qui sert à le faire apprécier est mal connue ?

Les statistiques officielles sont impuissantes, d'autre part, à renseigner sur le nombre des condamnés qui après avoir été traduits devant les tribunaux se sont amendés et n'ont jamais récidivé, en un mot le nombre des condamnés primaires. Elles sont impuissantes, à plus forte raison, à faire connaître quels crimes ou quels délits ont été commis par ces délinquants primaires.

Ces idées ont souvent été mises en lumière dans les Congrès et sociétés savantes et notamment dans la séance de la Société générale des prisons du 18 février 1903 et dans le Congrès de l'Union internationale de droit pénal du 28 juin 1893, où M. Garçon, l'éminent professeur de droit criminel, entretint le Congrès de recherches par lui faites au casier judiciaire de Lille dans le but de connaître la récidive.

C'est ce travail, opéré alors sur une lettre de l'alphabet (1), que j'ai entrepris de faire sur le casier complet

(1) Le casier judiciaire est classé aux greffes par ordre alphabétique (Circulaire de la Chancellerie du 6 novembre 1850).

de l'arrondissement de Joigny, travail considérable et des plus minutieux et dont l'importance matérielle résultera de ce fait qu'il m'a fallu plus d'une année pour l'établir.

J'ai dû en effet composer un véritable volume de tableaux statistiques dans lesquels j'ai apporté tous mes soins à résumer, à disséquer plutôt le passé judiciaire de tous les condamnés qui figuraient au casier.

Il aurait été utile d'ajouter à mon ouvrage les tableaux complets qu'il m'a fallu dresser pour obtenir une statistique aussi juste que possible ; mais des difficultés d'ordre matériel obligent à n'en fournir que deux exemplaires que j'ai choisis parmi les plus intéressants et que l'on trouvera à la fin de ce volume. Le premier tableau est extrait d'un travail dont chaque ligne est réservée au passé judiciaire d'un condamné, et j'ai essayé d'y condenser dans le moins grand nombre de colonnes possible toutes les indications qui m'ont paru devoir intéresser la criminologie ; ce travail comporte 274 tableaux semblables au spécimen. Le deuxième tableau est un tableau de récapitulation où, dans chaque ligne, est résumée une page du travail général ; j'ai dû établir dix-huit tableaux de cette sorte et celui qui figure à la fin de ce livre est le dix-huitième qui donne les résultats définitifs de la statistique.

De plus, j'ai relevé d'une manière plus complète le passé judiciaire de certains individus qui m'a paru présenter un intérêt plus grand, et j'ai composé ainsi

315 fiches dont un modèle est annexé à la fin de cet ouvrage.

Je signale de suite que mon travail préparatoire comporte le passé judiciaire de tous les individus nés sur le territoire de l'arrondissement de Joigny et qu'il est le résumé de toutes les fiches individuelles qui sont établies au casier judiciaire depuis l'établissement de cette institution jusqu'au 31 décembre 1903.

D'ailleurs je dois avertir moi-même des imperfections qui n'échapperaient pas du reste aux lecteurs avisés.

En effet, pour éviter des complications et l'addition de nouvelles colonnes, je n'ai fait, au point de vue du domicile du condamné au moment de sa condamnation, aucune différence entre les condamnations prononcées par les autres tribunaux et celles prononcées par la Cour d'appel de Paris jugeant une infraction commise sur le territoire de Joigny ; il est en effet intéressant de savoir si l'inculpé habitant le territoire de Joigny est allé commettre un délit au dehors, et je le vois à la lecture de mon tableau (condamnation prononcée par un autre tribunal — domicile : Joigny) ; or, si l'infraction a été commise à Joigny et jugée en appel à Paris, je retrouverai également : condamnation prononcée par un autre tribunal — domicile : Joigny, et j'en conclurai que le délinquant est sorti de son arrondissement pour aller commettre une infraction au dehors : ce sera une erreur. Mais ces cas sont relativement rares et ne peuvent guère influencer sur le résultat de la statistique. D'ail-

leurs le casier judiciaire lui-même n'indique pas toujours sur l'appel de quel tribunal la Cour a statué.

Enfin, pour préciser la portée de mon travail et indiquer ce que j'entends par criminalité, il me faut mentionner dès maintenant que ne figurent dans ma statistique ni les bulletins concernant les poursuites disciplinaires contre les officiers ministériels, ni ceux relatant les liquidations judiciaires ou déclarations de faillite. Les premiers, en effet, n'impliquent aucunement de la part des délinquants des faits que la morale réprouve ; bien souvent, ces peines disciplinaires ne sont motivées que par un oubli, une imprudence ou même une inexpérience de l'officier ministériel. Quant aux faillites et liquidations judiciaires, elles ne me paraissent relever aucunement de la criminalité : le Code de commerce déclare en état de faillite tout commerçant qui pour une cause quelconque, un embarras momentané souvent, ne peut faire honneur à sa signature. On ne peut certes pas voir là un acte délictueux : l'idée de faillite n'implique même pas celle de déconfiture. On m'objectera peut-être que la plupart du temps, le failli n'aura pas tenu ses livres, fait inventaire, etc. . . . ; mais alors il sera banqueroutier et une fiche spéciale à son casier indiquera cette infraction. Donc la faillite en elle-même me semble complètement en dehors de la criminalité et je ne doute pas que, lors de l'établissement du casier civil, on n'extraie du casier judiciaire tous les bulletins concernant les faillites et liquidations judiciaires pour les faire figurer au nouveau casier.

Les observations qui précèdent me semblent montrer suffisamment le point de vue auquel je me suis placé : j'ai essayé de recueillir tous les renseignements concernant la criminalité de l'arrondissement de Joigny et cette criminalité seule.

Est-ce à dire que j'aie pu l'étudier dans son intégralité ? Il m'est impossible de le soutenir, car combien de faits délictueux, même signalés au ministère public, échappent à la juridiction des tribunaux, classés qu'ils sont : non établis, auteurs inconnus, pas de témoins ? Et d'autre part, combien d'actions peu morales qui ne tombent pas directement sous le coup de la loi et qui néanmoins indiquent de la part de leur auteur une certaine aisance à côtoyer la frontière de ce que j'appellerai, au sens large, le crime ?

Ces actions, nous les trouvons tant contre les biens que contre la vie, que contre l'honneur. Je ne veux pas en faire ici une énumération détaillée ; mais je ne résisterai pas au désir de reproduire ce tableau, si vigoureusement tracé par M. Joly (1), de celles qui portent atteinte à la propriété et à la fortune d'autrui : « Il y a d'abord des atteintes à la propriété et à la fortune d'autrui que la loi ne range pas parmi les crimes. Elle ne veut y voir que des empiètements à réprimer, des torts à redresser : elle ne leur impose que des réparations civiles, sous forme de nullité, résiliation, rescision,

(1) *Le crime*, p. 31.

restitution, indemnité. Elle suppose qu'il y a eu bonne foi, parce que l'intention coupable est souvent très difficile à prouver..... Mais en réalité, que de conventions illicites, que d'erreurs à demi volontaires, préjudiciables à autrui, que d'extorsions hypocrites, que de lésions, que de captations voilées, que de détournements occultes, que de profits indirectement prélevés sur l'ignorance ou la simplicité des gens, que de dissimulations fructueuses pour l'un, dommageables pour l'autre, que d'indélicatesses enfin qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale ! Il y a des débiteurs qui empruntent avec la certitude de ne pouvoir..... ou de ne vouloir jamais rembourser. Il y en a qui, par une série de négligences et d'imprudences sur lesquelles ils ne souffrent pas qu'on les éclaire, laissent leur banqueroute devenir inévitable ; il en est qui la préparent savamment et prennent soin d'en dénaturer d'avance le caractère légal par des précautions mensongères. A chaque instant les agents du pouvoir passent à côté de fraudes commerciales qui, avec le temps et l'impunité pourraient ruiner leurs dupes..... Telle fausse nouvelle lancée ou répandue de mauvaise foi sert à dépouiller des légions de vendeurs ou d'acheteurs : tel secret violé, malgré le devoir professionnel ou la confiance jurée, anéantit des espérances légitimes, ferme une carrière, compromet un avenir, perd une famille. Que dire des lettres anonymes, des révélations importunes dictées par la jalousie, des dénonciations calomnieuses

ou exagérées qui font destituer d'honnêtes fonctionnaires ? Que dire des artifices tortueux de l'homme intrigant ou « canaille », qui, suivant les justes expressions d'un savant étranger, sait si bien se prévaloir, pour le profit de ses intérêts personnels, des faiblesses et des passions des autres, qui est d'une habileté si parfaite pour reconnaître les défauts ou les lacunes de la loi et en abuser, qui enfin « se sert des formes légales comme d'un cheval de bataille pour piétiner sur les justes ? »

De tout ce que je viens de dire ressort le plan de ce travail :

Dans une première partie, j'étudierai la criminalité *ratione loci*, telle qu'elle nous est fournie par les documents officiels du parquet ; puis, dans une seconde partie, je m'appliquerai, tout en faisant de temps à autre quelques comparaisons avec les résultats précédents, à analyser la criminalité *ratione personæ* de l'arrondissement.

Qu'il me soit permis, en terminant cet avant-propos, d'adresser ici à M. Piédelièvre, procureur de la République, mes sentiments de gratitude, car c'est grâce à son obligeance que j'ai pu étudier les statistiques originales elles-mêmes et prendre communication des bulletins du casier judiciaire.

INTRODUCTION

La criminologie étudie les variations de la criminalité, variations qui tiennent à des causes multiples, parmi lesquelles il en est une qui saute immédiatement aux yeux : c'est l'influence du milieu.

Il est bien évident que la criminalité des agglomérations urbaines diffère profondément de celle des populations rurales : la vie des unes est plus factice que celle des autres. Paris connaît des crimes qui sont presque ignorés des autres grandes villes de France ; les cités ouvrières ont une mentalité autre que celle des petits chefs-lieux de province, et même entre ceux-ci et les bourgades rurales une différence sensible est à signaler. Le campagnard, vivant de la vie des champs, presque toujours seul au milieu de ses cultures, ne subit point d'influence étrangère comme l'habitant des villes constamment en contact avec ses semblables.

D'autre part, la situation même d'un territoire a sur la criminalité de ses habitants une répercussion appréciable ; il est d'évidence même qu'un pays de frontières offre à ses habitants de grandes facilités pour se soustraire à la juridiction pénale, et il s'ensuit que les criminels se sentant une impunité plus grande ont moins de retenue pour perpétrer leurs attentats. C'est

ainsi d'ailleurs que le régime des douanes intérieures de l'ancienne France établissant des frontières entre les différentes provinces, a été cause de nombreux crimes ou délits dont l'accomplissement serait impossible de nos jours.

Il est donc du plus haut intérêt, lorsqu'on veut étudier la criminalité d'un arrondissement, de savoir dans quel milieu il se trouve tant au point de vue démographique qu'économique ou religieux. C'est pourquoi, comme introduction à mon étude sur la criminalité de l'arrondissement de Joigny, je vais essayer, dans ce chapitre, d'en faire une description aussi exacte que possible sous ses différents aspects.

Michelet a dit : « La Bourgogne est le pays des orateurs, celui de la pompeuse et solennelle éloquence..... Bon pays où les villes mettent du pampre dans leurs armes, où tout le monde s'appelle frère ou cousin, pays de bons vivants et de joyeux Noël..... La France n'a pas d'élément plus haut que la Bourgogne, plus capable de réconcilier le nord et le sud. »

Cet arrondissement, quoique ne faisant pas partie de la Bourgogne en a cependant tous les attributs. Il est composé de 108 communes réparties en 9 cantons : il se trouve limité : au nord par l'arrondissement de Sens, au sud par celui d'Auxerre, à l'est par ceux de Troyes et de Tonnerre, et à l'ouest par les départements du Loiret et de la Nièvre. Il a été formé par la réunion de contrées hétérogènes tant au point de vue du passé his-

torique qu'à celui de la configuration du terrain : l'arrondissement de Joigny a eu, en effet, ses éléments empruntés à la Champagne, au Gâtinais et à la Puisaye.

Du nord au sud, il est traversé par la rivière l'Yonne (100 m. de largeur) dont la riche vallée est formée par ses alluvions ; cette rivière, canalisée jusqu'à son confluent avec la Seine à Montereau, apporte à ce fleuve un appoint d'eau plus considérable que son débit lui-même, et nombre d'hydrographes considèrent le fleuve qui arrose la capitale comme étant l'Yonne elle-même dont la Seine ne serait qu'un affluent aboutissant à Montereau. L'Yonne, quoique sujette à des crues importantes qui couvrent la plaine environnante sur une largeur de plus d'un kilomètre, quoique soumise à un régime de chômage établi par l'administration des Ponts et Chaussées, est utilisable néanmoins pour la navigation pendant une grande partie de l'année et est employée par la batellerie pour le passage de la Seine à la Loire, par le canal du Nivernais qui commence à Auxerre, et au Rhône, par le canal de Bourgogne qui commence à Laroche et emprunte une quinzaine de kilomètres à l'arrondissement de Joigny.

Un autre affluent direct de la Seine est le Loing, sorti d'étangs ombragés par les forêts. De Saint-Privé, il envoie par la Rigole une partie de ses eaux au bief de partage du canal de Briare qui le suit de Rogny à Saint-Mammès, faisant communiquer la Seine à la Loire et traversant l'arrondissement sur un parcours de huit kilomètres.

Dans ces deux rivières viennent aboutir plusieurs ruisseaux coulant entre des coteaux couverts de vignes et arrosant sur toute leur étendue des prairies plantées de nombreux peupliers. Au Loing vient aboutir l'Ouanne qui reçoit le Branlin ; à l'Yonne il faut citer comme tributaires : le Screin dont l'embouchure seule se trouve dans l'arrondissement de Joigny, l'Armançon qui ne sert plus qu'à l'alimentation du canal de Bourgogne, le Ravillon, le Tholon qui couvre quelquefois sans les gêner les prairies qui s'étendent le long de son cours, le Vrin ou Saint-Vrin.

La commune de Lavau, aux habitations disséminées à travers son vaste et marécageux territoire, envoie ses eaux au bassin de la Loire par le rû de Bonny qui, né à Lavau même, coule à peine dans l'Yonne, alimenté par les sources que porte dans ses flancs le plateau de la Forterre.

Le territoire de Joigny, d'une étendue de 196.696 hectares, a été emprunté, comme il a été dit plus haut, à trois pays de l'ancienne France : la Champagne, le Gâtinais et la Puisaye.

La partie de l'arrondissement formée par la Champagne est le pays de la craie, où la végétation, belle dans les vallées, est chétive sur les plateaux presque complètement dépourvus d'eau : la forêt d'Othe, qui s'étend sur une distance considérable entre Sens, Joigny et Troyes, couvre presque totalement le sommet des plateaux, ne laissant à la culture que peu d'espace d'un terrain pau-

vre où poussent en abondance les arbres à cidre, seule boisson de ce pays. La craie ne forme pas cependant tout le sous-sol de cette région : on trouve également, sur une assez grande étendue, un terrain argileux formé d'argile téguline propre à la confection des tuiles et briques qui emploie un certain nombre d'ouvriers. La plus grande partie de cette contrée est habitée par des bûcherons auxquels le travail des bois laisse néanmoins des loisirs pour cultiver quelques lopins de terre que chaque famille possède dans les vallons qui sillonnent le massif. Les principales cultures de ce terrain consistent en froment et avoine dans les terres argileuses et crayeuses, et en seigle dans les terres crayeuses.

La vallée de l'Yonne, formée principalement d'alluvions, et les vallées des ruisseaux y aboutissant, quoique dépendant également de la Champagne, présentent un autre aspect : dans la plaine se trouvent de riches champs de céréales aboutissant à des prairies naturelles plantées d'innombrables peupliers et encadrées de coteaux riants où pousse... ou plutôt, hélas ! poussait la vigne produisant des crus renommés comme celui de la côte Saint-Jacques. L'habitant est cultivateur et surtout vigneron, s'adonnant en outre à la fabrication et à la réparation de la tonnellerie. Le long des cours d'eau se trouvent des moulins à farine, moulins à tans fournissant le tan nécessaire aux tanneries établies à Joigny, Saint-Julien-du-Sault et Villeneuve-sur-Yonne. De nombreuses scieries occupant un certain nombre d'ouvriers sont

établies tout le long des ruisseaux, débitant les peupliers sur place pour les expédier ensuite par bateaux à Paris où ce bois est employé à la confection de caisses d'emballage.

Le sol de la Puisaye est composé de sable et d'argile, c'est-à-dire très peu perméable ; il est couvert de sources et de ruisseaux qui rendent le pays humide et froid. Les bois sont aussi répandus que dans le Morvan et des prairies un peu tourbeuses y garnissent aussi les côteaux : d'un mot, la Puisaye, pays d'élevage, est aussi celui des bocages et des étangs ; il est littéralement semé de hameaux et de fermes isolées et sa principale population est composée de bûcherons.

Lui aussi, le Gâtinais, est un pays d'étangs ; et, comme dans la Puisaye, les sables argileux y donnent naissance à de nombreuses flaques d'eau qui entretiennent l'humidité, condition essentielle à l'existence des prairies qui garnissent ses vallées et aux bois qui couvrent ses plateaux.

Cet arrondissement, si divers quant à sa configuration naturelle, mais qui appartient presque entièrement au bassin de la Seine, est soumis, comme la plupart des pays situés au nord du Massif Central, à l'influence maritime avec les vents de sud-ouest et d'ouest, c'est-à-dire au climat séquanien. Seule, la région de la forêt d'Othe, en raison de l'altitude du sol et de la nature des terrains, doit être considérée comme appartenant au climat vosgien, sensiblement plus froid que le climat

séquanien. Enfin, sauf dans quelques régions humides de la Puisaye, l'arrondissement est très salubre ; en particulier le Gâtinais est à l'abri des épidémies, peu graves d'ailleurs, qui sévissent dans le reste du pays.

En résumé, l'arrondissement de Joigny produit en assez grande abondance le froment, l'avoine, l'orge, le seigle et la vigne, la betterave et la pomme de terre ; mais la culture maraîchère florit en outre dans certaines communes comme Fleury et Guerchy ; la betterave à sucre est cultivée dans les environs de Briennon-sur-Armançon où se trouve une sucrerie assez importante ; le chanvre faisait aussi, il y a quelque cinquante ans, l'objet d'une culture assez intense. Les mares provenant du pressurage du raisin et des fruits à cidre sont distillés dans presque toutes les maisons, et chaque propriétaire est un bouilleur de cru.

L'industrie ne se trouve représentée que par quelques produits spéciaux : on trouve quelques petites extractions de sable : le sol de Saint-Fargeau fournit un peu de silice, et l'argile de la Puisaye et du Gâtinais sert à la fabrication de poteries grossières ; la chaux de Laroche est très estimée sur le marché de Paris. Quant aux établissements métallurgiques, il ne faut citer que pour mémoire la petite forge de Saint-Martin-des-Champs ; Villeneuve-sur-Yonne possède des fabriques de limes et Saint-Julien-du-Sault une fabrique de boutons ; Chamvres confectionne des charrues à vignes, Fleury des outils et des ustensiles d'imprimerie.

En ce qui concerne le commerce, il est restreint à l'exportation des produits du sol et à l'importation des articles généralement courants. Il se borne à donner satisfaction aux besoins de la consommation locale. Les exportations portent sur les céréales, les vins expédiés en grande quantité à Paris, le bois de chauffage, le charbon de bois, les écorces, les tuiles, la tonnellerie.

Pour le transport de ces divers produits, la rivière de l'Yonne, avec les canaux y aboutissant, est un chemin mouvant qui évite aux entrepreneurs de gros frais de traction ; pour le portage du bois, il fut un temps où les bateaux eux-mêmes étaient supprimés et où les bûches réunies en trains descendaient le cours de l'eau sous la conduite de deux ou trois bateliers.

Mais en dehors de cette grande voie d'eau, l'arrondissement est sillonné de nombreuses routes parmi lesquelles il faut citer quatre routes nationales : celle de Paris à Genève, celle de Sens à Saint-Florentin, celle de Paris à Chambéry, et celle de Neufchâteau à Bonny-sur-Loire. En outre la grande ligne de chemins de fer de Bourgogne traverse l'arrondissement en suivant le cours de l'Yonne, et la ligne de Triguères à Clamecy dessert la Puisaye et le Gâtinais.

Ces deux entreprises ont amené sur un point de l'arrondissement une augmentation assez considérable de la population ; car la commune de Migennes qui, en 1852, comptait 555 habitants, voyait ce nombre s'élever à 785 en 1872, 1.288 en 1881, 1.808 en 1891, et 2.211 en

1901. Migennes est en effet le territoire sur lequel se trouve l'embranchement de la gare de Laroche (1) avec son dépôt de machines et aussi une succursale de la Compagnie de navigation « Havre-Paris-Lyon-Méditerranée » qui emploie un grand nombre de marinières. Mais cette augmentation de population n'est que partielle et l'arrondissement de Joigny devient de moins en moins peuplé. Quelques chiffres donneront une idée de cette dépopulation :

Les 196.696 hectares de l'arrondissement se trouvent divisés en 108 communes et comprennent 2.052 hameaux répartis en 9 cantons ; la population a passé successivement de 88.924 en 1852 à 96.378 en 1872, 93.676 en 1881, 90.263 en 1891 et 83.439 en 1901. Le chef-lieu lui-même a suivi cette marche descendante ; il comptait 3.494 habitants en 1852, 6.400 en 1872, 6.468 en 1881, 6.218 en 1891 et 6.254 en 1901 ; il y a lieu, d'ailleurs, d'ajouter à ces chiffres le contingent d'un régiment de cavalerie.

A quoi faut-il attribuer cette dépopulation croissante ? A plusieurs causes, je crois : d'abord à l'émigration de jour en jour plus considérable, et en second lieu à la diminution sensible des naissances dans l'arrondissement.

Depuis que les maladies de la vigne ont envahi les campagnes et ruiné complètement les vignobles qui les

(1) Embranchement sur Auxerre-Nevers.

garnissaient, les cultivateurs se sont vus dans la nécessité sinon de quitter la terre paternelle, mais d'envoyer leurs enfants chercher fortune ailleurs. Ils y sont d'ailleurs sollicités par les demandes nombreuses de personnel faites par les Compagnies de chemins de fer qui soutirent chaque année au pays un nombre considérable de jeunes gens ayant terminé leur service militaire. D'autre part ceux-ci sont également attirés par l'espoir d'une position lucrative dans un grand magasin de Paris dont un des directeurs est originaire de l'arrondissement.

La diminution des naissances est aussi un facteur des plus importants de cette décroissance de la population. Le cultivateur, attaché à la terre qui l'a vu naître et que lui ont transmise ses parents, se fait peu à l'idée qu'il sera obligé de la diviser entre plusieurs enfants, et toute son ambition consiste à y vivre à force d'économie pour la transmettre intacte, sinon agrandie, à son unique enfant. D'ailleurs cette diminution de naissances n'est malheureusement pas spéciale à l'arrondissement de Joigny, et toute la France souffre aujourd'hui de ce mal qui a fait jeter de nombreux cris d'alarme au cours de ces dernières années.

De tout ce qui précède, il me semble résulter que l'arrondissement de Joigny est un pays essentiellement de culture. A part quelques grands patrimoines appartenant à des châteaux, la propriété y est très divisée; aussi la petite culture domine-t-elle partout. On ren-

contre cependant quelques grandes fermes en Gâtinais et en Puisaye ainsi que sur deux ou trois autres points du territoire.

Le mode d'exploitation le plus répandu est le faire-valoir direct c'est-à-dire la culture du sol par le propriétaire lui-même ; vient ensuite le fermage, c'est-à-dire le mode par lequel le propriétaire aliène sa terre pendant un temps plus ou moins long moyennant une redevance fixe ; enfin le métayage, très peu usité, mode par lequel le métayer donne généralement son travail, et le propriétaire le bâtiment, le bétail en partie et les instruments d'exploitation, à condition de partager avec le métayer les fruits ou la récolte dans certaines proportions.

La conclusion de ces observations est que, dans l'arrondissement, l'agriculteur jouit le plus souvent du bien-être et de l'indépendance qu'assure la qualité de propriétaire et que si, d'une part, les grandes fortunes sont rares, d'autre part le paupérisme est inconnu. On ne sera donc pas étonné d'apprendre qu'en ce qui touche l'instruction, l'Yonne occupe parmi les départements de France un rang assez honorable, et que nombre de fils de cultivateurs abandonnent la terre paternelle pour s'adonner aux professions libérales parmi lesquelles vient en première ligne la médecine ; il n'est pas rare, en effet, de voir deux médecins établis dans une commune rurale de population très moyenne. Est-ce à cela que les habitants doivent la bonne santé

dont ils jouissent en général ? ou bien ne serait-ce pas plutôt à l'excellence du climat qu'ils en sont redevables ?...

Deux éléments resteraient encore à examiner qui ont au point de vue de la criminalité une influence certaine, mais sur lesquels il est beaucoup plus délicat de conclure : je veux dire la religion et les opinions politiques de la population.

Si l'on s'en tient aux statistiques officielles, les habitants du département de l'Yonne sont catholiques, les protestants sont peu nombreux et on ne rencontre que quelques israélites. Mais ce sont là des renseignements qui, on le comprend facilement, sont fort insuffisants ; ce qu'il faudrait savoir et ce qu'aucune statistique ne nous indique, c'est combien d'habitants de l'arrondissement ont vraiment des sentiments religieux, combien pratiquent leur culte, quelle influence la religion peut avoir sur la direction de leur conduite. Il faudrait encore pouvoir déterminer quel empire elle exerce dans le milieu familial et spécialement en ce qui concerne l'éducation des enfants.

Mais pénétrer ainsi dans les secrets les plus intimes de la conscience individuelle, c'est ce qui échappe évidemment à toute enquête. Ce que l'on peut constater, c'est que la grande majorité des habitants conserve certaines pratiques extérieures du culte : les enfants sont baptisés et font leur première communion, les mariages sont célébrés devant le prêtre, les funérailles conservent presque toutes le caractère religieux.

Si nous pouvons enregistrer l'usage de ces pratiques religieuses extérieures, pouvons-nous en conclure cependant que la religion exerce réellement son influence morale sur la population ? Peut-être pourrait-on exprimer la vérité avec quelque certitude en disant qu'en dépit de cette survivance de certains rites religieux, l'état d'esprit de la majorité de la population est l'indifférence. Peut-être faudrait-il même ajouter que cette indifférence est plus grande dans certaines communes rurales que dans le chef-lieu de l'arrondissement. Mais il y a trente ou quarante ans, au dire de ceux qui connaissent bien l'arrondissement, on n'aurait pu faire les mêmes constatations : les pratiques du culte étaient plus suivies et la grande majorité des hommes allait au moins à la messe le dimanche.

Mais s'il est impossible de préciser de façon suffisante la situation réelle de l'arrondissement à cet égard, il est certaines données officielles des plus intéressantes à consulter : je veux parler du nombre des écoles congréganistes et de celui des enfants qui les ont fréquentées.

J'ai recherché les rapports annuels présentés par l'inspecteur d'Académie au conseil général du département, et, choisissant ceux se rapportant aux époques voisines de celles des recensements que j'ai indiquées plus haut, j'ai trouvé les résultats suivants :

En 1875 le département de l'Yonne comptait 151 écoles congréganistes pour 685 écoles libres. Ces renseignements, très vagues en ce qui concerne l'arrondissement

de Joigny, se précisent dans les rapports postérieurs ; en 1882, en effet, nous trouvons pour l'inspection primaire de Joigny 145 écoles publiques se répartissant en 140 écoles laïques et 5 écoles congréganistes, et 27 écoles privées dont 22 congréganistes ; en 1891, le nombre des écoles publiques s'élève à 153 comprenant seulement 2 écoles congréganistes, et celui des écoles privées atteint le chiffre de 34 dont 31 écoles congréganistes ; enfin en 1901, pour 151 écoles publiques laïques, le nombre des écoles privées est identique à celui de 1891 et réparti de même façon. Je dois ajouter que dans l'inspection primaire de Joigny ne figurent pas trois cantons entiers et deux communes de l'arrondissement qui ont été rattachés à l'inspection de Toucy (arrondissement d'Auxerre), et que la fusion de cette partie de l'arrondissement avec un territoire voisin ne m'a pas permis de compléter mes recherches.

J'aurais voulu aussi indiquer exactement quel a été, au cours de ces années, le nombre des enfants qui ont fréquenté ces différentes écoles dans l'arrondissement qui nous occupe ; mais seul le rapport de l'année 1861 nous fait connaître que dans tout l'arrondissement 7.399 garçons et 2.223 filles étaient inscrits dans les écoles publiques laïques, soit un total de 9.622 élèves pour 375 fréquentant les écoles privées, soit 265, des écoles laïques, et 110, des écoles congréganistes.

Les rapports de 1882, 1891 et 1901 ne font plus la distinction entre les différents arrondissements, et les

chiffres qui vont suivre se rapportent au département tout entier. En 1882, la population des écoles publiques était de 54.305 élèves (29.609 garçons et 24.696 filles), alors que celle des écoles privées comprenait 4.747 garçons et 6.957 filles, soit un total de 8.704 élèves. En 1891, les écoles publiques étaient fréquentées par 48.413 enfants répartis en 46.211 (26.125 garçons et 20.086 filles) pour les écoles laïques et 2.202 (256 garçons et 1.946 filles) pour les écoles congréganistes ; quant aux écoles privées leur population était de 9.935 enfants (1.050 pour les écoles laïques et 8.885 pour les écoles congréganistes) : les garçons étaient au nombre de 199 dans les écoles laïques et de 2.265 dans les écoles congréganistes, et les chiffres respectifs des filles s'élevaient à 851 et 6.620. Les données relevées dans le rapport de 1901 sont les suivantes : 23.944 garçons et 19.093 filles fréquentaient les écoles publiques laïques, 130 garçons et 549 filles étaient inscrits dans les écoles publiques congréganistes ; la population des écoles privées laïques était de 127 garçons et 433 filles, et celle des écoles privées congréganistes de 2.126 garçons et 6.304 filles.

Dans un travail de ce genre, une enquête, si elle était praticable, s'imposerait également sur le respect observé des liens de la famille ; mais nous sommes obligés de nous contenter en cette matière de documents officiels, et qui pourrait affirmer qu'ils sont l'expression exacte de la vérité !

N'y a-t-il pas lieu, en effet, de supposer qu'en matière d'adultère, le plus souvent, ceux à qui seuls la loi donne le pouvoir de mettre en mouvement l'action de la justice répressive gardent de Conrad le silence prudent? Nous trouverons plus loin le nombre de poursuites exercées et nous les étudierons dans le chapitre des délits contre les mœurs. Quant aux divorces, la statistique civile nous indique que 319 demandes ont eu une solution de 1884 au 31 décembre 1903. Je dis à dessein qu'elles ont eu une solution et non pas qu'elles ont été portées devant le tribunal, car il est très possible que des demandes formées en 1903 n'aient été jugées qu'en 1904, aussi, au chiffre de 319, j'ajouterai celui de 17, nombre de demandes solutionnées dans toute l'année 1904 et dans lequel figurent très probablement des actions intentées en 1903. Sur ce chiffre de 319, 237 affaires ont été accueillies par le tribunal civil, 46 ont été rejetées et 36 rayées du rôle, 24 après réconciliation et 12 pour tout autre motif. Des 17 demandes solutionnées en 1904, 8 ont été accueillies, 5 rejetées et 4 rayées du rôle, 2 après réconciliation et 2 pour tout autre motif.

Dans le même ordre d'idées, j'ai recherché également, dans cette même statistique civile, le nombre de déchéances de puissance paternelle prononcées depuis qu'un tableau spécial est réservé à ce genre d'affaires dans les comptes judiciaires jusqu'au 31 décembre 1903; j'ai trouvé le chiffre de 48.

L'opinion politique du département de l'Yonne et spécialement de l'arrondissement de Joigny pourra paraître d'abord beaucoup plus facile à déterminer. Il semble qu'il suffirait de consulter le résultat des élections notamment depuis l'époque de l'établissement du suffrage universel.

J'ai effectué, en effet, ces recherches, et j'aurais voulu pouvoir fournir des renseignements complets, préciser la situation politique de l'arrondissement sous la République de 1848, sous le second Empire et sous la troisième République, et indiquer sous ce dernier régime quels ont été les votes émis tant avec le système du scrutin de liste qu'avec celui du scrutin d'arrondissement. Mais, à mon grand regret, je n'ai pu trouver les documents officiels antérieurs à 1892.

Me contentant donc forcément de ce mince bagage, j'indiquerai que, cette année, sur 28.260 inscrits, seuls 17.646 votants manifestèrent leur volonté ; les bulletins nuls s'élevèrent au chiffre de 261 pour 17.385 suffrages exprimés ; les voix furent ainsi réparties : 10.028 pour le candidat radical, 4.574 pour le républicain, 2.354 pour le conservateur et 429 pour le socialiste.

L'année suivante, le candidat radical obtint 11.121 voix et le socialiste 336 ; à ces chiffres il y a lieu d'ajouter 2.130 voix perdues, ce qui forme un nombre total de 13.587 votants pour 27.954 électeurs inscrits.

Aux élections de 1898, le nombre des inscrits était

de 27.549 et celui des votants de 18.893 ; le nombre des bulletins nuls s'éleva au chiffre de 614 et les 18.279 suffrages exprimés s'appliquèrent : 12.557 au candidat radical et 5.722 aux candidats républicains.

Enfin en 1902, le candidat radical obtint 12.142 voix, le candidat républicain libéral 5.959, le nombre des votants étant de 18.870 et celui des inscrits de 27.242.

Mais à bien regarder, ce ne sont là encore que des chiffres et des statistiques. Ce qu'il faut pénétrer, c'est le réel état d'esprit politique des habitants ; ces documents officiels ne peuvent pas nous indiquer si « l'étiquette » prise par les différents candidats répondait exactement à leurs opinions véritables et à celles de leurs électeurs ; ils ne nous renseignent pas non plus sur la part qu'il faut attribuer aux questions de personnalité.

On a dit que l'Yonne est un pays d'avant-garde ; nous ne savons pas jusqu'à quel point cette appréciation est exacte. Il serait peut-être plus juste de dire que quel que soit le gouvernement qui ait régi la France, il a toujours trouvé dans le département un de ses plus fermes soutiens. Quoi qu'il en soit, il est certain que c'est dans le département de l'Yonne que les doctrines de l'internationalisme et de l'antimilitarisme ont trouvé leurs premiers adhérents. N'est-ce pas dans le *Pioupiau de l'Yonne* que ces idées ont été exposées la première fois avec éclat ?

C'est précisément à propos d'une de ces affaires d'an-

timilitarisme qu'on a qualifié le département de l'Yonne de « département volcan » ; or, si le département de l'Yonne est un Volcan, il sera juste de dire que l'arrondissement de Joigny en est un des cratères. Une des affiches antimilitaristes les plus retentissantes avait été signée par un grand nombre d'habitants de l'arrondissement de Joigny (1).

Ces constatations pourraient étonner l'esprit et paraître bien singulières. Comment un pays, après tout composé en grande majorité d'honnêtes cultivateurs, attachés à leur terre, la cultivant avec amour, aimant incontestablement leur propriété individuelle, paraît-il incliner aujourd'hui vers les théories extrêmes du collectivisme ou du communisme ? Comment semble-t-il abandonner jusqu'à l'idée de patrie ?

Sans doute, il ne faudrait pas faire de généralisation qui manquerait de justesse autant que d'équité. Ces théories ne sont certainement pas celles de tous, mais il paraît incontestable qu'elles sont celles non seulement de quelques-uns, mais d'un certain nombre. Faudrait-il répondre comme un préfet à un membre de l'Académie des sciences morales et politiques qui, parlant de l'Hérault, demandait : « Pourquoi ces gens-là sont-ils donc si rouges ? — Parce qu'ils sont trop riches ! » Ce serait peut-être faux. Le cultivateur de

(1) Le nombre des inculpés dans l'arrondissement de Joigny a été de 250 environ et le nombre des originaires de l'arrondissement poursuivis dans les différents chefs-lieux judiciaires a été de 392.

l'Yonne n'est pas trop riche : il est dans une honnête aisance. L'explication pourrait se trouver ailleurs ; mais elle est bien délicate à marquer. Ne faudrait-il pas la voir dans un certain point d'honneur à se montrer le plus entreprenant, à ne reculer devant aucune audace, peut-être même, mais ne le disons pas trop haut, dans un mauvais sentiment de jalousie et dans les convoitises que quelques grandes propriétés foncières qui se trouvent disséminées sur le territoire ont pu quelquefois exciter ?

PREMIÈRE PARTIE

CRIMINALITÉ RATIONE LOCI

CHAPITRE PREMIER

CRIMINALITÉ GÉNÉRALE.

« Il m'a semblé que pour fournir des indications utiles non seulement au gouvernement, mais à la science du droit et de la législation, il était nécessaire de résumer dans une étude rétrospective les résultats consignés depuis vingt ans dans nos statistiques criminelles. » Ainsi s'exprime le Garde des Sceaux, ministre de la justice, dans le rapport par lui présenté au Président de la République sur le compte général de l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1900.

A son exemple, j'essaierai, dans cette première partie de ma thèse, de coordonner de manière rationnelle les résultats fournis par les statistiques officielles dressées chaque année par le Parquet de Joigny sur les travaux de ce tribunal en matière pénale. Je ferai partir mes

recherches de l'année 1850 pour les continuer jusqu'à celle de 1903, soit une période de 54 ans qui me fournira un champ d'étude suffisamment étendu pour que les moyennes trouvées ne soient pas influencées de façon notable par des écarts de criminalité provoqués par des causes accidentelles n'ayant pas laissé de traces profondes dans le caractère ou les mœurs de la population.

Il est une catégorie d'infractions qui doit être traitée dans toute étude un peu complète de la criminalité, mais qui n'offrant en général qu'un intérêt très relatif, ne demande pas un grand développement et que j'examinerai tout d'abord pour n'y plus revenir ensuite : je viens de nommer les contraventions de simple police.

Les neuf tribunaux de simple police établis dans l'arrondissement de Joigny ont eu à statuer sur des affaires dont le nombre a varié de 1.195 à 241 par année : de 621 en 1850 les jugements rendus se sont élevés de façon à peu près continue au chiffre de 1.195 en 1856 pour s'abaisser graduellement à celui de 711 en 1869 ; les années 1870 et 1871 donnent les chiffres de 392 et 470, résultat qui n'a rien de surprenant, tous les services étant désorganisés et la recherche des crimes et des délits graves occupant suffisamment les agents dont le nombre était très réduit par suite des événements malheureux de la guerre franco-allemande. En 1872, alors que le pouvoir se ressaisit, le nombre des jugements est porté au chiffre de 1.098 relativement élevé en comparaison de celui des années normales précédentes, et l'on

peut en donner cette explication que la population était déjà accoutumée au relâchement des deux années 1870 et 1871 et, qu'ayant pris à cet époque l'habitude d'enfreindre les règlements de police, elle s'est trouvée subitement en présence d'un pouvoir soucieux de rétablir l'ordre et de punir les délinquants (1). A partir de 1872 le nombre des jugements rendus chaque année s'abaisse graduellement pour aboutir au chiffre minimum de 244 en 1903.

Est-il besoin de commenter cette diminution des affaires de simple police signalée d'ailleurs pour toute la France dans les rapports ministériels portant sur la criminalité de 1881 à 1900 ? Je ne le crois pas ; car l'exercice de l'action publique est quelquefois entravé par les difficultés que rencontrent les Procureurs Généraux dans le choix des membres du ministère public, et, d'autre part, le nombre des contraventions de simple police se trouve subordonné au plus ou moins de tolérance des autorités locales.

En ce qui concerne les crimes, sujet qui exigerait un long développement, les documents fournis par le compte annuel du Parquet sont plus qu'insuffisants. La statistique officielle, en effet, très complète en ce qui

(1) « Le nombre des jugements de simple police s'élève à 1.098 ; ce chiffre est de beaucoup supérieur à celui de l'année dernière, mais les circonstances l'expliquent suffisamment. Les événements de 1871 ont en effet suspendu pendant plusieurs mois le cours de la justice et diminué dans une proportion considérable le nombre des procès-verbaux. » Ainsi s'exprime le rapporteur de 1872.

concerne les ordonnances de non-lieu rendues par le juge d'instruction au sujet tant des crimes que des délits, est d'un laconisme désespérant en ce qui concerne les affaires renvoyées devant la Chambre des mises en accusation : une seule ligne est consacrée à cet objet, de sorte qu'à la simple lecture des comptes annuels il est impossible de préciser la nature et la gravité de ces affaires.

Pendant les cinquante-quatre années, objet de mon étude, le nombre total des affaires renvoyées devant la Chambre des mises en accusation s'est élevé au chiffre de 338, ce qui donne une moyenne de 6.25 par année. Mais il ne faudrait pas croire que cette moyenne ait été approchée annuellement d'une manière constante ; en effet, si l'on fractionne ce long intervalle de temps en périodes décennales pour les étudier séparément, on remarque ceci : de 1850 à 1859, 115 affaires ont été l'objet d'une ordonnance de renvoi, soit une moyenne de 11.50 par an qui est presque supérieure du double à la moyenne générale ; de 1860 à 1869, cette moyenne générale est à peu près atteinte, car 65 affaires réparties dans cette période donnent une moyenne de 6.50 ; de 1870 à 1879, chiffre de 65 identique à celui de la période précédente avec même moyenne de 6.50 ; de 1880 à 1889, la moyenne tombe à 4 avec le nombre de 40 ; de 1890 à 1903, la décroissance s'accroît et le chiffre moyen devient 3.78 pour un nombre d'affaires de 53.

En comparant ces données, on aperçoit une diminu-

tion très rapide de la criminalité au sens propre du mot : de 1850 à 1859, moyenne relativement élevée de 11.50 par an, moyenne d'ailleurs dépassée pendant les années 1850, 1851 et 1858 avec les chiffres respectifs de 19, 20 et 12 ; de 1860 à 1889, moyenne de 6.50 s'approchant de très près de celle des cinquante-quatre années réunies ; et pendant ces vingt années, c'est à peine si quelques sursauts suivis de moments de calme font monter par instant le chiffre des affaires au-dessus de la moyenne ; puis dans les deux dernières périodes le ralentissement s'accroît de façon très nette et notamment, dans les dernières années, il n'est pas rare de ne voir qu'un ou deux renvois à la Cour d'affaires criminelles : il est même curieux de remarquer que, si on compare les cartes dressées par le ministère pour les années 1881 à 1900, le département de l'Yonne est classé dans la deuxième catégorie en ce qui touche les accusés, c'est-à-dire que la moyenne de ceux-ci est supérieure à 10 ; l'arrondissement de Joigny, au contraire, pour cette même période, a une moyenne de 4.05 affaires renvoyées devant la Chambre des mises en accusation : or, il est bien évident que le chiffre des accusés ne double pas celui des affaires et il en résulte que l'arrondissement de Joigny a une criminalité moins forte sous ce rapport que le reste du département.

Pour arriver à une solution plus précise, je me suis vu obligé de me rendre au Palais de justice d'Auxerre où grâce à l'obligeance de M. Delvaille, Procureur de la

République, j'ai pu consulter le registre tenu au Parquet des affaires passées aux assises. Les renseignements fournis par ce registre sont encore bien insuffisants, car ils ne nous indiquent pas l'âge des condamnés, leur profession et leur domicile ; mais, chose essentielle, ils nous font connaître la nature des infractions et le résultat des arrêts prononcés.

De 1850 à 1903, le nombre des arrêts rendus concernant des affaires instruites à Joigny s'est élevé au chiffre de 339 dans lequel étaient inculpés 320 hommes et 74 femmes. Le crime le plus fréquemment commis fut celui d'attentat à la pudeur ; nous relevons, en effet, pour toute la période, 93 attentats ou viols ; vient ensuite le vol qualifié avec le quantum de 84 affaires. Les meurtres et assassinats comportent 40 poursuites qui se répartissent en 34 meurtres ou assassinats, dont 1 par une femme sur son mari, 3 empoisonnements et 3 parricides dont 1 par empoisonnement.

Les incendies arrivent au quatrième rang avec le chiffre de 32, et le faux au cinquième avec celui de 31. Nous voyons ensuite 27 infanticides et 2 suppressions d'enfant pour lesquels je n'ai pu me rendre compte si les délinquants avaient été condamnés pour crimes ou pour délits ; les coups qualifiés crimes sont au nombre de 10, les détournements de deniers publics de 8 et les banqueroutes frauduleuses de 6. Puis viennent 4 abus de confiance qualifiés, 2 rébellions, 2 faux-monnayage, 1 extorsion de signature, 1 corruption de fonctionnaire,

1 contrefaçon d'un sceau de l'Etat, 1 bigamie, 1 détournement de mineur, 1 avortement. Nous trouvons enfin 1 outrage public à la religion catholique, 2 affaires d'excitation à la haine des citoyens dont une accompagnée de cris séditieux, 1 exposition publique d'un symbole destiné à exciter l'esprit de rébellion, 1 offense envers le Président de la République, 3 affaires de cris séditieux et 2 diffamations.

A ces chiffres il faut ajouter 5 délits connexes de vol, 1 d'abus de confiance, 1 de coups et 1 d'outrage public à la pudeur.

Les résultats des poursuites ont été les suivants : 1 femme a été absoute, 1 mineur de 16 ans a été renvoyé dans une maison de correction, 111 ordonnances d'acquiescement sont intervenues en faveur de 74 hommes et de 37 femmes. Ensuite nous relevons 2 amendes infligées à des hommes, 15 emprisonnements d'un an et moins dont 4 intéressant des femmes, 109 emprisonnements de plus d'un an, dont 12 prononcés contre des femmes. 55 hommes et 2 femmes ont été condamnés à la réclusion, 53 hommes et 12 femmes aux travaux forcés à temps, 21 hommes et 5 femmes aux travaux forcés à perpétuité, et enfin 4 hommes et 1 femme à mort.

La peine de mort, d'après les indications du registre, a été commuée en faveur de la femme et de 2 hommes ; un troisième individu avait été condamné par contumace, et aucune mention de commutation ne figure en ce qui concerne le quatrième.

Pour être complet, j'ajouterai qu'un homme est décédé au cours de la procédure suivie contre lui.

Si nous comparons la proportion par 100.000 habitants des accusés poursuivis en France et dans l'arrondissement de Joigny, nous trouvons qu'ici la moyenne annuelle de 1881 à 1900 a été de 7 individus alors qu'elle s'est élevée à 10 pour toute la France.

D'ailleurs, je dois ajouter que le chiffre réel des poursuites a été bien plus élevé durant les premières années de cette étude. Que faut-il en conclure? Doit-on dire que la moralité de la population s'est améliorée de façon très rapide, que le nombre des crimes commis chaque année a constamment diminué?

Je ne crois pas que telle doive être la conclusion à tirer de ces chiffres, car s'il est vrai de dire que pour certaines années, comme l'année 1853 (1) par exemple, que la différence ne peut être attribuée qu'à une diminution des crimes, il ne faut pas oublier que le système de la correctionnalisation a fait, notamment au cours de ces dernières années, un progrès très marqué. Combien de faits qualifiés crimes par notre Code pénal qui ont été traduits devant la juridiction correctionnelle par suite de la peur d'un acquittement presque certain

(1) «... Cette différence ne peut être attribuée qu'à une diminution des crimes et délits, car les officiers de police judiciaire sont plus nombreux que pendant les années précédentes et la recherche des faits coupables paraît s'être faite avec activité » (Rapport du magistrat du Parquet pour l'année 1853).

en Cour d'assises ? On n'ose plus renvoyer devant cette juridiction souveraine des vols infimes quant à leur valeur, mais commis par domestiques vis-à-vis de leurs patrons et comme tels qualifiés crimes, car le ministère public peut craindre qu'un jury acquitte l'auteur d'un vol de quelques francs ou d'objets sans valeur opéré dans ces circonstances. Combien d'abus de confiance commis dans les mêmes conditions renvoyés en police correctionnelle ? Combien d'attentats à la pudeur dénaturés et soumis à la juridiction correctionnelle sous la qualification d'outrages publics à la pudeur et violences ? Combien d'infanticides enfin pour lesquels on craint l'acquittement retentissant de la Cour d'assises et que l'on poursuit en correctionnelle comme homicides involontaires par imprudence ou comme suppressions d'enfant ? Et si je cite spécialement cette dernière catégorie de crimes, c'est que le département de l'Yonne, et peut-être surtout l'arrondissement de Joigny, pourraient fournir aux assises d'Auxerre un appoint très sérieux de justiciables.

En effet, la partie de l'arrondissement qui a été empruntée à la Puisaye est un pays de bûcherons au sentiment religieux très faible, où les unions illégitimes sont très fréquentes : c'est le pays par excellence des filles-mères et celui des infanticides. Est-ce la honte, la conscience de leur honneur féminin qui pousse ces malheureuses à cet acte abominable ? Je ne le crois pas, car, ainsi que le fait remarquer M. Joly dans « le Crime »,

la fille a moins honte de sa faute quand elle voit habituellement plusieurs de ses compagnes dans le même cas, alors que si son malheur est un fait isolé elle se désespère davantage et prend plus aisément une résolution violente. Le sentiment qui domine est, à mon avis, bien plutôt celui de la responsabilité vis-à-vis de l'enfant à naître et de la charge que sa venue imposera à la mère ; car il est, je crois, bien inutile de dire que le père au premier indice d'une grossesse se retire prudemment et se retranche « noblement » derrière le principe qui interdit la recherche de la paternité, laissant ainsi à celle qu'il a séduite tous les embarras et toutes les charges pécuniaires inhérents à la venue du petit être.

A côté de ce système de correctionnalisation, il est une autre cause à la pénurie des affaires renvoyées devant la Chambre des mises en accusation, mais cause celle-là qui a existé de tous temps et qu'il est impossible de supprimer, je veux dire la difficulté d'apporter la preuve de la culpabilité.

Elle se fait surtout sentir en matière d'incendie, infraction des plus fréquemment commise dans l'arrondissement et devant laquelle le ministère public se trouve la plupart du temps complètement désarmé.

On peut assigner trois buts à l'acte de celui qui met le feu : ou bien il veut profiter du tumulte et de la confusion occasionnés par le sinistre pour faire main basse sur tous les objets de valeur qu'il pourra trouver, ou bien étant dans une situation pécuniaire des plus pré-

caires il trouve dans l'incendie de ses propres biens un moyen commode pour échapper aux poursuites de ses créanciers ou au contraire pour obtenir de la compagnie qui l'assure le capital dont il a besoin, ou bien encore il agit par pur esprit de vengeance.

Dans l'arrondissement de Joigny on ne trouve pas d'incendiaires consommant leur crime pour le premier motif ; quelques adeptes, par contre, se laissent séduire par le geste libérateur ; mais ce sont surtout les incendies par vengeance qui ont pris, et notamment dans certaines communes, une extension terrible. Et cela s'explique de façon très simple étant donné le caractère de l'habitant. Celui-ci, petit propriétaire du sol, est attaché à la glèbe par un amour intense ; les produits qu'il en tire lui procurent une existence modeste, exempte de besoin, mais il ne peut réussir qu'à faire de maigres économies. D'autre part il est assez envieux de la propriété de son voisin, et si celui-ci, par son intelligence ou par suite de causes fortuites, a réussi à avoir de plus belles récoltes que lui, il germe aussitôt en son esprit des levains malsains de jalousie : une discussion futile au sujet de quelques centimètres de terrain convoités amènera parfois une haine terrible. Et cette haine sait de suite où trouver l'objet dont la destruction frappera son propriétaire dans son affection et dans ses intérêts pécuniaires. Le feu avec ses tristes conséquences ravagera la maison et les granges, les récoltes entassées en meules dans les champs, les bois dont on attendait im-

patiemment l'heure de la coupe pour jouir de leurs revenus bi-décennaux ; et cette vengeance aura l'impunité presque certaine, car il est bien difficile de prouver la culpabilité d'un incendiaire si celui-ci n'est pas pris sur le fait : dans une commune de l'arrondissement où chaque semaine se déclarait un incendie dû à la malveillance, on dut faire appel à la Sûreté de Paris pour en trouver l'auteur, mais ce fut en vain. Toute heure de la nuit est bonne pour commettre le crime, et si parfois on soupçonne le coupable, le manque de preuves est un obstacle à la poursuite.

Trois enfants seulement ont été poursuivis pour incendie devant le tribunal correctionnel de Joigny en matière de crime : deux garçons et une fille, et renvoyés tous trois dans une maison de correction.

Cette étude de la psychologie de l'incendiaire m'amène tout naturellement, en passant de suite à la criminalité délictuelle de l'arrondissement, à parler d'un autre mode de vengeance assez souvent pratiqué dans ce pays : la mutilation d'arbres et de greffes, la coupe de ceps de vigne et la dévastation de récoltes.

L'incendie suppose chez son auteur une audace peu commune ou une indifférence à braver les peines les plus fortes de notre Code, audace ou indifférence que l'on ne trouve heureusement que chez peu d'individus ; mais les peines infligées par les articles 444 et suivants du Code pénal, relativement bénignes, mitigées qu'elles sont le plus souvent, sinon toujours, par l'application

de l'article 463, ne sont pas un frein suffisant pour arrêter la sinistre besogne des « malfaisants » ; et c'est à dessein que j'emploie ici cette expression à tournure archaïque, car on rencontre parfois dans les campagnes des personnages auxquels leurs tristes exploits ont valu ce surnom. D'ailleurs il arrive la plupart du temps que les auteurs de ces actes de vandalisme échappent à la vindicte publique : en effet un coup de serpe est si vile donné qu'il amènera la mort de l'arbre ! quelques coups de bâtons distribués en passant dans un lieu solitaire qui feront tomber des ceps de vigne les bourgeons, espoir de la récolte future, ou même une expédition nocturne qui ravagera un champ isolé, ne pourront être poursuivis utilement par le ministère public, car les soupçons les mieux fondés se heurteront au mutisme de l'inculpé et à l'absence complète de preuves.

Cette manière lâche de se venger prévaut de beaucoup ici sur les actes de violences qui, dans d'autres départements au contraire, sont la suite ordinaire de tous différends et de toutes contestations. Ce n'est pas à dire pour cela que l'arrondissement de Joigny ne soit peuplé que de gens doux et paisibles incapables d'en venir aux mains au cours d'une dispute. La statistique révèle au contraire une assez forte proportion de poursuites pour violences volontaires, violences qui feront l'objet d'un chapitre suivant avec tous les délits commis contre les personnes.

Ici je n'étudierai en effet que la criminalité générale,

renvoyant dans les chapitres subséquents l'étude des délits principaux. Mais en ce qui concerne les violences, pour répondre à la question qui se pose à la lecture des lignes précédentes : « Quelle est donc l'origine de ces batailles puisque la population a adopté comme genre de vengeance la dévastation des récoltes du voisin ? » je dirai que la plupart des inculpés de coups et blessures volontaires sont des jeunes gens de 16 à 30 ans et que leurs rixes ont pour cause des rivalités, et c'est ce qui explique que la plupart du temps les deux adversaires sont poursuivis simultanément devant la juridiction correctionnelle, les torts étant le plus souvent réciproques.

Après avoir ainsi indiqué sommairement un genre de délits, celui des articles 444 et suivants du Code pénal, fréquemment commis dans l'arrondissement et forcément laissé la plupart du temps sans poursuite, j'aborderai enfin l'étude de la criminalité générale dans l'arrondissement de Joigny telle qu'elle est révélée par les statistiques officielles.

De 1850 à 1903, 44.933 procès-verbaux ont été transmis au Parquet de Joigny, soit une moyenne annuelle de 832. Les écarts ne sont pas très sensibles et chaque période décennale en comporte à peu près le même nombre ; il faut excepter les treize dernières années pour lesquelles il s'élève fréquemment à 1.000 et au-dessus, ce qui donne environ une moyenne annuelle de 11.62 procès-verbaux par 1.000 habitants ; dans les au-

tres années, il varie de 720 à 900, soit environ une moyenne annuelle de 8.69 procès-verbaux inscrits par 4.000 habitants. Parfois une accalmie assez brusque se fait momentanément sentir : c'est ainsi que quelques années isolées voient leur chiffre s'abaisser à 643 en 1859, 583 en 1863, 660 en 1872. Mais il ne faut pas voir là une amélioration de la moralité ; en effet dans son rapport annuel le magistrat du Parquet, en 1859, s'exprime ainsi : « La diminution constante des délits et des crimes signalés au Parquet (232 de moins qu'en 1858) s'exprime moins par une amélioration réelle dans la situation morale que par l'énergie et la bonne direction donnée à la police judiciaire. » Rien de particulier n'est signalé pour 1863, année où le nombre des procès-verbaux tombe au chiffre le plus bas.

Quant à la période de 1870 à 1872, il y a lieu de faire remarquer que l'arrondissement de Joigny fut traversé plusieurs fois par l'armée allemande et notamment par les troupes du prince Frédéric-Charles en marche sur l'armée de la Loire ; d'autre part, après la signature de l'armistice, l'arrondissement fut occupé plusieurs mois par la landwehr allemande, ce qui certainement fut une cause de trouble et de gêne dans l'administration de la justice. Néanmoins en 1870 et 1871, le nombre des procès-verbaux se maintient encore aux chiffres de 730 et 710 mais pour tomber en 1872 à celui de 660. Il s'élève brusquement en 1873 au chiffre normal de 818 ; mais là encore, si l'on en croit le rapporteur, la diffé-

rence ne correspond pas à un mouvement de la criminalité : « La statistique criminelle de cette année, rapprochée de celle de l'année 1872, accuse une progression considérable de la criminalité : le nombre des affaires s'est élevé de 660 à 818 ; 294 au lieu de 232 ont été déférées au tribunal correctionnel, 7 affaires au lieu de 3 ont été renvoyées devant la Chambre d'accusation. La différence porte principalement sur les délits de mendicité, les vols, les délits de chasse et les infractions à la loi du 27 mars 1851 (tromperie sur la marchandise vendue). Cette progression de la criminalité ne correspond pas à un affaiblissement proportionnel de la moralité et il faut en attribuer en partie la cause au rétablissement progressif de l'ordre qui facilite l'action de la justice et excite la vigilance des agents. »

Sur ces 44.933 procès-verbaux parvenus au Parquet de Joigny pendant la période de 1850-1903 : 338 ont été renvoyés devant la Chambre des mises en accusation, ainsi qu'il a été dit plus haut ; 24.265 ont été classés sans suite ou ont été l'objet d'ordonnances de non-lieu, soit plus de la moitié des procès-verbaux n'aboutissant à aucun résultat ; 3.554 ont été renvoyés devant une autre juridiction ; enfin 16.776 affaires ont été déférées devant le tribunal correctionnel de Joigny, soit une moyenne de 310 affaires par an et de 37.33 par cent infractions signalées au Parquet et de 3.44 par 1.000 habitants. Si, de même que pour les affaires renvoyées en Chambre des mises en accusation, on établit

des moyennes décennales, on trouve celle de 438.70 pour la période 1850-1859 avec le nombre total de 4.387, celle de 274.20 pour la période 1860-1869 avec le nombre total de 2.742, celle de 250.20 pour la période 1870-1879 pour un quantum de 2.502, celle de 218 pour la période 1880-1889 avec le nombre total de 2.180, celle de 347.50 pour la période 1890-1903 pour le quantum de 4.865.

La comparaison de ces chiffres montre une diminution très sensible des affaires de la première à la deuxième période, puis un mouvement plus lent de décroissance pendant les trente années suivantes pour arriver enfin à une augmentation sérieuse pendant les quatorze dernières années.

Cette progression subit les mêmes fluctuations que celle des affaires de simple police. Le nombre des jugements est resté à peu près stationnaire de 1850 à 1858 avec néanmoins une baisse en 1856 où le chiffre des affaires correctionnelles ne s'élève qu'à 392 ; ce chiffre anormal avait suscité de la part du rédacteur du rapport les réflexions suivantes : « L'année 1856 présente dans le nombre des affaires criminelles et correctionnelles dont s'est occupé le Parquet de Joigny une diminution sensible sur les années précédentes : en 1854, 272 affaires avaient été mises en instruction, en 1855, 265, en 1856 ce chiffre ne s'est élevé qu'à 247. Les affaires portées directement à l'audience avaient été de 216 en 1854, de 205 en 1855, elles n'ont été que de 182

en 1856 ; en 1854, 402 affaires ont été laissées sans suite, 506 en 1855, 391 seulement en 1856 ; en 1854 et 1855, 11 affaires avaient été renvoyées devant la Chambre d'accusation, 4 seulement l'ont été en 1856 ; le nombre des acquittements avait été de 31 en 1854, de 11 en 1855, il s'est élevé à 33 en 1856. Quelles sont les causes qui ont amené une décroissance si notable dans le nombre des crimes et délits malgré les circonstances fâcheuses qui semblaient au contraire devoir en provoquer l'augmentation (1) ? C'est ce qu'il serait fort difficile de préciser. Toutefois, en ce qui concerne l'arrondissement de Joigny si gravement troublé, il y a quelques années, par les passions politiques, on peut penser que l'absence de ces dangereuses excitations qui troublaient sans cesse l'ordre social, a laissé le calme revenir sous tous les rapports dans les esprits et que l'attitude énergique du gouvernement, en donnant plus de fond aux autorités chargées de maintenir la paix publique, a produit une salubre intimidation : les délits ont diminué non seulement en nombre, mais encore en gravité. »

Ce rapport est très intéressant, car non seulement il s'occupe de la situation criminelle de l'année 1856, mais par ses vues générales, il nous donne une explication capable de faire saisir les différentes fluctuations

(1) Le rapporteur fait allusion ici aux inondations qui ont ravagé une partie de la France mais qui, dans l'arrondissement de Joigny, n'ont produit que quelques dégâts sans importance.

de la criminalité non seulement à cette époque, mais encore au cours entier de la période 1850-1903. En effet, adoptant ses conclusions, on peut, à mon avis, facilement admettre que la grande quantité de jugements prononcés pendant les premières années par le tribunal correctionnel de Joigny a eu principalement pour cause les événements politiques de 1848 à 1852 qui ont amené avec eux dans l'arrondissement une grande effervescence. Le gouvernement a réprimé avec énergie toutes les velléités de désordre et c'est ce qui fait qu'en 1856, « l'intimidation », suivant le mot du rapporteur, ayant fait son œuvre, œuvre passagère d'ailleurs, la criminalité de cette année est tombée très bas. Pendant les années 1857 et 1858, le niveau des affaires s'est relevé ; la population s'accoutume à l'application des peines et n'en a plus la même crainte salutaire. Puis jusqu'en 1870 la décroissance a repris d'une façon continue : est-ce la criminalité qui a diminué ? Je ne le crois pas, car nous sommes en ce moment dans une période où l'Empire tournant au libéralisme n'oppose plus une résistance suffisante et ne poursuit plus aussi énergiquement les délinquants. Les années 1870 et 1871 accusent respectivement 186 et 183 affaires, chiffres les plus bas qu'il nous soit donné de trouver et dont les événements tragiques de ces années fournissent une suffisante explication. Puis jusqu'en 1891, la criminalité se maintient au chiffre moyen des années normales précédentes, ce qui se conçoit facilement, le libéralisme

de l'Empire s'accroissant sous le gouvernement républicain. En 1889, une augmentation sensible se produit qui paraît indiquer une démoralisation réelle de la population, car elle fait jeter au magistrat du Parquet ce cri d'alarme : « Si l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur le mouvement des affaires portées devant le tribunal correctionnel de Joigny, et si l'on compare ce mouvement à celui de l'an dernier, on constate tout d'abord un sensible accroissement du nombre des affaires et des prévenus sur celui de l'année 1888 : 302 affaires et 365 prévenus ont été jugés en 1889 ; le tribunal n'avait en 1888 qu'à statuer sur 236 affaires et 271 prévenus. Aux causes générales d'augmentation, telles que l'esprit de convoitise et de paresse, la fréquentation des cabarets et des mauvaises sociétés, la perversion des mœurs, l'absence de sens moral, il faut ajouter la crise qui sévit actuellement sur la propriété viticole et la misère qui en est la suite. Ce résultat doit également être attribué au zèle de la plupart des officiers de police judiciaire qui ont fait preuve, dans l'exercice de leurs fonctions, d'une activité et d'une intelligence auxquelles je suis heureux de pouvoir rendre hommage. »

Les mêmes causes qui ont amené ce mouvement ascendant de la criminalité maintiennent celle-ci à un chiffre élevé au cours des années suivantes jusqu'en 1899 : en effet la crise viticole augmente d'intensité, le phylloxera détruit peu à peu toutes les vignes ; d'autre part le sentiment religieux s'affaiblit de façon constante

et très marquée, et les passions sont surexcitées par la misère de jour en jour grandissante.

En 1892, cependant, une accalmie se produit, mais due uniquement à des circonstances fortuites si l'on en croit le rapporteur de cette année qui nous donne l'explication suivante : « Si l'on compare le mouvement des affaires soumises à l'examen du Parquet de Joigny pendant l'année 1892 à celui de l'année précédente, on constate une notable diminution des affaires correctionnelles. Le nombre des renvois devant la Chambre des mises en accusation avait été de 9 en 1891 ; il est de 3 en 1892 ; le nombre des poursuites correctionnelles descend de 497 à 380 et le nombre des prévenus de 555 à 435. En ce qui concerne les poursuites criminelles, ce résultat ne peut certainement être attribué qu'à des circonstances fortuites ; en ce qui concerne les poursuites correctionnelles, cette diminution porte pour un tiers environ sur les délits de mendicité et de vagabondage qui ont été réprimés avec moins d'énergie, pour un tiers sur les délits forestiers. Il y avait eu de ce chef l'année dernière une augmentation assez sensible en raison d'un conflit qui s'était élevé entre l'administration des Forêts et les habitants d'une commune à l'occasion de l'exercice de droits d'usage. L'autre tiers porte sur l'ensemble des affaires. Le nombre des procès-verbaux est resté sensiblement le même : il est de 1.012 au lieu de 1.011. »

Enfin de 1899 à 1903, la criminalité diminue, mais

sans cependant qu'on puisse attribuer à ce fait une amélioration de l'état général : il n'y faut voir, je crois, qu'un ralentissement dans la recherche et la poursuite des infractions d'une population de jour en jour moins nombreuse. Il est intéressant de mentionner pour cette période une augmentation considérable d'une sorte de délit, l'infraction à la police des chemins de fer : de 6 le nombre des procès-verbaux s'est élevé à 33 en 1896, et à l'heure où j'écris cette thèse, leur nombre annuel n'est pas inférieur à 100.

Dans les 16.776 affaires correctionnelles jugées par le tribunal de Joigny ont été impliqués 19.824 inculpés ; 1.335 de ceux-ci ont été l'objet d'un acquittement, soit une moyenne de 24.72 par an et de 6.73 par 100 contrevenants poursuivis.

De 1850 à 1864, le nombre annuel des acquittements est assez fort puisqu'il varie de 29 à 49, exception faite pour l'année 1855 où il n'est que de 18. On ne doit pas s'étonner de voir tant d'individus renvoyés des fins de la plainte, car il ne faut pas oublier que c'est cette période qui a produit le plus grand nombre d'affaires poursuivies, et il est tout naturel que plus la répression est sévère et énergique, plus grand est le nombre des gens innocents inculpés ; le ministère public se repose davantage sur le tribunal du soin de vérifier si la preuve fournie est suffisante pour amener une condamnation, et tout semblant de délit est soumis à la juridiction compétente. Une autre cause, de plus, nous est signa-

lée par le rapport de 1853, année pendant laquelle le nombre des acquittements s'est élevé à 41 ; on y lit en effet ceci : « Une circulaire de M. le Procureur Général nous avait invités à nous abstenir, autant que possible, des renvois à M. le juge d'instruction dans les affaires peu importantes ; nous avons, dans la limite du possible, satisfait à ces prescriptions et M. le juge d'instruction, qui avait été saisi de 424 affaires en 1852, ne l'a été que de 313 en 1853 ; c'est une différence de 111 affaires. Cette manière de procéder a eu pour effet d'amener quelques acquittements qu'une information aurait évités, en nous éclairant avant l'audience sur les vices de certaines enquêtes sommaires faites avec peu d'intelligence par quelques-uns de nos auxiliaires. »

A partir de 1865, le chiffre annuel dépasse rarement celui de 20, avec cependant quelques sursauts brusques en 1873, 1890 et 1901, années pour lesquelles les chiffres ont été respectivement 41, 47 et 32. Le nombre élevé des acquittements en 1873 me paraît avoir la même cause que celle signalée pour les premières années de cette étude : après la guerre franco-allemande, la répression s'est faite plus énergique et l'accusation a parfois impliqué dans des affaires des individus contre lesquels les preuves étaient insuffisantes. En 1890 les acquittements ont surtout porté sur les affaires de vols avec le chiffre de 12, sur les actes de violences avec celui de 10 et sur les outrages et injures avec celui de 6.

Il est à remarquer que, fort souvent, dans une affaire

de rixe, le ministère public poursuit les deux parties, laissant au tribunal le soin d'apprécier la réciprocité des torts, d'où la plupart du temps acquittement d'un inculpé considéré comme étant, vis-à-vis de l'autre, en état de légitime défense, et seul se trouve condamné l'auteur originaire de la dispute. Quant aux injures publiques et diffamations, il est de principe qu'en pareille matière le ministère public ne prend jamais l'initiative des poursuites (1) ; il en résulte que les particuliers offensés par un mot un peu vif ou ordurier, se lancent témérairement dans une poursuite par partie civile sans considérer les résultats probables de leur décision, aveuglés qu'ils sont par la colère qui ne leur permet pas d'apprécier sainement les choses et de s'apercevoir que les témoins sur lesquels ils pensent pouvoir compter ne seront pas suffisamment précis dans leurs dépositions pour établir la véracité du fait.

Les 19,824 prévenus déférés devant le tribunal de police correctionnelle de Joigny se répartissent en 16.684 hommes et 3.140 femmes, soit une moyenne de 16.31 femmes et 83.69 hommes par 100 inculpés ; le nombre des mineurs de 16 ans s'élève au chiffre de 613, soit une proportion de 3.09 0/0 ; ces 613 mineurs comprennent 480 garçons et 133 filles.

Les individus âgés de 16 à 21 ans sont au nombre de 2.374, divisés en 2.006 hommes et 368 femmes, et il est

(1) Voyez, Le Poittevin, *Dictionnaire-formulaire des parquets et de la police judiciaire*, 3^e édition, t. II, p. 794.

fort curieux de remarquer que dans cette catégorie la proportion des femmes par rapport aux hommes est bien moins forte que dans la précédente : les mineures de 16 ans sont dans une proportion de 24.69 0/0 des individus de cet âge inculpés, alors que les femmes de 16 à 21 ans ne figurent parmi les prévenus du même âge que pour 15.50 0/0, pourcentage qui subsiste à peu près dans la catégorie suivante comprenant les inculpés âgés de plus de 21 ans ; en effet, dans cette classe, nous trouvons, poursuivis pendant les cinquante-quatre années, 16.837 prévenus répartis en 14.198 hommes et 2.639 femmes, soit une proportion de celles-ci de 15.67 0/0.

A quoi faut-il attribuer ce résultat surprenant ? Est-ce l'effet d'une moralité qui s'améliore chez la femme, ou au contraire d'une augmentation proportionnelle de la criminalité chez l'homme ? Je crois que pour rester dans l'exacte vérité, il y a lieu de tenir compte de ces deux éléments.

En effet, la femme acquiert plus tôt que l'homme son développement normal tant corporel qu'intellectuel : la jeune fille de quinze ans est fort souvent presque femme, tandis que le garçon, à cet âge, n'est encore qu'un enfant ; il en résulte que chez elle les passions se font entendre plus impérieusement. Plus âgée, elle devient épouse et mère de famille et les devoirs nouveaux que cette situation lui crée la mettront en garde contre les tentations ; on peut donc voir là une des causes de la dimi-

nution proportionnelle de la criminalité des femmes. Mais à côté de cette diminution, il faut voir également l'augmentation de la criminalité de l'homme ; comme je l'ai dit plus haut, le garçon de quinze ans est un enfant auquel manque encore la volonté de mal faire et la ruse pour y parvenir ; à cet âge d'ailleurs, il se trouve toujours sous la domination paternelle ou sous celle d'un maître, cultivateur ou vigneron, responsables civilement des méfaits qu'il pourrait commettre, et qui le surveillent de façon suffisante ; mais à partir de 16 ans, l'ère de l'indépendance s'ouvre pour lui ; il commence à fréquenter les cabarets et les sociétés dangereuses ; lorsqu'il sera père de famille, les mauvaises habitudes seront déjà invétérées chez lui, et si, par un effort énergique de sa volonté, il ne parvient pas à se vaincre, les moyens les plus mauvais de se procurer quelque jouissance ne lui répugneront pas.

Des 19.824 prévenus, 1.335, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, ont bénéficié d'un jugement d'acquittement ; par conséquent 18.489 ont été l'objet d'une condamnation.

Les condamnations à l'amende seulement ont frappé 8.365 individus, soit 45.78 0/0 du nombre des condamnés. L'emprisonnement a été prononcé contre 9.812 personnes. Il aurait été curieux de connaître de façon exacte la répartition de ces peines d'emprisonnement en fortes peines dépassant un an et en peines moins sévères d'un an et au-dessous ; mais, à ce point de vue,

les documents officiels ont varié dans leurs recherches ; jusqu'en 1873 une colonne était réservée aux condamnations d'un an et plus, et une autre à celles de moins d'un an ; et à partir de cette époque, la première colonne est réservée aux condamnations de plus d'un an et la seconde à celles d'un an et moins. Il en résulte que les condamnations d'un an figurent jusqu'en 1873 dans la première colonne, et les années suivantes dans la seconde ; mais je ne pense pas que le résultat général puisse en être beaucoup modifié, quoiqu'il eût été très intéressant de connaître combien de fois le tribunal correctionnel de Joigny a cru bon de prononcer une peine minima d'un an et un jour de prison avec ses conséquences de rigueurs corporelles plus fortes. Sous le bénéfice de ces observations, on trouve 535 condamnations figurant dans la première colonne des comptes annuels et 9.277 dans la seconde, soit 5,45 peines fortes d'emprisonnement pour 100 condamnations à l'emprisonnement prononcées.

Il y a lieu de remarquer de suite que l'application de ces fortes peines ne s'est pas faite de façon uniforme pendant le cours des 54 années ; en effet de 1850 à 1859 la moyenne annuelle est de 21,10 pour 211 condamnations, de 1860 à 1869 elle tombe à 12,80 avec le chiffre de 128, de 1870 à 1879 elle n'est plus que 8,90 pour 89 condamnations ; de 1880 à 1889 les 50 peines infligées donnent la moyenne de 5 pour tomber à 4,07 pendant les quatorze dernières années, avec le nombre de 57 condamnations.

Il est bien évident qu'il ne faut pas voir dans cette décroissance des plus rapides une conséquence du changement de composition du tableau signalé plus haut, car cette réforme ne pourrait se faire sentir de façon sensible que pendant la période 1870-1879 ; or dans toutes les fractions décennales, la moyenne diminue, et il faut attribuer ce fait à la répugnance qu'ont les juges à appliquer des peines si longues privatives de liberté, répugnance qui trouve une base légale dans l'article 463 du Code pénal. Notamment, pendant les années 1897 et 1898, aucune condamnation supérieure à un an d'emprisonnement n'a été prononcée par ce tribunal.

En outre de ces peines, 3 mineurs ont été renvoyés sous la surveillance de la haute police en vertu de l'article 271 du Code pénal, 142 ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et remis à leurs parents, 167 ont été envoyés en maison de correction ; enfin 12 mineurs ont été poursuivis en matière de crime devant le tribunal correctionnel de Joigny en vertu de l'article 68 du Code pénal.

Avant d'aborder dans les chapitres suivants l'étude des différentes catégories d'infractions, délits contre les personnes, contre les propriétés, contre l'ordre public et contre les mœurs, il est un élément intéressant à étudier à la fin de ce chapitre sur la criminalité générale *ratione loci* : je veux parler de l'application faite par le tribunal correctionnel de Joigny de la loi du 26 mars 1891 en ce qui concerne le sursis.

De 1891 à 1903, ce tribunal a accordé à 436 individus le bénéfice de cette loi, dont 386 hommes et 50 femmes : 40 hommes la première année ont été l'objet de cette faveur ; en 1892, 44, chiffre le plus fort de toute la période ; puis jusqu'en 1895 la diminution est constante pour arriver au chiffre de 35 qui se relève à celui de 39 en 1896 ; en 1897 une chute brusque se produit à 11 pour revenir à 34 en 1898 ; les années suivantes donnent des résultats qui varient de 19 à 25. En ce qui concerne les femmes, le nombre de sursis qui leur a été accordé suit une marche à peu près correspondante à celle des hommes : de 8 en 1891, il tombe à 4 en 1895 ; il se relève ensuite jusqu'à 7 en 1898 pour revenir au chiffre 1 en 1901 ; les deux années suivantes donnent celui de 3.

En résumé cette loi de 1891 paraît avoir été accueillie avec faveur par le tribunal correctionnel de Joigny qui l'a appliquée libéralement pendant les deux premières années ; puis, jusqu'en 1897 et notamment cette année, un ralentissement évident s'est produit dans cette voie ; l'année 1898 marque une reprise, reprise passagère, car les années suivantes indiquent une tendance à s'équilibrer vers un chiffre qui varie de 20 à 28 (1).

(1) V. le schéma placé hors texte à la fin de l'ouvrage.

CHAPITRE II

DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

« La criminalité générale de la France a, dans les cinquante dernières années, augmenté de 133 0/0 », écrivait en 1889 M. Joly (1) ; « mais il s'en faut que tous les modes de crimes et de délits se soient accrus dans des proportions identiques. Depuis les débuts de nos statistiques, on peut dire que la proportion des crimes contre les personnes a toujours été en diminuant et la proportion des crimes contre les propriétés toujours en augmentant. »

L'éminent criminaliste, recherchant les motifs de cette augmentation, adopte les conclusions du Compte général de l'administration de la justice criminelle pour 1858 ainsi conçues : « Il est hors de doute que le nombre des vols commis avec violence ou à l'aide d'escalade et d'effraction tend à diminuer par suite de la grande facilité que trouve aujourd'hui la cupidité à se satisfaire sans recourir à des moyens violents » ; et il ajoute : « Je l'ai déjà fait observer, l'industrie pratique de la race anglo-saxonne a fait école parmi nous. Il est inutile d'in-

(1) V. Joly, *La France criminelle*, p. 18.

sister de nouveau sur les nombreuses variétés de vols ingénieux qui ont été importés sur le continent, et sur les nouveaux moyens de faire venir commodément à soi l'argent des autres. Tous les Procureurs Généraux pourraient répéter ce que disaient, sous l'Empire, leurs prédécesseurs : MM. de Parieu ou de Cordoën : « Ce qui prend la place du crime féroce, ce sont les actes de dépravation, ce sont les actes d'inventive cupidité, ce sont les délits qui s'appuient sur la fourberie et sur la ruse. »

Allons-nous trouver ici une situation pareille et verrons-nous cet arrondissement rural s'associer pour sa quote-part à ce mouvement signalé par des voix si autorisées ?

Et d'abord, *a priori*, ne peut-on pas se demander si cette augmentation de délits contre la propriété n'est pas plutôt le fait d'une population urbaine que d'une population rurale ? En effet les causes indiquées plus haut ne paraissent-elles pas trouver dans les grandes villes un élément plus favorable à leur développement qu'au milieu des campagnes ? Car sans vouloir médire de l'intelligence du peuple campagnard, son intellectualité générale ne lui permet pas aussi facilement qu'aux habitants des villes de s'assimiler et de faire développer en lui l'« inventive cupidité » ; l'urbain acquiert par le contact constant de ses semblables une culture plus affinée et un esprit plus subtil et plus apte à tirer parti des inventions nouvelles, alors que le rural, vivant dans la solitude des champs, n'emploiera que les

ruses qui lui sont propres, ruses grossières souvent qui ne changeront en aucune façon la qualification de l'infraction.

Et en effet, par la simple comparaison des chiffres, on voit que le vol simple, la soustraction frauduleuse, est bien plus usité dans l'arrondissement par celui qui veut s'emparer illégitimement du bien d'autrui que l'escroquerie et l'abus de confiance qui indiquent chez leur auteur une astuce et une fourberie supérieures à celles de la plus grande quantité des délinquants : 3.354 affaires de vols ont été déférées de 1850 à 1903 devant le tribunal correctionnel de Joigny, alors que celui-ci n'a eu à juger que 207 escroqueries et 201 abus de confiance.

Mais cette cause n'est peut-être pas la seule, car elle ne nous est fournie que par l'état d'âme du criminel ; or si on étudie en outre la psychologie de la victime de ces délits, on y peut trouver une autre explication de la forte proportion des vols par rapport aux escroqueries et aux abus de confiance. Pour l'accomplissement de ces deux dernières infractions, le délinquant entre en rapport avec celui dont il veut faire sa dupe ; il lui dit de belles paroles, lui fait des promesses superbes, pour finalement lui demander la remise d'un objet ou d'une somme, corps du délit. Tant que les négociations ne sont que dans la première phase, la conversation se fait normalement, mais, lorsqu'arrive le moment périlleux de la demande, le paysan madré fait preuve d'un mau-

vais vouloir absolu et éconduit son interlocuteur, faisant échouer ainsi tous les projets de celui-ci. Dans la soustraction frauduleuse, au contraire, le délinquant n'a pas à faire assaut d'éloquence ni de ruse, et la seule chose qu'il puisse craindre est l'arrivée inopinée d'un passant. La brutalité de la main-mise ne peut donc que prévaloir, chez une population rurale, sur les ruses de guerre d'un escroc.

Si nous étudions séparément les principaux délits contre la propriété, c'est-à-dire le vol, l'escroquerie et l'abus de confiance, nous obtenons les résultats suivants :

Les 3.354 affaires de vols jugées par le tribunal correctionnel de Joigny intéressaient 4.032 inculpés (1), soit une moyenne annuelle de 62,11 affaires et de 74,66 prévenus. En considérant les périodes décennales, on trouve : pour celle de 1850 à 1859, 887 affaires et 1.113 inculpés soit une moyenne de 88,70 affaires par an pour 111,30 prévenus ; pendant la période 1860-1869, cette moyenne tombe à 58,70 affaires et 68,50 délinquants pour un quantum de 587 affaires et 685 prévenus ; de 1870 à 1879, si la moyenne des affaires continue à diminuer avec le chiffre de 57,80 pour 578 causes, celle des inculpés au contraire a une tendance à s'élever avec celui de 68,90 pour le nombre total de 689 ; pendant les

(1) Je signale de suite qu'au cours de ce travail, et afin d'éviter des répétitions, les mots *inculpés*, *prévenus*, *accusés*, sont pris dans un sens large et général, et n'ont pas la valeur juridique que le Code pénal leur attribue.

périodes suivantes, la décroissance atteint aussi bien le nombre des délinquants que celui des affaires, car de 1880 à 1889 les moyennes sont de 54,70 affaires et 66,30 prévenus pour un quantum respectif de 547 et de 663, et enfin, de 1890 à 1903, 715 affaires donnent la proportion de 51,07 pour celle de 63 prévenus provenant du nombre total de 882.

Si nous comparons ces résultats à ceux de la criminalité générale, nous voyons que, pour 100 affaires poursuivies pendant les cinquante-quatre années, 19,99 l'ont été pour vols, soit le cinquième environ ; pendant les périodes décennales, les proportions sont les suivantes : 20,21 0/0 de 1850 à 1859, 21,40 0/0 de 1860 à 1869, 23,10 0/0 de 1870 à 1879, 25,09 0/0 de 1880 à 1889 et 14,69 0/0 de 1890 à 1903.

Voilà bien la confirmation de mes conclusions en ce qui concernait la criminalité générale ! Je ne voyais en effet dans la diminution constante de cette criminalité signalée dans le chapitre précédent qu'une indication très relative ; je l'attribuais surtout au relâchement dans la poursuite des infractions ; le pourcentage ci-dessus en est une preuve palpable : en effet les délits contre la propriété sont ceux qu'il est le plus difficile de ne pas poursuivre. Ils arrivent plus sûrement à la connaissance du Parquet par ce fait que la population, très indulgente vis-à-vis des auteurs de désordre par suite de son libéralisme ou encore de la crainte de représailles, ne dénonce plus si aisément ces derniers à la vindicte publique, alors qu'elle devient d'une intran-

sigeance presque absolue lorsque la bourse est en jeu. D'autre part les délinquants habitués à une impunité relative lorsqu'ils commettent certaines infractions en arrivent naturellement à s'adonner à celles qui leur profitent le plus, c'est-à-dire à la soustraction du bien d'autrui. Et pour les mêmes raisons, mais en sens inverse, la période 1890-1903 qui signale une recrudescence sérieuse de la criminalité générale voit subitement tomber la moyenne des affaires de vols à 14,69 0/0.

Sept mineurs seulement ont été poursuivis en police correctionnelle pour crime de vol qualifié, et ce, de 1851 à 1858 ; ils se répartissent ainsi : 1 en 1851, 1 en 1852, 2 en 1853, 1 en 1854, 1 en 1855 et 1 en 1858.

Le nombre des prévenus hommes a été de 3.052 et celui des femmes de 980, soit pour celles-ci une proportion de 24,30 pour 100 individus inculpés de vol et de 31,21 pour 100 femmes poursuivies pour un délit quelconque devant le tribunal correctionnel de Joigny ; c'est-à-dire que les voleuses entrent pour un tiers environ dans la criminalité féminine. Si on fait le même calcul pour les hommes, on trouve que ceux-ci poursuivis pour soustraction frauduleuse forment une moyenne de 18,29 pour 100 hommes déferés en police correctionnelle, soit un peu plus du cinquième seulement de la criminalité masculine.

En répartissant le nombre des prévenus suivant leur âge, on trouve pour les hommes 235 mineurs de 16 ans, 517 individus âgés de 16 à 21 ans et 2.300 majeurs de

21 ans, ce qui donne une moyenne pour 100 inculpés de 7,69 mineurs de 16 ans, de 16,93 hommes de 16 à 21 ans et de 75,38 d'un âge supérieur.

Si on se livre à la même recherche pour les femmes, le résultat est le suivant : sur 100 femmes poursuivies, 7,55 étaient âgées de moins de 16 ans, 13,46 de 16 à 21 ans et 78,99 de plus de 21 ans, car le chiffre respectif de ces trois catégories est 74, 132 et 774.

En comparant ces données, on s'aperçoit que les catégories correspondantes comparées respectivement au chiffre total des individus du même sexe donnent une différence minime : dans la première, les moyennes sont sensiblement les mêmes avec 7,69 et 7,55 ; dans la seconde l'écart n'est que 3,47, écart qui s'accroît très peu dans la troisième avec 3,61.

Sur les 4.032 prévenus, 278 ont été l'objet d'un jugement d'acquiescement ; 106 mineurs ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et remis à leurs parents et 121 renvoyés dans une maison de correction. Il est curieux de remarquer qu'en ce qui concerne les soustractions frauduleuses, le tribunal de Joigny a partagé à peu près également sa confiance dans les parents des jeunes délinquants et dans le régime de la maison de correction ; on aurait pu croire que la remise aux parents paraîtrait plus dangereuse pour cette sorte de délit, car jusqu'à 16 ans, l'enfant vit encore sous la tutelle effective de ses ascendants, il a leur exemple sous les yeux, il imite ce qu'il leur voit faire et il est bien à craindre que, pour le vol notamment, il ne fasse le plus

souvent que profiter de leur leçons. Malgré ces considérations, on voit que le tribunal a estimé que pour la moitié des mineurs il était avantageux de ne pas les livrer à la promiscuité des maisons de correction.

331 condamnations à l'amende ont été prononcées, 290 à un emprisonnement de plus d'un an et 2.906 à un emprisonnement de moins d'un an.

Le délit qui, par le nombre de poursuites, vient immédiatement après le vol est l'escroquerie. En effet le nombre total des escroqueries déférées devant le tribunal correctionnel de Joigny de 1850 à 1903 a été de 209 intéressant 236 inculpés. On peut dire que ce délit n'est pas commis par les femmes, car sur ce chiffre elles ne figurent que pour un quantum de 32 : 5 mineures de 16 ans, 8 de 16 à 21 ans et 19 de plus de 21 ans, ce qui pour cent inculpées d'escroqueries donnerait 15,62 mineures de 16 ans, 25 de 16 à 21 ans et 59,38 de plus de 21 ans

Rapprochées de celles des vols, ces moyennes nous montrent que proportionnellement au nombre total des infractions respectives, les deux premières catégories d'âges ont une criminalité plus forte pour l'escroquerie que pour le vol et que, par contre, celle de la troisième est plus faible (1).

Les 204 hommes poursuivis se répartissent ainsi :
1 mineur de 16 ans, 31 de 16 à 21 ans et 172 de plus

	Vols	Escroqueries
(1) Femmes mineures de 16 ans. . . .	7.55 0/0	15.62 0/0
— âgées de 16 à 21 ans	13.46 0/0	25 0/0
— âgées de 21 ans et plus	78.99 0/0	59.38 0/0

de 21 ans, ce qui pour 100 donne 0,49 pour les mineurs de 16 ans, 15,19 pour les individus âgés de 16 à 21 ans et 84,32 pour ceux de plus de 21 ans ; en comparant ces résultats à ceux trouvés pour le vol, on voit qu'ici c'est la troisième catégorie qui absorbe presque complètement la différence existant dans la première (1).

Les 209 escroqueries poursuivies pendant les cinquante-quatre ans donnent une moyenne annuelle de 3,87 et les périodes décennales respectivement les suivantes : 1850-1859, 4,80 ; 1860-1869, 6,10 ; 1870-1879, 2,80 ; 1880-1889, 2,80 ; et enfin 1890-1903, 3,85.

En 1857, un seul garçon mineur de 16 ans a été déféré devant le tribunal correctionnel jugeant en matière de crime en vertu de l'article 68 du Code pénal.

Le résultat des poursuites d'escroqueries a été le suivant : 15 acquittements, 5 condamnations à l'amende seule, 154 à un emprisonnement de moins d'un an et 57 à un emprisonnement de plus d'un an, soit pour 100 condamnations à l'emprisonnement 27,01 à plus d'un an, c'est-à-dire un peu plus du quart du chiffre total de ce genre de peines. En outre 2 mineurs de 16 ans ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et 3 renvoyés dans une maison de correction, ce qui maintient entre les deux catégories à peu près la même proportion qu'en ce qui concerne les vols.

	Vols	Escroqueries
(1) Hommes mineurs de 16 ans	7.69 0/0	0.49 0/0
— âgés de 16 à 21 ans. . . .	16.93 0/0	15.19 0/0
— âgés de 21 ans et plus. . . .	75.38 0/0	84.32 0/0

En continuant par ordre numérique l'étude des infractions contre la propriété, nous trouvons en troisième lieu l'abus de confiance qui diffère si peu de l'escroquerie que souvent, pour donner au fait délictueux sa véritable qualification, le ministère public se trouve dans un grand embarras. Il en résulte que le nombre des infractions poursuivies du chef d'abus de confiance approche de très près celui de l'escroquerie avec le chiffre de 201 qui donne une moyenne annuelle de 3,72. Mais la comparaison des moyennes décennales montre un mouvement très prononcé de décroissance pendant les trente premières années avec une reprise subite et très forte pendant les vingt-quatre dernières ; en effet, de 1850 à 1859, nous trouvons une moyenne de 3,90 affaires par an, de 1860 à 1869 celle de 3, de 1870 à 1879 celle de 2,10 ; à partir de cette période le niveau s'élève brusquement à 4 en 1880-1889 et à 5 en 1890-1903.

A quoi faut-il attribuer ces variations ? Rien dans les rapports annuels dressés au Parquet ne permet de donner une explication satisfaisante. Faut-il voir uniquement dans l'augmentation des dernières années l'effet d'une appréciation plus stricte qui serait faite par les magistrats des éléments constitutifs du délit d'escroquerie ? Peut-être, car il y a là certainement un facteur important ; si l'on compare en effet ce qui précède avec les moyennes correspondantes de l'escroquerie, on trouve que plus celles-ci s'élèvent, plus celles-là dimi-

nuent et inversement ; la période 1870-1879 marque pour les deux infractions un calme très réel.

Les 223 inculpés d'abus de confiance se répartissent en 206 hommes et 17 femmes, soit pour celles-ci une moyenne de 7,62 pour 100 individus poursuivis de ce chef ; 14 femmes âgées de plus de 21 ans, 2 de 16 à 21 et 1 mineure de 16 ans ont été justiciables du tribunal correctionnel ; en ce qui concerne les hommes : 3 mineurs de 16 ans, 18 âgés de 16 à 21 et 185 de plus de 21.

24 acquittements ont été prononcés, chiffre élevé par rapport à celui de l'escroquerie, mais qui se comprend assez, la thèse d'un contrat civil, générateur seulement de dommages-intérêts, étant plus facile à soutenir comme défense dans un procès d'abus de confiance que dans une poursuite pour escroquerie.

Un mineur a été acquitté comme ayant agi sans discernement, un autre renvoyé dans une maison de correction, ce qui maintient encore l'égalité signalée plus haut. 9 condamnations à l'amende seule ont été prononcées, 17 à un emprisonnement de plus d'un an et 171 à un emprisonnement de moins d'un an, soit une moyenne de 9,04 peines fortes pour 100 condamnations à l'emprisonnement prononcées, c'est-à-dire une proportion plus faible qu'en ce qui concerne l'escroquerie où le chiffre est de 27,01 0/0 ; et cela se conçoit facilement, car les victimes ont un besoin plus grand de protection contre les individus qui se présentent à elles munis de certificats ou de références excellents si leur provenance était exacte, que contre ceux qui n'usent

d'aucun artifice frauduleux pour se faire remettre des valeurs ; dans ce dernier cas elles peuvent aussi se reprocher à elles-mêmes leur trop grande confiance et leur naïveté à se laisser duper sans avoir pris les renseignements suffisants.

Je ne citerai que pour mémoire les extorsions de fonds, extorsions de signatures, abus de blanc seing, genre très peu usité d'appropriation du bien d'autrui car, dans toute la période des 54 années et pour ces trois sortes d'infractions, 5 poursuites seulement intéressant 10 personnes ont été jugées par le tribunal correctionnel : 4 acquittements, d'ailleurs, ont été prononcés, et les condamnations se répartissent en 4 à l'emprisonnement d'un an et moins et 2 à l'amende seule. Une femme de 16 à 21 ans était impliquée dans ces poursuites et 3 âgées de plus de 21 ans. Quant aux hommes, 6 ont été prévenus, tous âgés de plus de 21 ans.

Un état récapitulatif établissant la proportion des différentes catégories de prévenus par rapport au chiffre total de 100 inculpés de délits contre les propriétés donne :

Hommes âgés de moins de 16 ans	5.30 0/0
— de 16 à 21 ans	12.57 0/0
— de plus de 21 ans	59.18 0/0
	77.05 0/0
Femmes âgées de moins de 16 ans	1.77 0/0
— de 16 à 21 ans	3.17 0/0
— de plus de 21 ans	18.01 0/0
	22.95 0/0

Les mêmes catégories d'inculpés de délits contre les propriétés sont, par rapport aux prévenus de la criminalité générale, dans les proportions de :

Hommes âgés de moins de 16 ans. . . .	1.20 0/0
— de 16 à 21 ans	2 85 0/0
— de plus de 21 ans.	13.44 0/0
	17.49 0/0
Femmes âgées de moins de 16 ans	0.40 0/0
— de 16 à 21 ans	0.72 0/0
— de plus de 21 ans.	4.09 0/0
	5.21 0/0

Mais ces chiffres sont bien froids par eux-mêmes et ne disent pas grand'chose à l'esprit. Pour bien les comprendre, il faudrait les comparer à une valeur connue qui leur serve d'étalon. Cette valeur est tout indiquée, et nous la prendrons dans les tableaux généraux dressés en 1900 par le Ministère de la Justice et résumant les statistiques des vingt années précédentes.

C'est ainsi que nous verrons que de 1881 à 1900, alors que la criminalité de la France entière donnait par 100.000 habitants un nombre moyen annuel de 126 prévenus pour vol, de 10 pour escroquerie et de 10 pour abus de confiance, celle de l'arrondissement de Joigny donnait, pour une population élevée à ce chiffre, les résultats suivants : 75 prévenus de vol, 4 d'escroquerie et 5 d'abus de confiance.

CHAPITRE III

DÉLITS CONTRE L'ORDRE PUBLIC.

« De la période 1826-1830 à la période 1876-1880, les délits de coups et blessures sont devenus une fois plus nombreux. Mais les autres délits poursuivis en police correctionnelle ont augmenté bien davantage. Les vols ont augmenté de 238 0/0, l'escroquerie de 323 0/0, les abus de confiance de 630 0/0 ; les délits contre les mœurs de 700 0/0. A la fin de la période nous trouvons 4 fois plus de vagabondage et de ruptures de ban, 5 fois plus d'outrages aux fonctionnaires et 8 fois plus de mendicité (1). »

L'étude de cette dernière catégorie d'infractions est fort intéressante ; en effet si les faits eux-mêmes, le vagabondage, la mendicité ne constituent pas des atteintes aux droits des citoyens, le législateur a dû avec raison les punir comme tels car ils sont générateurs de nombre d'autres infractions. C'est aux vagabonds, aux chemineaux qu'il faut attribuer les nombreux vols commis nuitamment dans les propriétés voisines des grandes routes, à eux aussi les attentats à la pudeur

(1) Joly, *La France criminelle*, p. 19.

perpétrés sur des passantes isolées, à eux encore les assassinats de vieillards sans défense ; et le danger est d'autant plus grand qu'ils échappent presque sûrement à toutes les recherches : aucune trace ne subsiste de leur passage et l'on comprend facilement qu'en présence d'un crime commis par un vagabond inconnu dans un lieu où la moyenne quotidienne du passage de ces gens sans aveu n'est pas éloignée de 50, le ministère public se trouve désarmé pour la poursuite efficace de son auteur.

Il est donc d'un haut intérêt d'établir par des chiffres les résultats des actions dirigées contre des mendiants ou des vagabonds pour connaître si ce fléau, tant redouté des gens des campagnes, diminue ou au contraire accuse une progression aussi marquée dans notre arrondissement que celle signalée dans les lignes précédentes par M. Joly pour la France entière.

Mais à côté de ces deux sortes d'infractions, le vagabondage et la mendicité, il en est d'autres qui intéressent au même titre l'ordre public, ayant pour conséquence, elles aussi, d'entraver l'action de la police et commises d'ailleurs la plupart du temps par le même genre d'individus : la rupture de ban, l'infraction à l'interdiction de séjour qui l'a remplacée par suite de la loi du 27 mai 1885, et la rébellion. Je grouperai donc, en vertu de cette parenté, dans un même chapitre, ces différentes catégories de manquements à la loi.

J'y ajouterai, mais pour mémoire seulement, vu leur

petit nombre, les poursuites pour délit de corruption de fonctionnaires et pour faux témoignage, qui, dans un ordre tout différent d'idées, répriment des faits qui s'ils étaient tolérés ruineraient nos institutions elles-mêmes, basées qu'elles sont sur l'incorruptibilité des agents du pouvoir, et notre système pénal qui a pour assises presque uniques la preuve testimoniale.

La corruption de fonctionnaires et la concussion, produits jumeaux d'une même mentalité coupable, ont fait l'objet de 5 poursuites seulement intéressant le même nombre de prévenus hommes, tous âgés de plus de 21 ans. Le résultat des jugements a été le prononcé de 5 condamnations à l'emprisonnement pour une durée n'excédant pas un an. Ces cinq affaires se répartissent ainsi : 1 en 1871, 1 en 1879, 2 en 1880 et 1 en 1888.

7 personnes prévenues de faux témoignage ont été déférées devant la juridiction correctionnelle du tribunal de Joigny dans 4 affaires différentes ; 2 ont bénéficié d'un acquittement et les 5 autres ont été condamnées à une peine d'emprisonnement ne dépassant pas un an, 3 hommes et 2 femmes tous âgés de plus de 21 ans répondaient de ces délits, jugés : 1 en 1890, 1 en 1893 et 2 en 1895.

Les poursuites pour rupture de ban et infraction à interdiction de séjour, groupées ensemble pour la raison indiquée plus haut, auxquelles d'ailleurs j'ajouterai celles pour infraction à un arrêté d'expulsion concernant des étrangers, n'ont été dirigées de 1850 à 1903

contre aucun mineur de 16 ans de l'un ou de l'autre sexe ; 6 hommes seulement âgés de 16 à 21 ans ont été inculpés de ce chef pour un quantum total de 358 hommes, soit 352 individus majeurs de 21 ans qui ont eu à répondre de ce délit dans l'arrondissement de Joigny ; 12 femmes toutes majeures de 21 ans ont été également inculpées de ce chef.

Si l'on compare ces chiffres à ceux fournis par l'ensemble des infractions commises contre l'ordre public, on trouve que les hommes inculpés de rupture de ban et d'infraction à interdiction de séjour forment une moyenne de 13,36 0/0 et les femmes celle de 9,16 0/0.

Le nombre des affaires poursuivies s'est élevé, pendant toute la période objet de cette étude, au chiffre de 367, chiffre relativement très faible, mais qui se comprend facilement si l'on réfléchit que depuis 1885, le délit de rupture de ban n'existe plus, que par conséquent ne peuvent être déférés devant le tribunal correctionnel de Joigny que les individus ayant enfreint une interdiction de séjour ou un arrêté d'expulsion. Or, en ce qui concerne l'infraction à l'interdiction de séjour, il est normal qu'elle ne soit poursuivie que devant le tribunal dans le ressort duquel se trouve le lieu interdit ; mais l'arrondissement de Joigny ne figure pas sur la liste établie dans la circulaire du 1^{er} juillet 1885 adressée par M. le ministre de l'intérieur aux préfets pour l'exécution de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, et, d'autre part, il est très rare, s'il est vrai qu'il l'ait

jamais fait, que ce tribunal ait par jugement interdit son territoire ; il en résulte comme conséquence que pour cette catégorie de délits il n'a eu guère à statuer que sur des infractions à arrêté d'expulsion, infractions peu nombreuses puisqu'elles impliquent la qualité d'étrangers de leurs auteurs.

Les 367 affaires, si on en déduit 10 pour les années 1883 à 1903, forment une moyenne de 10,20 par an pendant la période 1850-1884. Les périodes décennales donnent respectivement pour moyennes : 12,90 pour 1850-1859, 8,20 pour 1860-1869, 8,40 pour 1870-1879, et enfin 12,40 pour les cinq années 1880-1884 ; aucune poursuite n'a eu lieu de ce chef du 1^{er} janvier 1885 au 27 mai de la même année, date de la loi sur les récidivistes qui a abrogé le délit de rupture de ban pour le remplacer par celui d'infraction à interdiction de séjour.

Ces chiffres nous marquent un écart brusque et à peu près égal entre la criminalité des périodes 1850-1859 et 1880-1884 et celle de 1860-1879. A quoi faut-il attribuer ce résultat ? Peut-être aux troubles qui les ont précédées. En effet il n'est pas douteux que les événements qui se sont déroulés de 1848 à 1852 aient surexcité tous les instincts mauvais ; il en est résulté une certaine effervescence ; les vagabonds, les gens sans aveu, se sentant peut-être l'objet d'une surveillance moins forte de la part de la haute police se sont répandus dans tous les coins du territoire, ce qui explique le nombre

relativement élevé des poursuites pour rupture de ban. Mais peut-on donner à la criminalité de 1880-1884 la même cause ? Je crois pouvoir l'affirmer ; car la guerre de 1870-1871 et la Commune qui l'a suivie ont pu jouer le même rôle que les événements de 1848-1852. On m'objectera peut-être que nous sommes déjà à une époque éloignée de dix ans de la guerre franco-allemande et que cette influence a bien tardé à se manifester ; mais si on réfléchit que la guerre et la Commune ont enlevé à la vie civile près d'un million d'individus, on ne s'étonnera pas que les conséquences de cette période troublée ne se soient fait sentir que si tard ; et d'ailleurs nous ne les constatons aujourd'hui que par la comparaison des chiffres bruts des moyennes, mais elles devaient déjà apparaître avec évidence pour les contemporains de la période 1870-1879 puisque malgré la dépopulation résultant de la guerre tant étrangère que civile et des épidémies qui en ont été la suite, le chiffre moyen des ruptures de ban à cette époque est encore supérieur à celui de l'époque précédente.

Un seul acquittement en 1861 a été prononcé à l'égard d'un homme ; un seul homme également a été en 1900 l'objet d'une condamnation à l'amende ; par contre 302 prévenus ont été condamnés à une peine d'emprisonnement d'un an et moins et 66 à une peine supérieure à un an.

« On crie bien à l'assassin et au voleur ; mais on crie surtout au rouleur et au vagabond, parce que c'est là un

groupe de délinquants qui se multiplient plus que les autres. Lorsqu'on a voté la loi sur la relégation des récidivistes, le public a cru d'abord qu'il s'agissait d'hommes féroces et résolus, toujours en train de préparer quelque sinistre attentat. Jusqu'ici l'application de cette loi n'atteint que des ramas d'hommes usés, sans énergie et sans ressort, hôtes assidus, ce n'est pas assez dire ! amis de la prison, et devenus incapables de travailler avec suite, en quelque endroit qu'on les conduise. »

Ce tableau du vagabond, peint par M. Joly dans la *France criminelle* (1), n'est pas en contradiction avec l'appréciation que je donne du vagabondage au commencement de ce chapitre. En effet, si les vagabonds, pour une grande partie, sont des gens sans énergie, ce sont aussi et par cela même, des faibles de caractère, faciles à se laisser entraîner par des gens entreprenants indicateurs de « coups fructueux » à accomplir et ne résistant pas aux réclamations impérieuses de leurs sens. D'ailleurs, puisque la loi sur la relégation a atteint cette catégorie de délinquants, c'est un indice certain que beaucoup ne se contentent pas de promener sur les routes leurs rêveries déprimantes, mais qu'au contraire ils agissent encore et malheureusement trop pour commettre toutes sortes d'infractions ; car l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 qui réglemente les différents cas

(1) P 21.

de la relégation ne donne au vagabondage qu'une importance très faible, et le vagabond de profession, celui qui ne se livre à aucun métier, mais qui ne vit que de secours et sans commettre aucun autre délit, celui-là, fut-il déjà condamné soixante fois pour vagabondage, ne pourra jamais être relégué. De ce fait que la loi de la relégation a atteint nombre de vagabonds, je conclus donc que ceux-ci forment une classe de la société dangereuse par le terrain favorable qu'elle laisse au vice, et que l'étude du vagabondage offre un intérêt très sérieux.

Cet intérêt est d'autant plus sérieux, en ce qui concerne l'arrondissement de Joigny, que son territoire, traversé par plusieurs routes nationales et principalement par celles de Paris à Genève et de Paris à Chambéry, est un lieu de passage des plus fréquentés par les rouleurs qui le sillonnent dans tous les sens.

1.141 affaires concernant 1.158 individus ont été déférées devant le tribunal correctionnel de Joigny, soit une proportion de 6,80 pour 100 infractions poursuivies dans l'arrondissement. La moyenne annuelle donne le chiffre de 21,12 ; si on répartit ces poursuites en fractions décennales, on obtient les moyennes suivantes : 11,80 pendant la période 1850-1859 avec un quantum de 118 ; 8,10 de 1860 à 1869 pour un nombre de 81 ; 10,30 de 1870 à 1879 pour un nombre de 103 ; 7,90 de 1880 à 1889 pour 79 affaires ; et enfin le chiffre élevé de 52,14 pendant les quatorze dernières années pour le nombre total de 730 affaires.

En résumé, du chiffre moyen annuel de 11,80, inférieur de près de moitié à celui de la moyenne générale, pendant la première période, la criminalité du chef de vagabondage après être descendue à celui de 8,10 pendant la deuxième période, remonte durant la troisième presque au même niveau qu'en 1850-1859 pour redescendre à peu de chose près pendant la quatrième période à celui de 1860-1869, ce qui, pour ces quarante années, donne une moyenne de 9,52 par an. A partir de ce moment, et faussant la moyenne générale, le chiffre moyen s'élève au nombre considérable de 52,14.

Voilà des variations très sensibles et qui ne laissent pas que de surprendre à première vue. Mais, tout au moins pour les quarante premières années, on peut adopter une explication identique à celle fournie pour les ruptures de ban. En effet les événements de 1848 ont eu ici aussi une répercussion très marquée : en 1850-1859, la moyenne annuelle est relativement forte, puis un calme s'établit de 1860 à 1869 ; l'effervescence n'est plus aussi grande, et, aussi, peut-être, la répression moins énergique.

En 1870-1879, la guerre franco-allemande et la Commune ont réveillé les mauvais instincts endormis et une recrudescence dans les poursuites se fait remarquer ; puis enfin, de 1880 à 1889, un apaisement se produit et le libéralisme républicain vient lui aussi modérer l'action du ministère public.

Une explication de ce genre n'est plus admissible

pour les quatorze dernières années pendant lesquelles 730 affaires sont déférées devant le tribunal. D'où provient donc une élévation si subite de la criminalité en cette matière? Les trois premières années de la période 1880-1889 avaient seules dépassé le chiffre moyen de 7,90 et l'année 1888 s'inscrivait avec celui de 5 ; mais en 1889 (1) le niveau s'élève de suite à 23, à 26 en 1890, à 62 en 1891, à 39 en 1892, à 55 en 1893, et après quelques variations, arrive en 1898 à 148 pour reprendre une marche descendante et aboutir à 19 en 1903.

Je crois qu'il faut voir là une recrudescence très réelle et très marquée de la criminalité, occasionnée par le vent d'indépendance qui souffle sur les jeunes générations qui ne veulent plus ni Dieu ni maître et ne veulent pas s'astreindre à remplir l'obligation qui incombe à tout homme de coopérer par son travail et dans la mesure de ses moyens au bien-être public. Ce ne sont

(1) Compte du Ministère de 1889 : « Il ressort de ce tableau que parmi les délits qui présentent de 1888 à 1889 un accroissement sensible, ceux de vagabondage, de mendicité et de vol se placent au premier rang ; on en compte 2.969 de plus. Mais il est présumable que l'exposition universelle de 1889, qui avait attiré à Paris un grand nombre de malfaiteurs, a dû contribuer en partie à ce résultat, car le tribunal de la Seine, qui n'avait eu à statuer en 1888 que sur 8.952 délits de cette nature, en a jugé 11.360 en 1889, soit 2.408 de plus ou 81 0/0 de l'augmentation totale.

« Si l'on ajoute, en ce qui touche particulièrement le vagabondage et la mendicité, que des instructions sévères en vue d'assurer la répression de ces délits ont été adressées, au cours de l'année de ce compte, aux autorités administratives et judiciaires par M. le ministre de l'intérieur et par ma Chancellerie, on comprendra facilement l'élévation des chiffres en 1889. »

pas de vaines allégations de ma part, car si on compare les rapports qui existent entre les prévenus mineurs et ceux majeurs de 21 ans, on trouve, dans les années 1850 à 1889, 17,97 mineurs pour 100 inculpés de vagabondage, tandis que dans les dernières années cette proportion s'élève à 21,38 0/0, augmentation sensible et inquiétante puisqu'elle indique de la part de la jeunesse une diminution constante d'énergie et une augmentation de plus en plus grande de l'amour de l'oïveté et de l'indépendance : et si par hasard quelques années sont inférieures aux autres, il ne faut voir là que le résultat d'une répression moins énergique, comme pour 1892 où le chiffre des affaires n'est que de 39 alors qu'il avait été de 62 l'année précédente et qu'il est remonté en 1893 à 55. Le rédacteur du rapport annuel de cette année s'en rendait parfaitement compte puisqu'il s'exprime ainsi : « La diminution des délits porte pour un tiers sur les délits de mendicité et de vagabondage qui ont été réprimés avec moins d'énergie. »

L'année 1896, de même, marque une décroissance signalée d'ailleurs pour toute la France, mais là encore il ne faut pas voir une amélioration réelle, car s'il en était ainsi, le Garde des Sceaux n'aurait pas manqué de la faire valoir dans son rapport au Président de la République, alors qu'il la signale timidement, n'osant fonder aucune espérance sur elle : « Il y aurait lieu de s'applaudir de la diminution des poursuites contre les vagabonds, dont le chiffre, de 18.357 en 1886, est tombé

à 16.133 en 1895 et à 15.009 en 1896, si vraiment l'on pouvait croire qu'elle correspond à une réelle décroissance du vagabondage, fléau redouté de nos populations rurales. »

L'année 1898, dans l'arrondissement de Joigny, attire l'attention avec le chiffre énorme de 148 affaires de vagabondage. A quoi est due cette augmentation qui n'est pas en rapport avec celle des autres années ? Peut-être à une cause toute fortuite : l'exposition universelle de 1900, avec tous les travaux qu'elle a occasionnés, a fait affluer vers Paris un nombre considérable de gens sans ouvrage, et l'arrondissement de Joigny, traversé par deux des grandes artères de la France, a vu défiler sur son territoire quantité de rouleurs en marche sur la capitale ; la gendarmerie s'est donc trouvée à même de procéder à de multiples arrestations de gens sans aveu.

Et si, en 1899, le nombre des poursuites est plus faible, quoique les circonstances soient restées les mêmes, la cause nous en est signalée par le rapport général du Ministère : « Ce qui frappe tout d'abord dans ce tableau », dit-il, « c'est la réduction très sensible du nombre des affaires de vagabondage et de mendicité. Ce résultat aurait une signification très importante et témoignerait à lui seul de l'amélioration de l'état matériel du pays, s'il n'y avait lieu d'en faire remonter la principale cause aux instructions contenues dans la circulaire de mon prédécesseur, en date du 2 mai 1899, aux termes de laquelle les magistrats sont tenus d'user d'indulgence

envers les vagabonds et mendiants, qui, malgré la matérialité des faits, ne peuvent être considérés comme des délinquants d'habitude. »

En 1900, la diminution s'accroît, et elle est encore un des résultats de l'exposition universelle : en effet, cette année là, tous les gens sans aveu ont déjà traversé la France pour se rendre à Paris et ils y sont restés soit pour se mettre à la disposition des entrepreneurs de travaux, soit pour y exercer mille petites industries plus ou moins lucratives. Le magistrat du Parquet, dans son rapport de 1900, signale d'ailleurs cette situation dans ces quelques lignes : « Le Parquet qui avait eu à s'occuper en 1899 de 1.045 affaires, n'a eu à s'occuper en 1900 que de 995 plaintes, dénonciations, et procès-verbaux. Le nombre des crimes et délits a diminué d'une façon sensible dans le courant de l'année 1900. Cette diminution provient particulièrement du nombre moins considérable de vagabonds arrêtés dans l'arrondissement. Ceux-ci ont une tendance de plus en plus suivie à se diriger vers les grands centres. D'autre part, des travaux considérables auxquels a donné lieu l'exposition universelle, ont été la cause principale de la diminution de ces délits. »

Il est très curieux de remarquer la divergence des effets pour une même cause : augmentation considérable des poursuites de vagabondage lors du commencement des travaux, et au contraire diminution sensible lorsque ces travaux battent leur plein et que l'exposition ouvre ses portes.

Enfin pendant les trois dernières années, il semble y avoir une décroissance réelle de ces délits, décroissance générale puisque le Ministre de la Justice a pu dire en 1903 : « Ces chiffres démontrent combien les délits contre l'ordre public, notamment le vagabondage, la mendicité, la rébellion et les outrages à des agents de la force publique ont diminué depuis cinq ans, et plus particulièrement de 1902 à 1903. »

Les 1.158 prévenus de vagabondage dans l'arrondissement de Joigny pendant la période 1850-1903 se répartissent en 1.105 hommes et 53 femmes ; 38 de ces dernières étaient majeures de 21 ans, 7 étaient mineures de 16 ans et 8 âgées de 16 à 21 ans. Quant aux hommes, le nombre des mineurs de 16 ans s'est élevé à 11, celui des majeurs de 21 ans à 926 et les individus âgés de 16 à 21 ans donnent un quantum de 168.

La surveillance de la haute police édictée comme peine principale par l'article 271 du Code pénal pour les vagabonds mineurs de 16 ans a été prononcée contre 3 d'entre eux ; 12 ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et renvoyés dans une maison de correction, mais aucun n'a été remis à ses parents. A quoi tient cette différence qui rompt l'égalité remarquée jusqu'ici entre les deux modes de procéder du tribunal ? D'abord à ce fait que, si les enfants vagabondent, c'est principalement et même presque toujours parce que leurs parents se désintéressent d'eux et ne s'en occupent pas ; leur rendre leurs enfants serait donc

abandonner ceux-ci à eux-mêmes. Une seconde cause qu'on peut admettre, c'est que souvent le tribunal ignore le domicile des parents ; en effet l'enfant qui par un coup de tête a quitté le toit familial se soucie fort peu d'y rentrer, dans la crainte de remontrances paternelles, et, aux questions posées par le juge en ce qui concerne le pays qu'il a quitté, il conserve un mutisme obstiné (on en voit même donner un état civil tout à fait fantaisiste pour dépister les recherches qu'on pourrait faire). Enfin, la troisième cause, et probablement la principale, c'est que lorsqu'un mineur est amené au Parquet en flagrant délit de vagabondage, on le renvoie sans poursuite à ses parents, toutes les fois que cela est possible : ne sont donc alors poursuivis, ou peut s'en faut, que les mineurs dont on ignore le domicile des parents ou dont ceux-ci refusent de prendre la charge, et il est tout naturel qu'en présence de cette situation le tribunal ordonne le renvoi en maison de correction.

47 acquittements ont été prononcés ainsi que 1.096 condamnations à l'emprisonnement, dont 6 pour une peine supérieure à une année. En aucun cas, les juges n'ont usé de la liberté que leur laisse l'article 463 *in fine* du Code pénal de substituer l'amende à l'emprisonnement, et cela se comprend pour cette sorte de délits, car une condamnation à l'amende infligée à un vagabond resterait lettre morte et par suite n'aurait aucun effet moralisateur.

Nous devons nous attendre à trouver dans l'étude de la mendicité à peu de chose près les mêmes éléments que dans celle du vagabondage, car, s'il existe deux sortes de délits intimement liés par des liens de parenté, ce sont bien ceux-là. La mendicité, si on la considère en elle-même, n'est que l'exercice d'un droit absolu et primordial de réclamer à ses semblables un secours pour subvenir à quelque besoin impérieux en face duquel on se trouve désarmé par suite de la maladie, de la vieillesse ou du manque de travail, droit qui implique nécessairement de la part de la société un devoir de venir en aide à celui qui défaille.

Mais l'exercice de cet appel au prochain, s'il n'était pas réglementé d'une façon sévère, pourrait donner lieu à des abus de toutes sortes et susciter un vrai danger social, car vagabonds et mendiants ne font souvent qu'un, et sous prétexte de réclamer la charité s'introduisent dans les maisons, se rendent compte du nombre des habitants et de leur âge, et si le résultat de cet examen ne leur montre aucun danger personnel, ils n'hésitent pas à faire main basse sur tout ce qu'ils peuvent emporter après avoir réduit le propriétaire au silence ; puis ils disparaissent, leur coup fait, sans laisser de traces de leur passage et les Parquets comptent un crime ou un délit de plus qui sera classé sans suite faute d'indices suffisants pour reconnaître le coupable. Aussi le législateur a-t-il cru devoir imposer des restrictions et assigner des bornes à la mendicité en déclarant en état

d'infraction tout individu trouvé mendiant dans un lieu pour lequel il existe un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité, et les mendiants d'habitude valides dans les lieux où il n'existe point encore de tels établissements.

On pourrait croire que le résultat de ces dispositions légales aurait été une disparition presque complète de la mendicité puisque ceux qui ont un réel besoin sont certains de trouver dans un établissement public un secours à leur misère ! Mais les autres, les paresseux qui ne veulent à aucun prix travailler, savent parfaitement que là il ne leur sera rien donné et ils continuent à quémander aux portes où l'habitant leur donnera presque toujours ; est-ce toujours par charité ? l'affirmer serait probablement manquer à la vérité, car s'il en est quelquefois ainsi, fort souvent c'est par crainte de représailles qu'on laisse tomber l'obole dans la main qui se tend et l'on est trop heureux d'être à si bon compte débarrassé d'un hôte dangereux.

995 affaires comprenant 1.095 prévenus ont été déférées du chef de mendicité devant le tribunal correctionnel de Joigny durant la période 1850-1903, ce qui donne par an une moyenne de 18,42 affaires. Si on procède à la comparaison décennale, on trouve les moyennes suivantes : 17,30 de 1850 à 1859 pour un quantum de 173 affaires, 8,50 de 1860 à 1869 pour un chiffre de 85, 12,50 de 1870 à 1879 pour 125, 3,90 de 1880 à 1889 pour un nombre de 39, et enfin 44 de 1890 à 1903 pour le chiffre total de 574 poursuites.

Si l'on compare ces données avec celles fournies par l'étude du vagabondage, on trouve à peu près les mêmes variations provoquées par les mêmes causes, causes toutes spéciales qui ne permettent pas, je crois, d'attribuer à la criminalité réelle, sauf pour les dernières années, une différence notable de manière d'être.

Les prévenus se répartissent en 1.035 hommes et 60 femmes, soit approximativement les mêmes chiffres que pour le vagabondage, avec toutefois cette remarque que si la criminalité masculine est légèrement inférieure à celle du vagabondage, celle des femmes lui est un peu supérieure.

11 garçons mineurs de 16 ans ont été poursuivis pour 87 hommes âgés de 16 à 21 ans et 937 majeurs de cet âge ; la répartition féminine s'établit ainsi : 4 mineures de 16 ans, 2 femmes âgées de 16 à 21 ans et 54 majeures de 21 ans.

4 acquittements ont été prononcés ; 10 mineurs ont été renvoyés en maison de correction et 4 remis à leurs parents, résultat qui s'explique par ce fait qu'ici plus souvent qu'en matière de vagabondage le domicile paternel est connu, les enfants mendiant assez fréquemment dans un rayon peu éloigné de leur demeure. Le tribunal se trouve donc mieux renseigné à ce point de vue ; il possède aussi des indications plus complètes sur la moralité des parents des délinquants et il apprécie en meilleure connaissance de cause l'opportunité de l'envoi des enfants en maison de correction.

De même qu'en fait de vagabondage, aucune amende n'a été prononcée. En ce qui concerne l'emprisonnement, les peines supérieures à une année s'élèvent à 13, chiffre plus fort du double que celui du vagabondage, résultat qui trouve son explication dans ce fait que l'article 276 du Code pénal est plus souvent enfreint que les articles 277 et suivants ; les peines inférieures à un an ont été infligées au nombre de 1.064.

Pour terminer cette étude des délits contre l'ordre public, il ne me reste plus qu'à traiter la matière de la rébellion : 175 individus ont été impliqués dans 145 affaires de cette sorte, ce qui donne une moyenne générale de 2,68 affaires par an, chiffre très minime en comparaison de celui de tous les délits contre l'ordre public qui se monte à 49,20. A quoi faut-il attribuer ce petit nombre ? On aurait pu croire *a priori* que dans un pays producteur de vin, les résistances violentes aux agents de l'autorité eussent été plus fréquentes ! C'est là, à mon avis, un effet du caractère paisible des habitants de l'arrondissement de Joigny qui, de sang-froid, sont très respectueux de cette autorité. D'autre part, il faut aussi faire entrer en ligne de compte la modération et le tact avec lesquels les agents remplissent leurs fonctions et le soin qu'ils mettent généralement à ne pas exciter inutilement la population. On peut donc attribuer pour une grande partie aux passagers cette sorte d'infraction. Il n'en est pas moins vrai que la plupart de ces délinquants se trouvent en état d'ivresse.

Si on compare entre elles les diverses périodes décennales, on voit que depuis 1860, la moyenne est constamment restée inférieure à celle de 2,68; alors que de 1850 à 1859 elle était presque du double ; en effet, pendant les dix premières années, on trouve 4,90 affaires par an pour un quantum de 49 ; de 1860 à 1869, ce chiffre tombe à 2,60, à 2 en 1870-1879 de même qu'en 1880-1889, et enfin à 2,14 en 1890-1903 avec le nombre total de 30. On peut donc dire que de 1860 à 1903 les poursuites pour rébellion n'ont sensiblement pas varié.

La forte proportion relative remarquée en 1850-1859 doit être une des conséquences de l'effervescence produite par les révolutions antérieures ; mais alors on pourrait se demander pourquoi les événements de 1870-1871 n'ont pas produit les mêmes effets ; à cela je répondrai que la répression énergique des troubles de la Commune, outre qu'elle a fait disparaître bon nombre de fauteurs de désordres, a appris aux autres que parfois il en coûtait de s'insurger contre l'autorité.

4 femmes seulement ont été inculpées de ce chef : 3 majeures de 21 ans et une âgée de 16 à 21 ans. 171 hommes répartis en un mineur de 16 ans, 11 âgés de 16 à 21 ans et 159 majeurs de 21 ans ont eu aussi à répondre de cette infraction. Le résultat des poursuites a donné un acquittement, 4 condamnations à plus d'un an de prison et 152 à un emprisonnement d'une durée inférieure à un an. En outre, 18 peines d'amendes ont été prononcées.

Pour donner une idée d'ensemble de la criminalité relative à l'ordre public dans l'arrondissement de Joigny, je résumerai dans deux tableaux les principaux résultats fournis par la statistique ; cette manière de faire, que j'ai pratiquée déjà au chapitre précédent, je l'adopterai également pour les délits contre les personnes et contre les mœurs, car, joints aux observations contenues au cours des différents chapitres, ces résumés me paraissent donner une idée suffisamment nette de la situation criminelle du pays.

Si donc nous prenons 100 inculpés de délits contre l'ordre public, nous trouvons la répartition suivante :

Hommes : mineurs de 16 ans. . . .	0.81 0/0
— âgés de 16 à 21 ans. . . .	9.67 0/0
— majeurs de 21 ans. . . .	84.86 0/0
	95.34 0/0
Femmes : mineures de 16 ans. . . .	0.39 0/0
— âgées de 16 à 21 ans. . . .	0.39 0/0
— majeures de 21 ans. . . .	3.88 0/0
	4.66 0/0

Et, pour 100 inculpés dans la criminalité générale, on trouve la proportion suivante de prévenus d'infractions contre l'ordre public :

Hommes : mineurs de 16 ans. . . .	0.11 0/0
— âgés de 16 à 21 ans. . . .	1.37 0/0
— majeurs de 21 ans. . . .	12.03 0/0
	13.51 0/0

Femmes : mineures de 16 ans. . . .	0.05 0/0
— âgées de 16 à 21 ans	0.05 0/0
— majeures de 21 ans. . . .	0.56 0/0
	0.66 0/0

D'autre part, la comparaison du pourcentage annuel par 100.000 habitants pour la France entière et pour l'arrondissement de Joigny pendant la période 1881-1900 donne les résultats suivants :

	France.	Joigny.
Vagabondage	44 prévenus	38 prévenus
Mendicité.	31 —	32 —
Rupture de ban et infraction à interdiction		
de séjour	5 —	4 —
Rébellion	9 —	3 —

Quant aux faux témoignages et aux corruptions, leur petit nombre ne permet pas d'établir ces proportions.

CHAPITRE IV

DÉLITS CONTRE LES PERSONNES.

J'aurais pu, dans le chapitre précédent, traiter des outrages et violences envers fonctionnaires et agents, car il n'est pas douteux que ces délits rentrent dans la catégorie de ceux contre l'ordre public, et notamment les violences : mais la statistique officielle a groupé ces deux sortes d'infractions en une seule dans laquelle les outrages entrent pour la plus grande part. Or, s'il est exact et juridique de considérer ceux-ci comme étant relatifs à l'ordre public, on peut, jusqu'à un certain point, en se plaçant au point de vue de leurs auteurs, les envisager comme des délits contre les personnes. Notamment dans l'arrondissement de Joigny, il me semble juste de les placer dans ce chapitre, plutôt que dans celui qui précède, car si on étudie la psychologie du délinquant, on trouvera la plupart du temps chez celui-ci non point l'intention d'outrager un garde parce qu'agent de l'autorité, mais plutôt celle d'injurier son semblable avec lequel il a déjà eu quelque motif de discorde. C'est ainsi que des gardes particuliers et gardes champêtres sont souvent outragés dans l'exercice de leurs fonctions par suite de difficultés qu'ils ont pu

avoir dans la vie ordinaire ; et il arrive fort souvent que dans ce cas, ainsi d'ailleurs qu'en matière de rébellion, le délinquant se trouve en état d'ivresse.

J'ai donc considéré ces sortes de délits comme rentrant surtout dans la catégorie générale des injures et je les réunirai pour ne former qu'un tout avec celles-ci et marquer la transition entre les délits contre l'ordre public et ceux contre les personnes. Parmi ces derniers, je ferai figurer, de plus, les violences volontaires, les suppressions et expositions d'enfants et les enlèvements de mineurs.

Commençant donc par l'étude des injures, je dirai tout d'abord que le langage des habitants de Joigny, comme celui du reste du département, connaît plutôt le piment du vieil esprit gaulois que la finesse attique et que, dans une conversation quelconque, arrivent tout naturellement à la bouche des interlocuteurs des mots qui, pour n'être pas normalement employés à l'Académie française, n'en sont pas moins très français quant à leur origine.

On comprendra donc que, lorsqu'une animosité régnera entre deux individus, il sera peu difficile à l'un d'eux de relever de la part de son adversaire des expressions injurieuses ou diffamatoires, expressions que la jurisprudence condamne avec raison, mais qui, dans ce pays, n'ont pas la portée qu'elles pourraient avoir dans une contrée de langage plus académique.

On ne sera pas étonné alors de relever dans la statis-

tique le chiffre de 1.414 affaires, soit une proportion de 8,42 0 0 de la criminalité générale, proportion très forte si l'on songe que les délits d'injures ne sont pas poursuivis directement par le ministère public et que, par suite, l'exercice de l'action civile faisant assumer à celui qui s'en sert de nombreuses responsabilités, le plus grand nombre des infractions commises de ce chef se trouve laissé sans poursuite.

Si, en suivant la méthode précédemment employée, on compare la moyenne annuelle générale, 26,18, avec celles des différentes périodes décennales, on trouve pour celles-ci les chiffres de : 38,20 de 1850 à 1859, 24,30 de 1860 à 1869, 27,40 de 1870 à 1879, 22,40 de 1880 à 1889, et enfin 20,79 de 1890 à 1903, pour un quantum de 291 affaires. Si l'on en excepte la première période de 1850-1859 qui, pour tous les délits s'est fait remarquer par sa criminalité très forte, on voit que la poursuite des injures a toujours conservé un niveau à peu près constant.

Le nombre des individus inculpés dans ces 1.414 affaires s'est élevé à 1.612 dont : 1.321 hommes et 291 femmes, soit, pour celles-ci, une proportion de 18,05 0/0 prévenues de cette infraction, proportion qui ne provoque aucune surprise étant donné la facilité avec laquelle le sexe faible se laisse aller aux intempérances de langage.

Les 1.321 hommes se répartissent ainsi : 4 mineurs de 16 ans, 65 individus âgés de 16 à 21 ans et 1.252 de

plus de 21 ans, c'est-à-dire, que presque toute la criminalité de cette sorte de délits doit être attribuée à la partie adulte de la population ; il en est de même d'ailleurs en ce qui concerne les femmes, car pour 277 majeures de 21 ans, on ne trouve que 2 mineures de 16 ans et 12 personnes âgées de 16 à 21 ans. Faut-il donc dire que la jeunesse est, sous ce rapport, plus sérieuse que l'âge mûr ? Je ne le crois pas ; en effet les injures et diffamations des jeunes gens s'adressant presque toujours à des personnes de leur âge, souvent au moment d'une brouille passagère, n'ont pas la gravité de celles occasionnées par des haines de famille ; d'autre part, la poursuite ne pouvant être exercée utilement que par les parents ou tuteurs des victimes, ceux-ci jugent plus sainement les difficultés de leurs enfants que les leurs propres, et alors qu'ils seraient intransigeants si, toutes proportions de personnalités gardées, les propos les visaient eux-mêmes, ne les considèrent que comme enfantillages sans importance.

Les acquittements s'élèvent au chiffre important de 198, c'est-à-dire que 12,280/0 des prévenus poursuivis ont été renvoyés des fins de la plainte. Il est bien évident que cette proportion tomberait brusquement si le ministère public prenait l'initiative des poursuites, car il serait plus circonspect dans le choix des témoins ou dans la qualification des faits : les victimes, elles, aveuglées par la colère, ne voient pas de façon très juste comment se présente l'affaire et se lancent à corps perdu dans une action qui n'a aucune chance d'aboutir.

751 condamnations à l'amende ont été prononcées, ainsi que 648 à une peine d'emprisonnement d'une durée ne dépassant pas un an ; enfin 15 condamnations à plus d'une année de prison ont été infligées, est-il besoin de le dire, à des individus qui avaient outragé ou exercé des violences envers des représentants de l'autorité.

Je ferai remarquer, avant de terminer ces délits, que les outrages envers magistrats ou agents ont été assez nombreux et qu'on peut relever de sept à huit outrages à ministres du culte.

Les actes de violences volontaires vis-à-vis de simples citoyens entrent pour 1.814 affaires dans le quantum de celles jugées par le tribunal correctionnel de Joigny, ce qui représente une proportion de 10,81 0/0 de la criminalité générale. La moyenne annuelle des cinquante-quatre années est de 33,68 ; quant à celles des périodes décennales, elles sont de 32,30 pour 1850-1859, 39,20 pour 1860-1869, 34,90 pour 1870-1879, 29,50 pour 1880-1889, et enfin 455 affaires poursuivies de 1890 à 1903 donnent celle de 32,50.

Le point intéressant à signaler, c'est que, contrairement à ce qui s'est passé pour tous les délits étudiés jusqu'ici, la période 1850-1859 est une de celles qui s'inscrivent avec les moyennes les plus faibles ; il est juste de remarquer d'ailleurs que les périodes ne diffèrent pas essentiellement entre elles. On peut en donner comme raison que ce délit est principalement commis

par la population sédentaire de l'arrondissement et particulièrement par des gens âgés de moins de trente ans, agissant par suite de rivalités et de haines de villages ; il reste donc à peu près étranger à tous les événements et fluctuations politiques qui ont eu une si grande influence sur la criminalité de l'arrondissement de Joigny, et c'est ce qui explique qu'il est une des infractions dont le niveau ait le moins varié.

Les 1.814 affaires concernaient 2.354 inculpés dont 212 ont été l'objet d'un acquittement, c'est-à-dire que 9 0/0 des prévenus ont été renvoyés des fins de la plainte, proportion qui paraît forte au premier abord mais qui s'explique par ce fait que fréquemment le ministère public poursuit tous les acteurs de la rixe, laissant au tribunal le soin d'apprécier si l'un d'eux n'a point été provoqué de façon à se trouver en état de légitime défense. D'autre part, il arrive souvent que les témoins, très précis lors de l'enquête sommaire faite par la gendarmerie, au moment de la dénonciation du fait, le sont moins à l'audience, ce qui détermine un acquittement.

La part contributive des femmes dans le nombre des prévenus s'élève au chiffre de 316 et celle des hommes à celui de 2.038. Si on répartit ces données suivant les catégories d'âges, on trouve pour les hommes 13 mineurs de 16 ans, 288 individus âgés de 16 à 21 ans et 1.737 majeurs de 21 ans, et pour les femmes 2 mineures de 16 ans, 16 âgées de 16 à 21 ans et 298 majeures de 21 ans.

En dehors des 212 acquittements, le résultat des poursuites a été le suivant : 21 condamnations à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an, 1.247 à une peine de prison inférieure à une année et, enfin, 870 condamnations à l'amende simple. Il faut ajouter à cela que 2 mineurs ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et remis à leurs parents et 2 autres renvoyés dans une maison de correction, ce qui maintient ici encore, l'égalité dans l'application des différents modes prévus par l'article 66 du Code pénal.

Nous en sommes arrivés maintenant à une catégorie d'infractions qui, dirigées directement contre les personnes, ont cependant, avec celles intéressant les mœurs une affinité des plus étroites : je veux parler de l'enlèvement de mineurs et de la suppression et exposition d'enfants. Aussi je les traiterai à leur place toute indiquée, à la fin du chapitre concernant les délits contre les personnes, qui précède immédiatement celui consacré aux infractions contre les mœurs.

Et d'abord, une seule affaire concernant un enlèvement de mineure a été, en 1875, poursuivie à Joigny, dans laquelle se trouvaient impliqués deux individus : un homme mineur de 21 ans et une femme âgée de 16 à 21 ans ; ils ont été tous deux condamnés à une peine d'emprisonnement ne dépassant pas une année.

Je réunirai en un même tout la suppression et l'exposition d'enfants qui, quoique prévus dans le même

paragraphe du Code pénal, n'ont pas toujours néanmoins la même gravité ; mais, comme les poursuites du chef d'exposition d'enfant n'ont été suivies qu'au nombre de deux ou trois elles ne peuvent guère modifier les résultats fournis par la suppression d'enfant.

26 affaires concernant 33 inculpés ont été de 1850 à 1903 déferées devant le tribunal correctionnel de Joigny, chiffre relativement très fort, si l'on songe que très souvent ces poursuites ne sont que la correctionnalisation du crime d'infanticide.

La partie de l'arrondissement qui fournit le plus de délinquants est celle formée par la Puisaye, pays où les unions illégitimes sont très fréquentes et où les filles-mères, pour se débarrasser des charges que leur impose la naissance de leur enfant, n'hésitent pas, souvent, à supprimer celui-ci. On pourrait croire que la ville de Joigny, où tient garnison un régiment de cavalerie, apporterait un appoint sérieux à cette criminalité, car les cavaliers, et notamment les dragons, n'ont jamais joui d'une réputation de vertu monacale. Il n'en est cependant rien, car s'il est bien vrai que l'élégance de l'uniforme fasse tourner la tête à nombre de jeunes filles, les enfants issus de ces amours illicites n'en sont pas moins en général élevés par leurs mères avec toute la tendresse dont elles sont susceptibles. Et s'il faut mettre ce résultat sur le compte d'une sensibilité plus naturelle et de l'horreur du crime, il ne faut pas oublier non plus que les ressources de la ville, qui permettent

de mettre à la disposition des indigents des fournitures de linges et de vêtements, des bons de nourriture et une assistance médicale gratuite, ne sont peut-être pas étrangères à la résignation dont font preuve les filles-mères qui savent bien que jamais elles ne manqueront des choses nécessaires à la vie. Enfin, dans ce milieu urbain, elles sont plus à même de savoir que les tribunaux leur accordent une action en dommages-intérêts contre leurs séducteurs, action bien inefficace souvent en fait, par suite des difficultés de la preuve, mais qui n'en brille pas moins à leurs yeux comme un phare sauveur et les retient sur le bord de l'abîme où elles pourraient se laisser entraîner par leur désespoir.

Deux hommes seulement, âgés de plus de 21 ans, ont été poursuivis en 1857 pour abandon d'enfant dans un lieu non solitaire. Les 31 autres prévenus sont des femmes qui se répartissent ainsi par catégories d'âges : 1 mineure de 16 ans, 25 majeures de 21 ans et 5 âgées de 16 à 21 ; c'est-à-dire que les mineures de 21 ans forment une proportion de 19,35 pour 100 prévenues de cette sorte de délit, proportion très forte, mais qui n'a cependant pas lieu de surprendre, car on conçoit facilement, que, généralement, ce ne sont pas les femmes mariées qui se laissent aller à commettre ces infractions.

Si on recherche les époques où ces délits ont été les plus fréquents, on trouve le chiffre de 6 poursuites de 1850 à 1859, celui de 3 de 1860 à 1869, de 2 de 1870 à

1879, de 12 de 1880 à 1889, et enfin celui de 3 de 1890 à 1903. C'est donc la période 1880-1889 qui se signale sous ce rapport, doublant le nombre des poursuites des années 1850-1859 qui viennent immédiatement après et qui marquaient déjà, eu égard aux autres périodes, l'augmentation de criminalité signalée pour la plupart des délits.

Une seule amende a été prononcée en 1857 pour 25 condamnations à une peine ne dépassant pas un an de prison, et 2 supérieures à cette durée. Le chiffre des acquittements s'est élevé à 5.

La récapitulation des infractions étudiées dans ce chapitre, donne pour cent individus déférés devant le tribunal correctionnel pour délits contre les personnes, les proportions suivantes :

Hommes âgés de moins de 16 ans . . .	0.42 0/0
— 16 à 21 ans . . .	8.82 0/0
— plus de 21 ans . . .	74.79 0/0
	84.03 0/0
Femmes âgées de moins de 16 ans. . .	0.12 0/0
— 16 à 21 ans . . .	0.84 0/0
— plus de 21 ans . . .	15.01 0/0
	15.97 0/0
Et pour 100 personnes de la criminalité générale :	
Hommes âgés de moins de 16 ans . . .	0.08 0/0
— 16 à 21 ans . . .	1.78 0/0
— plus de 21 ans . . .	15.09 0/0
	16.95 0/0

Femmes âgées de moins de 16 ans. . .	0.02 0/0
— 16 à 21 ans . . .	0.17 0 0
— plus de 21 ans . .	3.03 0/0
	3.22 0/0

En ce qui concerne le délit de violences volontaires exercées sur de simples particuliers, la moyenne annuelle de 1881 à 1900, a été de 45 prévenus par 100.000 habitants, dans l'arrondissement de Joigny, alors qu'elle s'était élevée à 73 dans toute la France.

CHAPITRE V

DÉLITS CONTRE LES MŒURS.

Une autre grande catégorie d'infractions que réprime le Code pénal, est celle des infractions contre les mœurs. Dans ce chapitre qui leur est réservé, et faisant suite immédiatement à l'étude de la suppression d'enfant, qui est une des conséquences de l'immoralité, je placerai l'outrage public à la pudeur, l'excitation de mineurs à la débauche, et enfin l'adultère.

En ce qui concerne le crime d'attentat à la pudeur, le tribunal de Joigny n'a eu à juger, en vertu de l'article 68 du Code pénal, pour crime d'attentat à la pudeur qu'un mineur de 16 ans qui a été envoyé dans une maison de correction.

244 affaires d'outrages publics à la pudeur, comprenant 294 inculpés ont été poursuivies dans l'arrondissement de Joigny, soit une moyenne de 4,51 affaires par an, si on compare entre elles les différentes périodes décennales, on trouve les résultats suivants : de 1850 à 1859, la moyenne annuelle est de 5,10 affaires de cette sorte ; elle tombe à 5 en 1860-1869, à 4,20 en 1870-1879, à 3,50 en 1880-1889 pour se relever à 4,71 en 1890-1903.

Nous voyons donc une diminution très marquée des affaires jusqu'en 1890 ; cette diminution correspond-elle à une amélioration de la moralité ? Je le crois, car il ne faut pas oublier que la population de l'arrondissement qui comptait 88.924 habitants en 1852 s'était élevée en 1872 à 96.378 ; or on constate que, loin d'augmenter, le chiffre des poursuites pour outrages publics à la pudeur est plus faible dans cet intervalle de temps. La population s'abaisse en 1881 à 93.676 habitants et à 90.263 en 1891, et, pour ces périodes, il y a encore une diminution des délits d'outrages ; mais on peut ne pas y voir une diminution réelle de la criminalité puisque population et nombre de poursuites ont diminué en même temps. Cette décroissance du nombre des habitants fait mieux sentir l'amélioration de la criminalité par rapport à la période 1850-1859, puisque ce nombre, étant encore supérieur de 1.339 à celui de cette époque, la moyenne annuelle des poursuites est tombée de 5,10 à 3,50.

Enfin les quatorze dernières années marquent une recrudescence inquiétante, car à côté de l'augmentation du chiffre des affaires, il faut remarquer que la population a diminué de 7.000 habitants environ. Diminution considérable du nombre des habitants, d'une part, accroissement sensible du nombre des affaires, d'autre part, voilà bien qui est fait pour attirer l'attention ! Nous nous trouvons là, évidemment, en présence d'une augmentation très réelle de l'immoralité et nous devons

en rechercher la cause. Cette cause, il faut la voir, je crois, pour partie dans la vulgarisation intense des brochures malsaines.

Il est très curieux de noter cet accroissement de l'immoralité pour l'arrondissement de Joigny, car si l'on se reporte au rapport du Ministère de la Justice de l'année 1900, résumant les résultats donnés depuis 1880 pour toute la France par les statistiques, on lit ces lignes : « Par contre, l'état stationnaire du nombre des délits d'outrages public à la pudeur et d'attentats aux mœurs est à signaler. »

264 hommes, répartis en 16 mineurs de 16 ans, 60 individus âgés de 16 à 21 ans et 188 majeurs de 21 ans, ont eu à répondre de cette prévention devant le tribunal correctionnel : le nombre des femmes s'est élevé à 30, soit une proportion de 10,23 femmes pour 100 inculpés d'outrages publics à la pudeur : 15 étaient âgées de plus de 21 ans, 11 de 16 à 21 ans et 4 mineures de 16 ans.

Si l'on considère la criminalité des mineurs de 16 ans par rapport à celle des individus de leur sexe, on trouve les proportions pour 100 hommes de 6,06 garçons, et pour 100 femmes de 13,33 filles, ce qui indique sous ce rapport une immoralité plus grande chez ces dernières.

Le nombre des acquittements prononcés s'est élevé à 29. Quant aux délinquants, les peines prononcées contre eux ont été les suivantes : 11 condamnations à plus d'une année d'emprisonnement, 216 d'une durée

moins longue et 26 condamnations à l'amende ; en outre 5 mineurs ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et remis à leurs parents et 7 renvoyés dans une maison de correction. Avant de terminer cette étude, je ferai remarquer que depuis 1877, aucune peine d'emprisonnement supérieure à un an n'a été prononcée.

L'excitation de mineurs à la débauche a été poursuivie dans 13 affaires intéressant 20 inculpés. Le contingent masculin de cette sorte d'infraction n'est que de 5 hommes pour 15 prévenues. Un de ces hommes était âgé de 16 à 21 ans et les quatre autres majeurs de 21 ans. Quant aux femmes, elles étaient toutes âgées de plus de 21 ans, et leur nombre est égal à celui des femmes majeures de 21 ans poursuivies pour outrage public à la pudeur. Aucun acquittement n'a été prononcé ; par contre, on a la forte proportion de 5 peines de prison d'une durée supérieure à un an pour 14 inférieures à cette durée.

Il nous reste, pour terminer l'étude de ces délits contre les mœurs, à parler de l'adultère, désignation générique dans laquelle je comprends l'entretien de concubine au domicile conjugal. Mais avant d'aborder les résultats de la statistique, et afin qu'ils ne donnent pas une fausse idée de la criminalité réelle de l'arrondissement, je rappellerai que l'adultère ne peut être dénoncé que par le conjoint trompé, et que le ministère public ne peut pas prendre en cette matière l'initiative

des poursuites. Cette simple remarque nous édifiera sur la valeur des chiffres fournis par les statistiques, car bien rares sont ceux qui osent s'exposer aux moqueries du public en dénonçant leurs infortunes conjugales.

Aussi ne sera-t-on pas étonné de ne trouver de 1850 à 1903 que 31 poursuites pour adultère concernant 60 individus, soit 0,57 affaires par an en moyenne ; mais si l'on compare les moyennes décennales, on est frappé de ce que la criminalité a progressé constamment de 1850 à 1890 pour rester à peu près stationnaire de 1890 à 1903 ; en effet, ces moyennes sont les suivantes : 0,30 de 1850 à 1859, 0,40 de 1860 à 1869, 0,60 de 1870 à 1879, 0,80 de 1880 à 1889 et enfin de 0,72 de 1890 à 1903, triste résultat du relâchement des liens de la famille.

30 hommes, tous âgés de plus de 21 ans et 30 femmes ont été justiciables de la police correctionnelle ; 27 de ces dernières étaient majeures de 21 ans et 3 âgées de 16 à 21 ans.

22 amendes ont été prononcées et 34 peines d'un emprisonnement inférieur à une année ; enfin si on ajoute à ces données le chiffre de 4 acquittements, on aura le bilan de cette sorte de délit dans l'arrondissement.

La récapitulation des infractions contre les mœurs donne les résultats suivants :

Pour 100 inculpés poursuivis de ce chef, la propor-

tion des hommes et des femmes classés par catégories d'âges a été la suivante :

Hommes âgés de moins de 16 ans . .	4.53 0/0
— 16 à 21 ans . . .	16.26 0/0
— plus de 21 ans . .	59.21 0/0
	80 0/0
Femmes âgées de moins de 16 ans . .	1.06 0/0
— 16 à 21 ans . . .	3.73 0/0
— plus de 21 ans . .	15.21 0/0
	20 0/0

Et si l'on compare ces catégories avec la criminalité générale, en trouve pour 100 inculpés de cette criminalité la proportion suivante de délinquants contre les mœurs :

Hommes âgés de moins de 16 ans . .	0.08 0/0
— 16 à 21 ans . . .	0.30 0/0
— plus de 21 ans . .	1.13 0/0
	1.51 0/0
Femmes âgées de moins de 16 ans. .	0.02 0/0
— 16 à 21 ans . . .	0.07 0/0
— plus de 21 ans . .	0.28 0/0
	0.37 0/0

Enfin, pour l'outrage public à la pudeur et l'adultère, les deux infractions contre les mœurs qui ont été les plus fréquentes, la comparaison de la criminalité annuelle de la France avec celle de l'arrondissement de

Joigny pendant la période 1881-1900 donne les chiffres suivants : pour 100.000 habitants, la France a eu une criminalité de 5 prévenus d'adultère et de 7 prévenus d'outrage public à la pudeur, et l'arrondissement de Joigny 1 prévenu d'adultère et 5 d'outrage public à la pudeur.

CHAPITRE VI

AUTRES DÉLITS.

Les chapitres qui précèdent sont loin d'avoir épuisé le sujet de la criminalité *ratione loci* de l'arrondissement, car il est encore un nombre assez grand d'infractions commises que je n'ai pas cru devoir y traiter, les unes parce qu'elles ne rentrent pas directement dans ce cadre, les autres parce qu'elles ne supposent pas de la part de leur auteur une malice très grande, d'autres enfin parce qu'elles ont été peu nombreuses.

Mais comme certaines de ces infractions ont une importance pour nous ou bien par leur qualité intrinsèque ou bien par leur fréquence, je les distrairai encore de la criminalité générale pour les étudier à part en tête de ce chapitre ; puis j'engloberai les autres dans un même tout, de façon à ce qu'on puisse se rendre un compte exact de la criminalité entière de l'arrondissement de Joigny pendant la période 1850-1903.

Je parlerai d'abord de l'usure, de la banqueroute et des fraudes commerciales qui, bien qu'intéressant la propriété d'autrui, ne m'ont pas paru devoir être groupées avec les infractions contre la propriété, les conditions d'existence des unes et des autres différant beau-

coup. Je m'occuperai ensuite de la chasse, le seul des délits inférieurs qui mérite une mention spéciale par suite de sa fréquence.

Le délit d'usure n'a été poursuivi que contre deux individus majeurs de 21 ans, en 1851 et 1853, et deux peines d'amende ont été prononcées.

La banqueroute est beaucoup plus fréquente, bien plus même qu'on pourrait le croire à l'examen des statistiques, car si en droit il peut y avoir faillite sans banqueroute, en fait si on approfondissait chaque dossier de faillite on trouverait dans tous plus ou moins de violation des règlements susceptibles de pouvoir entraîner pour leurs auteurs les peines prévues par l'article 402 du Code pénal.

Aussi ne sera-t-on pas étonné de ne trouver de 1850 à 1903 que 128 poursuites pour banqueroutes, soit une moyenne annuelle de 2,37 affaires. Si l'on compare les périodes décennales, on voit que la criminalité s'est élevée de ce chef de façon constante de 1850 à 1879 pour décroître ensuite de 1880 à 1903 ; en effet, de 1850 à 1859 on trouve la moyenne de 1,70 affaires par an, de 1860 à 1869 celle de 2,90, de 1870 à 1879 celle de 3, de 1880 à 1889 celle de 2,20, et enfin de 1890 à 1903 celle de 2,14. Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que la diminution constatée pour les vingt dernières années correspond à une diminution notable du commerce dans l'arrondissement.

Les délinquants étaient tous majeurs de 21 ans et se

répartissaient en 128 hommes et 3 femmes. 8 acquittements ont été prononcés représentant une proportion de 6,09 0/0 des individus poursuivis. Les condamnations ne comportaient que des peines d'emprisonnement s'élevant au nombre de 116 pour une durée inférieure à un an et 7 pour une durée plus longue.

La fraude commerciale, c'est-à-dire la tromperie sur la quantité et sur la qualité de la marchandise vendue, représente dans l'arrondissement 1,59 0/0 du total des affaires dont ce tribunal a été saisi ; mais cette proportion n'est pas constante dans toutes les périodes décennales ; en effet de 1850 à 1859 elle est de 2,71 0/0, de 1860 à 1869 de 2,73 0/0, de 1870 à 1879 de 2,23 0/0, de 1880 à 1889 de 1,55 0/0 et de 1890 à 1903 de 0,57 0/0.

La moyenne annuelle de ces infractions est de 5,77, mais cette moyenne n'est pas non plus restée toujours la même, car, de 11,90 qu'elle était de 1850 à 1859, elle est tombée à 7,50 en 1860-1869, à 5,60 en 1870-1879, à 3,40 en 1880-1889 et enfin à 2 en 1890-1903.

A quoi faut-il attribuer cette diminution de poursuites ? Est-ce à une décroissance réelle du nombre des délits ? Peut-être, mais il ne faut pas oublier qu'elle correspond à une différence sensible du commerce dans le pays.

116 hommes et 213 femmes dans 312 affaires, ont été déférés devant le tribunal correctionnel de Joigny pour tromperie ; les 116 hommes étaient majeurs de 21 ans ; 3 femmes étaient mineures de 16 ans, 19 âgées

de 16 à 21 ans et 191 de plus de 21 ans. 28 acquittements sont intervenus : en d'autres termes, 8,51 0/0 des prévenus ont été renvoyés des fins de la plainte. Une seule peine d'emprisonnement supérieure à une année a été prononcée en 1853 ; le chiffre des condamnations à l'emprisonnement d'une durée moindre s'élève à 77, et enfin 223 condamnations à l'amende ont été infligées.

Si l'on compare pour la période 1881-1900 la proportion par 100.000 habitants, en France et dans l'arrondissement de Joigny, on trouve qu'ici il y a eu une moyenne annuelle, en chiffre rond, de 3 prévenus de fraudes commerciales, alors que dans toute la France cette moyenne s'est élevée à 7.

Suivant le programme tracé plus haut, j'aborderai maintenant l'étude des délits de chasse. Cette sorte d'infraction ne suppose pas chez ses auteurs une criminalité bien grande, mais elle peut être intéressante à examiner dans un arrondissement où les bois couvrent une assez grande étendue de pays. Et effectivement, nous trouvons une proportion considérable de poursuites pour chasse puisqu'elles représentent à elles seules 11,93 0/0 des affaires déférées devant le tribunal correctionnel de Joigny.

Le chiffre total de ces poursuites s'élève au nombre de 2.367 pour un quantum de 2.828 inculpés, soit une moyenne générale de 43,83 affaires par an ; répartie par périodes décennales, cette moyenne devient 57,10 de 1850 à 1859 avec le nombre d'affaires de 571, 38,80

de 1860 à 1869 avec celui de 388, 34,90 de 1870 à 1879 avec le quantum de 349, 38,50 de 1880 à 1889 avec celui de 385, et enfin 48,44 avec le chiffre de 674 de 1890 à 1903.

Nous voyons par ces moyennes que jusqu'en 1880 le nombre des délits de chasse a été constamment en diminuant, mais que depuis cette époque une recrudescence assez forte se fait sentir. Faut-il voir là une conséquence de la crise viticole qui, ruinant les vignerons et leur laissant de nombreux loisirs, leur permet de se livrer plus facilement au braconnage, ou plutôt une recherche plus énergique des infractions ? Ceci serait, je crois, le vrai motif de l'augmentation des poursuites, augmentation qui attire d'autant plus l'attention que le Ministre de la Justice, dans le rapport de l'année 1900, s'exprime ainsi pour les délits de chasse commis en France de 1880 à 1900 : « Les chiffres relatifs aux délits prévus par des lois spéciales ne suggèrent aucune observation importante. Je dirai seulement qu'en matière de chasse la diminution du nombre des délits ne peut tenir qu'à un défaut de surveillance de la part des agents chargés de leur constatation. »

2.828 personnes ont été déférées devant le tribunal correctionnel de Joigny pour infractions aux lois et règlements sur la chasse ; parmi elles se trouvent 14 femmes âgées de plus de 21 ans, poursuivies principalement pour colportage et vente de gibier en temps prohibé. Quant aux hommes, le nombre des mineurs de 16 ans

s'élève à 45, celui des majeurs de 21 ans à 2.545, et enfin celui des individus âgés de 16 à 21 ans est de 224. Les mineurs de 21 ans représentent donc pour ces délits 9,55 0/0 des hommes inculpés de ce chef, proportion très forte, mais qui s'expliquera par ce fait que la destruction des nids, amusement très goûté des garçons, rentre dans les infractions aux lois sur la chasse et que, d'autre part, il existe, notamment dans la Puisaye, pays par excellence des braconniers, des familles qui ne vivent que du produit de la chasse et dont les enfants sont dès leur plus bas âge initiés à toutes les ruses du braconnage.

Je dois enregistrer de suite que, dans l'arrondissement les braconniers sont peu dangereux, qu'ils ne se livrent pas en général à des voies de fait sur les agents de l'autorité et que leur premier souci, à l'aspect d'un gendarme ou d'un garde, est de prendre la fuite, à l'encontre de ce qui a lieu dans certaines contrées de la France où se livrent quelquefois entre délinquants et agents de véritables combats qui se terminent parfois par mort d'homme.

Des 2.828 prévenus, 240 ont été acquittés, soit 8,48 0/0, proportion qui trouve son explication dans ce fait que nombre de délits de chasse sont poursuivis par parties civiles, et je répéterai ici ce que j'ai dit pour les injures et les diffamations, à savoir que les poursuites de ce genre sont bien moins réfléchies que celles faites d'office par le ministère public, et offrent par suite

moins de garanties en ce qui concerne leur résultat.

3 mineurs ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et remis à leurs parents. Quant aux peines prononcées, elles se résument en 422 emprisonnements d'une durée inférieure à une année et en 2.163 amendes.

J'ai recherché également quel avait été le nombre des contraventions d'ivresse poursuivies en vertu de la connexité en même temps que d'autres délits, et j'ai trouvé que, depuis 1874, année où ce renseignement figure pour la première fois sur les statistiques, jusqu'au 31 décembre 1903, 248 prévenus avaient été poursuivis de ce chef, soit une moyenne annuelle de 8,26.

Pour compléter cette étude, je résumerai brièvement les résultats fournis par le groupement des autres infractions qui ont été jugées par le tribunal correctionnel de Joigny de 1850 à 1903 :

4.844 prévenus dans 3.994 affaires, ont été déférés devant ce tribunal ; ils se répartissent en 3.813 hommes et 1.031 femmes. De celles-ci, 29 étaient mineures de 16 ans, 147 âgées de 16 à 21 ans et 855 majeures de 21 ans. Quant aux hommes, pour 3.147 majeurs de 21 ans, il y a eu 137 mineurs de 16 ans et 529 individus âgés de 16 à 21 ans.

Le nombre des acquittements s'est élevé à 235 ; 19 mineurs ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et remis à leurs parents et 7 renvoyés dans une maison de correction. 20 emprisonnements à plus

d'une année ont été prononcés, 623 à une durée moindre et 3.940 amendes ont été infligées.

Avant de terminer, je signalerai que durant les premières années, il est une catégorie d'infractions très souvent déferée à la justice : ce sont les contraventions aux lois et règlements sur les forêts. En 1858 notamment, 156 prévenus ont été poursuivis de ce chef ; à partir de cette année, le nombre des poursuites est allé en diminuant et en 1859, particulièrement, le magistrat rédacteur du rapport pouvait dire : « On remarque une notable diminution dans le nombre des affaires soumises au tribunal. Il a été jugé 101 affaires de moins en 1859 qu'en 1858, mais il est bon d'observer que dans le cours de cette dernière année, l'administration des Forêts avait porté à l'audience 65 affaires de plus qu'en 1859. Cette diminution s'explique par les permissions données par l'administration aux habitants qui avoisinent les forêts d'aller y ramasser de l'herbe et du bois mort. Nul doute qu'avec la nouvelle loi du 18 juin 1859 qui facilite les transactions avant tout jugement, le nombre des affaires forestières ne tende encore à diminuer. »

Les prévisions du rapport se sont vérifiées, et durant les dernières années, quelques unités seulement figurent sous cette rubrique.

J'ajouterai également qu'une quinzaine d'infractions contre les cultes (outrages à ministre du culte, outrages à objets servant au culte, troubles dans les églises) ont

été poursuivies ainsi qu'un nombre à peu près égal d'outrages à la morale. On trouve également quelques récidives d'ivresse.

Si, de même que précédemment, nous réunissons les matières de ce chapitre pour trouver les proportions de délinquants classés par âges, nous obtenons les résultats suivants :

Pour 100 individus ayant eu à répondre du chef des infractions étudiées ci-dessus, il y avait :

Hommes âgés de moins de 16 ans . .	2.23 0/0
— 16 à 21 ans. . . .	9.25 0/0
— plus de 21 ans. . . .	73.02 0/0
	84.50 0/0

Femmes âgées de moins de 16 ans . .	0.39 0/0
— 16 à 21 ans. . . .	2.04 0/0
— plus de 21 ans. . . .	13.07 0/0
	15.50 0/0

Et ces délinquants ont fourni dans la criminalité générale les proportions suivantes :

Hommes âgés de moins de 16 ans . .	0.91 0/0
— 16 à 21 ans. . . .	3.79 0/0
— plus de 21 ans. . . .	29.97 0/0
	34.67 0/0

Femmes âgées de moins de 16 ans . .	0.16 0/0
— 16 à 21 ans. . . .	0.83 0/0
— plus de 21 ans. . . .	5.37 0/0
	6.36 0/0

CHAPITRE VII

SUICIDES.

Les statistiques criminelles s'occupent, en dehors des infractions, d'une sorte de faits que je ne veux pas passer sous silence : ce sont les suicides ; s'ils ne tombent pas en effet sous le coup de la loi pénale, ils n'en forment pas moins une criminalité spéciale.

Mais comme cette criminalité est un peu en dehors du sujet de ma thèse, je me contenterai d'indiquer très brièvement les chiffres fournis par les statistiques du Parquet.

Le nombre total des suicides qui ont eu lieu dans l'arrondissement de 1850 à 1903 s'est élevé au chiffre de 1.120, ce qui donne une moyenne de 20,74 par an ; mais il s'en faut de beaucoup que cette moyenne ait été à peu près uniforme pendant les cinquante-quatre années. En effet, considérée par périodes décennales, elle est de 11,50 de 1850 à 1859, de 15,90 de 1860 à 1869, de 19,80 de 1870 à 1879, de 22,40 de 1880 à 1889 et enfin de 30,28 de 1890 à 1903.

Cette progression effrayante des suicides se fait constater surtout en ce qui concerne les hommes qui, pour

un chiffre de 855, donnent une moyenne annuelle de 15,83, moyenne qui était de 8,50 de 1850 à 1859, de 10,80 de 1860 à 1869 et qui s'élève à 15,40 de 1870 à 1879, à 16,30 de 1880 à 1889, et au chiffre énorme de 24,64 de 1890 à 1903. Les femmes sont pour une proportion de 23,66 0/0, soit près du quart des suicidés ; le nombre total de 265 donne une moyenne annuelle de 4,90, moyenne plus stable que celle des hommes, puisque en 1850-1859 elle est de 3, de 5,10 en 1860-1869, de 4,40 en 1870-1879, de 6,10 en 1880-1889 et enfin de 5,64 en 1890-1903.

L'année qui se fait remarquer par son chiffre le plus fort de suicides est celle de 1892 avec le quantum de 42. A quoi faut-il attribuer ce nombre considérable ? Rien ne l'indique dans le rapport du magistrat du Parquet de cette époque, rapport dans lequel la question des suicides est passée sous silence ; mais le rédacteur de celui de 1897, année qui avec celle de 1894 vient immédiatement au-dessous avec le chiffre de 36, le rédacteur, dis-je, de celui de 1897 nous donne en ces termes une raison qui peut, je crois, s'appliquer à l'année 1892 : « Le nombre des suicides a légèrement augmenté : il n'était que de 29 en 1896. On peut attribuer cette augmentation à la misère éprouvée par la population viticole profondément atteinte par les gelées et les maladies qui ont cette année causé de grands ravages dans les vignobles de l'arrondissement. »

Les maladies de la vigne et notamment le phylloxéra,

quoiqu'ayant fait leur apparition à une époque bien antérieure, n'ont amené une véritable misère dans la population vigneronne que vers 1888 ou 1889, et c'est en effet à partir de cette date que le niveau des suicides a été de beaucoup le plus élevé.

D'ailleurs nous trouvons une autre cause indiquée par les magistrats dans le rapport annuel de 1876, année où les suicides s'étaient élevés au chiffre inconnu jusqu'alors de 31 : « Le nombre des suicides, y est-il dit, a augmenté dans des proportions considérables : de 16 il a passé à 31, c'est-à-dire qu'il a presque doublé. On ne saurait attribuer à cette augmentation d'autre cause que l'affaiblissement de plus en plus marqué de toutes croyances religieuses. »

Donc irréligion, d'une part, misère de l'autre, voilà, d'après les magistrats qui ont étudié la question, deux facteurs qui ont eu sur les suicides dans l'arrondissement de Joigny une influence si grande que la dernière période de notre étude, comparée à la première, en a presque triplé le chiffre.

DEUXIÈME PARTIE

CRIMINALITÉ RATIONE PERSONÆ

CHAPITRE PREMIER

L'ÂGE, LE SEXE, LA PROFESSION ET LE DOMICILE DES DÉLINQUANTS.

Nous avons, dans la première partie de cet ouvrage, étudié les infractions commises sur le territoire de l'arrondissement de Joigny ; nous avons vu quel fut leur nombre et quelle suite fut donnée aux procès-verbaux. Nous avons également appris, grâce aux statistiques officielles, quelles peines le tribunal crut devoir prononcer et combien d'acquittements intervinrent ; nous avons eu même quelques détails sur l'âge des prévenus.

Mais si on veut étudier les délinquants eux-mêmes dans leur passé criminel, on se voit obligé d'abandonner ces documents officiels pour rechercher ailleurs des éléments plus précis.

C'est vers le casier judiciaire qu'il faut diriger les recherches, car c'est là que se trouvent réunis pour

chaque individu les extraits des condamnations par lui encourues aux différentes époques de sa vie. Sans doute l'étude de ce casier ne donnera pas des renseignements complets sur les criminels ; elle restera muette notamment sur les tares héréditaires ou physiologiques qui pouvaient affliger les condamnés ; elle n'indiquera pas non plus quels ont été les milieux précis dans lesquels ils vivaient. Mais elle permet pourtant d'approcher assez près de la vérité, car chaque bulletin indique quels étaient l'âge, la profession et le domicile du délinquant.

Or, les bulletins de condamnations étant pour chaque individu centralisés au chef-lieu de son arrondissement d'origine, on peut, par le dépouillement du casier judiciaire, se rendre un compte à peu près exact de la manière d'être de la récidive. Je dis à dessein qu'on peut s'en rendre un compte « à peu près exact », car je ferai remarquer que les lois d'amnisties qui sont votées assez fréquemment enlèvent du casier judiciaire un nombre assez grand de fiches dont il ne reste plus trace ; mais comme ces amnisties ne portent en général que sur des infractions de peu d'importance criminelle, je ne crois pas que les résultats de mon travail en soient beaucoup faussés ; d'ailleurs je dirai de suite que chaque fois qu'un indice quelconque m'indiquait une infraction amnistiée, je la relevais néanmoins, diminuant ainsi les chances d'erreur.

Il ressort de ces courtes explications que la seconde

partie de ma thèse repose uniquement sur les données fournies par le casier judiciaire établi au greffe du tribunal civil de Joigny : je les ai étudiées depuis l'établissement de cette institution (1) jusqu'au 31 décembre 1903, soit pendant une période sensiblement égale à celle de la criminalité *ratione loci*, car les bulletins dressés antérieurement à 1850 ont presque tous disparu, supprimés qu'ils ont été par suite d'amnisties, de décès des délinquants et aussi en exécution de la circulaire de la Chancellerie en date du 8 décembre 1868 qui prescrivait l'enlèvement des bulletins concernant des octogénaires.

Abstraction faite des bulletins de faillites et de liquidations judiciaires, ainsi que de ceux des poursuites disciplinaires contre officiers ministériels, je me suis trouvé en présence de 15.626 fiches représentant chacune une condamnation.

Elles se rapportaient à 9.560 individus répartis en 7.638 hommes et 1.922 femmes, lesquelles forment le cinquième du nombre des condamnés, soit la proportion exacte de 20,10 0/0. Si on compare ce résultat à celui fourni par la première partie de mon étude, on remarque qu'ici la criminalité des femmes est plus forte puisque, *ratione loci*, elle n'était que de 16,31 0/0.

(1) Le casier judiciaire a été établi par une circulaire de la Chancellerie du 6 novembre 1850 qui a prévu le classement des condamnations remontant à une époque antérieure de vingt ans à cette date. Diverses circulaires sont intervenues pour réglementer cette institution qui a été consacrée par la loi du 5 août 1899 modifiée par celle du 11 juillet 1900.

Ces chiffres peuvent surprendre d'abord, peut-être même faire douter de l'exactitude des statistiques dressées par le ministère, celle fournie par le casier judiciaire et que j'ai relevée ne permettant pas d'erreurs appréciables. S'il fallait choisir entre l'une et l'autre, c'est la statistique du casier qui devrait l'emporter ; mais, en réalité, il n'en est rien, et on peut expliquer les raisons de cette différence : en effet, les femmes se déplacent beaucoup moins que les hommes ; elles sont plus attachées au foyer qu'elles quittent rarement étant célibataires ; quand elles abandonnent le pays, c'est la plupart du temps pour suivre un mari et rentrer dans une nouvelle famille.

J'en conclurai que, parmi les étrangers qui viennent se faire condamner par le tribunal civil de Joigny, le nombre des hommes est beaucoup plus considérable que celui des femmes. J'ajouterai même que ce ne sont pas de vrais immigrants, mais bien plutôt des passagers.

Ainsi, et c'est une autre conclusion qui a sa valeur, dans les chiffres que nous avons trouvés dans la première partie de cette étude, il y a un contingent de criminels qui ne peut vraiment pas être imputé à la population réelle de l'arrondissement. Il ne faut pas oublier, en effet, que ce territoire est traversé par des routes nationales qui, partant de Paris, drainent à travers toute la France la population errante des vagabonds, et que cette catégorie de délinquants a fourni à cet arrondissement, *ratione loci*, un nombre total de 1.158 justicia-

bles dans lequel les femmes ne figuraient que pour celui de 53, soit une proportion de 4,58 0/0. Il est alors évident que les hommes formant pour ce délit seul une proportion de 95,42 0 0, il en résulte pour les femmes une diminution apparente de la criminalité.

Ce que je viens de dire du vagabondage s'applique également à la rupture de ban, puisque la proportion des hommes a été de 96,75 0 0, et aussi à la mendicité, quoiqu'à un degré moindre, car pour cette sorte d'infraction les hommes arrivaient pour un quantum de 94,53 0/0.

Il m'a paru intéressant de rechercher quelle était la part contributive de chaque classe de la société dans cette criminalité *ratione personæ*. J'ai donc essayé de classer toutes les professions relevées sur les fiches en un nombre de catégories que j'ai restreint le plus possible afin d'arriver plus sûrement à une classification rationnelle et exacte. Il est bien évident en effet que plus les catégories sont restreintes, plus elles sont en même temps générales, et la généralité permet de faire rentrer dans une même classe des professions qui, quoique dissimilaires quant à leur objet, impliquent de la part de ceux qui les exercent une même situation sociale. Ainsi, par exemple, j'ai réuni dans une seule colonne, sous la rubrique « ouvriers », tous ceux qui travaillent par eux-mêmes les matières premières, sans distinguer ceux qui se spécialisent dans le travail du bois, dans celui du fer, etc...., ainsi que le fait le compte annuel des travaux des tribunaux de France, et je pense avoir employé un

système plus sûr, étant donné qu'il est très difficile parfois d'assigner à telle profession une limite bien précise.

Est-ce à dire pour cela que j'ai évité toutes chances d'erreurs ? Je ne le prétends pas. En effet, pour prendre le même exemple, j'ai réuni, comme je le disais plus haut, sous la rubrique « ouvriers », tous ceux qui par eux-mêmes travaillaient les matières premières ; mais est-on toujours certain de la véritable profession du délinquant ?

Les tribunaux se contentent, et bien forcément, des simples déclarations de ceux-ci en ce qui concerne leurs moyens d'existence ; et combien de vagabonds notamment, n'iront pas se vanter devant leurs juges, qu'ils n'ont fait œuvre de leurs mains depuis des années, et indiqueront au président une profession plus ou moins fantaisiste qu'ils n'ont jamais exercée ou à laquelle ils auront seulement travaillé pendant quelques jours ? Leurs déclarations seront pourtant reçues et consignées faute de preuves sur leurs fiches individuelles, et, me trouvant en présence d'un boulanger, je ne saurai pas si c'est réellement un ouvrier boulanger ou un individu sans aveu, de sorte que dans ma statistique ces deux classes de la société pourront se trouver réunies.

D'autre part, quelle différence au point de vue social entre le patron et l'ouvrier boulanger, celui qui travaille, s'entend ? Ils fournissent un travail manuel qui ne diffère pas beaucoup pour les deux ; souvent l'ouvrier est un apprenti qui s'établira à son compte lorsque son apprentissage sera terminé. Il m'a donc semblé

qu'ils devaient être compris sous la même rubrique ; mais lorsque je me trouverai en présence du patron d'une grande boulangerie qui, pour employer une expression vulgaire, ne met jamais la main à la pâte et se contente de surveiller ses nombreux commis et de diriger l'exploitation de son fonds, je ne connaîtrai pas cette situation, et je le rangerai encore dans la classe des ouvriers, alors que celle des industriels ou des négociants lui serait applicable avec plus de raison.

Ce que je viens d'expliquer en ce qui concerne les ouvriers, s'applique également aux négociants et industriels, aux cultivateurs et aux manouvriers.

Il arrive aussi fréquemment que dans le cours de sa vie un délinquant change de métier, que d'ouvrier il devienne manouvrier, puis cultivateur et qu'il se fait condamner sous ces diverses rubriques ; j'ai essayé alors de relever celle qui me paraissait la plus exacte par suite, soit de sa fréquence, soit de la situation sociale du délinquant, et je ne crois pas avoir commis là de grosses erreurs.

Il se produit également quelquefois ce fait déplorable : un individu occupant dans la société une situation assez élevée, se trouve démoralisé par suite d'une première condamnation, se décline et tombe dans ce milieu sans nom des gens sans aveu, réceptacle universel des égarés. Je citerai comme exemple celui d'un huissier né en 1830 dans l'arrondissement de Joigny : il est mis en 1866 en état de faillite pour avoir fait des actes

de commerce ; la Cour d'assises d'Auxerre le condamne une première fois en 1867, alors qu'il avait 36 ans, à cinq ans de réclusion pour faux et le bulletin n° 1 le donne comme ancien huissier ; il quitte alors l'arrondissement pour se rendre à Paris, refuge des déclassés et y devient concierge ; il y est condamné deux fois par le tribunal de la Seine en 1873, d'abord à deux ans de prison et 50 francs d'amende pour vol et abus de confiance, et ensuite à treize mois d'emprisonnement pour vol et abus de confiance ; une quatrième condamnation lui est infligée par le tribunal de Joigny en 1876 pour rupture de ban, et la seule profession qu'il ait avouée à cette époque est celle de journalier, n'accusant d'ailleurs aucune résidence fixe.

Comme femme, je citerai également le cas d'une institutrice qui, après avoir subi une condamnation à trois mois de prison pour abus de confiance, escroquerie et vol, a été condamnée à nouveau deux fois, l'une pour escroquerie et l'autre pour abus de confiance ; or, sur les deux dernières fiches, elle est indiquée « sans profession », ce qui doit être exact d'ailleurs, car les noms de guerre qu'elle se donne et les luxueux quartiers qu'elle habite à Paris indiquent suffisamment quel genre d'industrie elle pratique.

Dans ces cas, j'ai cru devoir placer ces individus dans la colonne correspondant à leur profession première, profession que, justement, ils ont été obligés de quitter par suite de leur condamnation.

Il m'était impossible, on le comprend, de respecter toutes ces divisions et tous ces changements. Je ne nie pas qu'ils aient leur intérêt ; mais en se lançant dans une pareille étude on risque de s'égarer. J'ai donc dû établir de grandes catégories et procéder par généralités.

Ceci dit, et sous le bénéfice de ces observations, les 9.560 délinquants originaires de Joigny peuvent être classés de la manière suivante :

Les rentiers sont, avec le chiffre de 49, dans une proportion de 0,51 0/0. Ce nombre est évidemment très faible ; il n'est d'ailleurs pas mathématiquement exact puisque, conformément à ce que j'ai déjà expliqué plus haut, je n'ai point compté parmi eux ceux qui, étant récidivistes, exerçaient une autre profession au moment de leur première condamnation.

Il serait très intéressant de comparer ce chiffre à celui de la population entière des rentiers de l'arrondissement de Joigny ; il aurait été d'autant plus important de connaître cette dernière que les tableaux que j'ai dressés nous font voir que plus de la moitié des condamnés de cette catégorie était domiciliée hors de l'arrondissement. Mais aucun document n'a pu nous renseigner à ce sujet, le résultat des divers recensements n'étant publié que par département.

Pour montrer tout ce que l'étude du casier judiciaire peut fournir d'éléments aux criminalistes, comment elle précise la moralité des condamnés, j'analyserai ici,

d'après les tableaux que j'ai dressés, la criminalité des rentiers et des individus exerçant une profession libérale. Les autres catégories de délinquants pourraient être étudiés de la même manière, et ces recherches donneraient des résultats aussi précis à ceux qui auraient le loisir de les entreprendre.

Sur les 49 rentiers, nous remarquons seulement 6 récidivistes, cinq condamnés deux fois, et un cinq fois. Ce dernier, d'ailleurs, exerçait une véritable profession, profession illicite, puisque c'est elle qui l'a conduit sur les bancs de la police correctionnelle ; nous trouvons en effet prononcées contre lui 5 condamnations pour tenue de jeux de hasard. Quant aux autres récidivistes, l'un fut condamné deux fois pour pêche, un autre pour injures publiques et pour chasse, un troisième pour outrages à officier ministériel et injures à particulier et pour injures publiques, un quatrième pour chasse et pour outrage public à la pudeur, et enfin le cinquième pour chasse et pour coups à sa femme, à qui d'ailleurs il avait dû donner une marque très sensible de son affection puisque cet incident conjugal lui rapporta deux années d'emprisonnement.

Pour les délinquants primaires, nous trouvons 4 femmes condamnées pour : vol, infraction à la police des chemins de fer, blessures involontaires et divagation d'un animal dangereux, diffamation publique, et 2 autres pour logements insalubres.

Les autres condamnés se répartissent ainsi :

9 délinquants de chasse.

8	—	injures ou diffamation.
6	—	pêche.
3	—	police des chemins de fer.
3	—	logements insalubres.
2	—	violences volontaires.
1	—	attentats à la pudeur sur enfants.
1	—	abus de confiance.
1	—	coupe de fourrage à autrui.
1	—	outrage à garde et ivresse.
1	—	outrage à agents et rébellion.
1	—	port d'arme prohibée.

Les peines prononcées contre tous les rentiers ont été : 40 amendes, 7 emprisonnements d'une durée inférieure à un an, et 2 à une durée plus longue.

De ces chiffres nous pouvons conclure que, dans leur généralité, ceux qui commencent à comparaître devant la justice alors qu'ils sont déjà rentiers, ne sont point des criminels dangereux et que c'est une classe de la société dont on peut sans crainte voir augmenter les membres.

On ne pourrait peut-être pas être aussi optimiste à l'égard des gens exerçant une profession libérale ; en effet, s'ils ne participent à la criminalité générale que dans une proportion de 0,41 0/0 avec le chiffre de 40, la simple lecture des condamnations encourues édifiera sur la valeur de ces délinquants.

Nous trouvons prononcées contre eux : une peine aux

travaux forcés à perpétuité, une aux travaux forcés à temps, 3 à la réclusion, 12 à plus d'un an d'emprisonnement, 9 à moins d'un an, et 14 à l'amende.

4 femmes figurent au nombre des condamnés : une pour avortement, une pour homicide involontaire, une pour abus de confiance, escroqueries et vol et la quatrième pour vol et adultère.

Le nombre des récidivistes s'est élevé au chiffre de 14 et celui des infractions graves a été très important ; on relève notamment de nombreux faux, abus de confiance, escroqueries, détournements de deniers publics et violences, un attentat à la pudeur, un outrage aux bonnes mœurs, un exercice illégal de la médecine, une mise en vente sans autorisation de substances vénéneuses, quelques chasses et diffamations, 2 désertions, 2 fraudes commerciales, une rébellion et d'autres infractions de moindre importance.

Les propriétaires-cultivateurs sont au nombre de 1.401, soit 14,66 0/0 ; les employés, avec le chiffre de 179, sont dans une proportion de 1,87 0/0, les ouvriers dans celle de 25,71 0/0 pour un quantum de 2.457 ; 994 domestiques représentent 10,40 0/0 de cette criminalité et les manouvriers 27,58 0/0 pour un nombre de 2.636 ; enfin les gens indiqués comme étant sans profession ou auxquels il a été impossible d'en assigner une par suite du silence des fiches, figurent dans ce pourcentage avec le nombre de 824, représentant 8,61 0/0 de la criminalité *ratione personæ*.

En résumé les résultats sont les suivants :

Pour 100 individus condamnés :

Les rentiers ont donné	0.51
Les professions libérales	0.41
Les négociants et industriels	10.25
Les propriétaires-cultivateurs.	14.66
Les employés	1.87
Les ouvriers	27.71
Les domestiques	10.40
Les manouvriers	27.58
Les gens sans profession ou de profession inconnue.	8.61

Il est à remarquer que la classe des ouvriers et celle des manouvriers forment le plus gros contingent de cette armée de délinquants. Peut-on donner de ce fait une explication plausible? Je le crois.

En effet, si l'on répartit les 15.626 condamnations figurant au casier judiciaire suivant les tribunaux qui les ont prononcées, on voit que, pour 6.328 peines infligées par le tribunal de Joigny, 8.906 l'ont été par d'autres tribunaux et 392 par des tribunaux militaires. Laissant celles-ci de côté pour le moment, nous nous trouvons en présence d'une criminalité représentée par 6.328 condamnations prononcées par le tribunal de Joigny et 8.906 par d'autres tribunaux.

Il saute aux yeux de suite que la moralité des originaires de l'arrondissement qui l'ont quitté pour aller habiter ailleurs a été bien plus mauvaise que celle des individus restés au pays d'origine puisque les chiffres

donnent pour ceux-là une supériorité numérique de 2.578. J'entends bien que dans ce nombre figurent 129 condamnations prononcées par la Cour d'assises d'Auxerre et que rien n'indique si les délinquants de cette catégorie ont commis leurs infractions dans l'arrondissement de Joigny ou dans le reste du département ; mais je me suis appliqué à rechercher quel était leur domicile au moment de leur condamnation et j'ai trouvé que 77 résidaient sur le territoire de Joigny, 34 ailleurs et que 18 n'avaient pas de résidence fixe : j'en ai conclu à peu près sûrement que 77 condamnations s'appliquaient à des infractions commises dans l'arrondissement, que 34 lui étaient étrangères et que les 18 autres étaient douteuses. En conséquence, faisant abstraction de celles-ci, je puis affirmer qu'à cent condamnations près les chiffres des peines infligées par le tribunal de Joigny et par les autres tribunaux ont été respectivement 6.405 et 8.940, donnant encore à cette dernière catégorie une supériorité numérique de 2.525. Donc en chiffres réels les délinquants jugés par les autres tribunaux ont été supérieurs à ceux punis par le tribunal de Joigny d'un nombre de 2.525, résultat qui serait déjà assez sensible si on admettait que les individus nés dans l'arrondissement de Joigny sont partagés en deux fractions égales dont l'une est restée au pays d'origine et l'autre l'a abandonné.

Mais il faut bien se rendre compte que la population émigrée est de beaucoup inférieure en nombre à celle

qui est restée dans l'arrondissement et que par suite la proportion qui existe entre les deux catégories de délinquants doit donner un quantum d'autant plus fort pour les émigrés que ceux-ci sont moins nombreux.

Il eût été d'un grand intérêt de connaître approximativement les chiffres des deux populations pour calculer ce quantum ; mais aucun document n'a pu me les fournir et je serai obligé de raisonner seulement sur des probabilités. Ma période d'étude comporte heureusement une époque assez différente de celle actuelle où les moyens de locomotion et les facilités pécuniaires de déplacement ont donné à la société le goût des voyages et l'ont habituée à quitter les horizons familiers pour courir un peu partout à la recherche de la fortune, et il est bien évident que dans quelque cinquante ans il sera excessivement difficile, sinon impossible, de supputer le nombre des autochtones. Mais l'époque qui nous intéresse n'a pas connu ces grands déplacements d'individus et l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que bien petit était le nombre de ceux qui quittaient la demeure familiale pour aller s'établir au loin ; le cercle des relations de chaque village était très restreint et bien peu le dépassaient.

Je conclus donc à une proportion considérable de délinquants émigrés par rapport au chiffre des aborigènes condamnés. En présence de ce résultat, je me trouve à même de répondre maintenant à la question posée plus haut : pourquoi un nombre si considérable

d'ouvriers et de manouvriers déferés devant les tribunaux ? Le quantum si grand de délinquants de ces catégories s'explique par ce fait qu'en sortant des limites de son arrondissement la population de Joigny avait beaucoup de chances de se corrompre et que seuls ou à peu près les ouvriers et manouvriers étaient, pendant le demi-siècle, objet de mon étude, l'élément voyageur par excellence. Je m'explique, car ces deux points exigent un petit développement.

La population de l'arrondissement de Joigny avait beaucoup de chances de se corrompre en quittant son lieu d'origine : en effet, si l'on examine les cartes dressées au Ministère de la Justice, on remarque que le département de l'Yonne est un de ceux dont la criminalité était la moins forte. Ces cartes représentent les départements de France rangés en 6 catégories suivant l'importance de leur criminalité ; or, le département de l'Yonne, excepté en ce qui concerne la récidive, figurait toujours dans les 3 catégories les plus faibles. On peut dire alors que, comparée à la criminalité de la France entière, la sienne se trouvait dans un rang assez honorable. Il était donc bien à craindre que le jeune homme qui quittait le pays pour chercher aventure ailleurs, se trouvât en contact avec des populations plus mauvaises que celle qu'il venait d'abandonner ; il avait sous les yeux des exemples auxquels il n'était pas habitué. Sans doute pendant les premiers temps il résistait à toutes ces séductions, mais petit à petit sa

délicatesse s'émoussait, les faits dont il était le témoin ne lui paraissaient pas aussi immoraux et, s'il n'appliquait pas sa volonté à dominer le courant qui l'entraînait, il finissait par faillir ; il n'avait plus d'ailleurs en face de lui les personnes qu'enfant il avait appris à connaître et à respecter et il ne redoutait plus de rougir devant elles.

L'originaire de l'arrondissement de Joigny se trouvait donc à la sortie de son pays en présence d'un danger très grand contre lequel il avait à lutter de toutes les forces de sa volonté : mais quel était cet homme qui abandonnait ainsi le toit paternel ? Était-ce le cultivateur ? Certainement non, car sa terre le nourrissait lui et sa famille, et, s'il n'y acquérait pas la richesse, du moins il pouvait y trouver une honnête aisance (1). C'étaient donc l'ouvrier et le manouvrier qui abandonnaient l'arrondissement et qui allaient chercher ailleurs l'occasion d'exercer leurs métiers ; c'étaient eux qui se trouvaient aux prises avec les dangers de la grande route, car le temps n'est pas encore éloigné où les « compagnons » quittaient leurs familles pour aller faire leur tour de France, voyage dangereux au point de vue moral, qu'ils accomplissaient à pied, liant conversation avec tous les passants qu'ils rencontraient.

(1) Je ferai remarquer que ce qui est dit là se rapporte à toute la période de mon étude et que, s'il est malheureusement vrai qu'aujourd'hui le vigneron gagne péniblement sa vie à la culture de ses vignes, il n'en est ainsi que depuis une époque relativement rapprochée.

Après avoir recherché quels ont été le sexe et la profession des délinquants, je dirai quelques mots du domicile des condamnés, élément qui me paraît assez intéressant pour mériter qu'on s'y arrête quelques instants : 6.993 condamnations ont été prononcées contre des individus habitant l'arrondissement de Joigny, 6.453 contre des délinquants fixés sur d'autres territoires, et enfin 2.180 contre des gens sans résidence fixe ou sans domicile connu en France.

Les 6.993 condamnations de la première catégorie se répartissent ainsi : 6.030 prononcées par le tribunal de Joigny, 77 par la Cour d'assises d'Auxerre, chef-lieu judiciaire criminel de l'arrondissement de Joigny, 215 par des tribunaux militaires, 1 par un tribunal commercial maritime et enfin 670 par d'autres tribunaux : parmi ces dernières figurent d'ailleurs les arrêts rendus par la Cour de Paris sur appel de jugements de Joigny. La seconde catégorie est représentée par 144 condamnations émanant de Joigny, 34 de la Cour d'assises d'Auxerre, 167 de tribunaux militaires, 2 de tribunaux commerciaux maritimes et enfin 6.106 infligées par d'autres tribunaux. Les 2.180 condamnations de la troisième catégorie ont été prononcées, savoir : 154 par le tribunal de Joigny, 2.001 par d'autres tribunaux, 18 par la Cour d'assises d'Auxerre et 7 par des tribunaux militaires.

Enfin, pour terminer ce chapitre, il ne me reste plus qu'à étudier les délinquants d'après leur âge. Les résul-

lats trouvés à ce point de vue sont les suivants : les 9.560 condamnés dont les fiches sont classées au casier judiciaire de l'arrondissement ont subi 15.626 condamnations, et lorsque celles-ci leur furent infligées, 588 étaient mineurs de 16 ans, 2.446 étaient âgés de 16 à 20 ans ; ceux de 21 à 24 ans ont donné le chiffre de 2.072 ; ceux de 25 à 29 ans participent à la criminalité pour 2.439. La catégorie d'âge qui a fourni le plus de délinquants est celle des individus âgés de 30 à 39 ans, puisqu'ils donnent le chiffre de 3.922 condamnations, chiffre qui tombe à 2.457 pour ceux âgés de 40 à 49 ans, à 1.271 pour ceux de 50 à 59 ans et à 431 pour ceux de 60 ans et plus.

Des 9.560 condamnés, 552 ont subi leur première condamnation avant d'avoir atteint l'âge de 16 ans, 1.834 étaient âgés de 16 à 20 ans, 1.412 de 21 à 24 ans, 1.507 de 25 à 29 ans, 2.272 de 30 à 39 ans, 1.258 de 40 à 49 ans, 556 de 50 à 59 ans et enfin 169 étaient âgés de 60 ans et plus.

CHAPITRE II

NATURE DES INFRACTIONS. — ÉPOQUES AUXQUELLES FURENT PRONONCÉES LES CONDAMNATIONS. — TRIBUNAUX QUI ONT STATUÉ. — PEINES INFLIGÉES.

A l'encontre des comptes annuels des travaux du tribunal de Joigny où pour chaque affaire n'est relevée que l'infraction la plus grave, dans le dépouillement des bulletins du casier judiciaire, j'ai noté toutes les infractions déférées devant la justice, crimes, délits et même contraventions connexes ; j'ai donc pu recueillir de cette manière un nombre considérable de manquements à la loi qui, avec le système adopté par le ministère, échappent aux statisticiens.

Je répète, afin qu'on ne l'oublie pas, que l'application des amnisties et des circulaires ont fait disparaître du casier un certain nombre de fiches dont nous ignorons complètement aujourd'hui la teneur ; les statistiques officielles nous indiquent que, du 1^{er} janvier 1872 au 31 décembre 1903, 5.723 bulletins avaient été retirés pour des causes diverses : octogénaires, amnistiés, décédés.

Les 15.626 condamnations que j'ai trouvées se rapportent à 17.795 infractions ; 445 de celles-ci, tant cri-

mes que délits, ont été jugées par des tribunaux militaires et 3 par des tribunaux commerciaux maritimes ; si on les écarte par suite de leur psychologie toute spéciale, on se trouve en présence de 307 crimes et 17.040 délits et contraventions connexes. La proportion des crimes par rapport aux délits ne se trouve donc être que de 1,76 0/0, proportion très faible qui pourrait amener des esprits superficiels à sourire à l'expression si souvent employée, de *criminalité de l'arrondissement de Joigny*. Mais à ceux-là je répondrai que le danger social provient moins de la grande criminalité elle-même que de la moyenne ou de la petite criminalité qui familiarise les délinquants avec le mal, qui émousse leur sens moral et qui, petit à petit, peut les entraîner au crime proprement dit. Sénèque n'a-t-il pas dit quelque part : « Nemo ad humanum sanguinem propter ipsum venit, aut admodum pauci ; plures computant quam ode-runt (1) ? »

Je ne puis mieux faire que de rappeler à ce sujet cette page de M. Joly dans *Le Crime* (2), page où se trouvent réunis les témoignages d'autorités dignes de foi.

« Dans ce qu'on appelle les délits, nous pouvons faire deux parts. Nous mettrons dans l'une un grand nombre d'infractions et d'actes peu graves dont la répression est nécessaire au bon ordre de la société, mais dont les auteurs, on peut le croire, ne seront jamais des crimi-

(1) Lettres à Lucilius, XIV.

(2) P. 49.

nels, dans le sens plein du mot. L'autre comprendra des actes émanant d'hommes déjà familiarisés avec le mal ; ces actes mêmes, pris séparément, ne sont pas qualifiés de crimes par la loi ; mais les auteurs de ces actes, par la perversité précoce qu'ils y révèlent, par la facilité avec laquelle ils les accomplissent et les répètent, sont parfaitement dignes d'être appelés en bon français des criminels.

« Les juristes les plus éminents sont loin de le contester. Ils distinguent seulement, et à juste titre, ce qu'ils appellent la petite, la moyenne et la grande criminalité. Il est bien clair qu'ils font rentrer dans les deux premières un très grand nombre de délits, mais ils ont soin d'ajouter :

« Il ne faut pas se laisser tromper par ce mot de moyenne criminalité. Au jugement des bons observateurs, c'est souvent la moyenne criminalité qui est le champ de la dépravation la plus grande. Beaucoup de crimes commis dans l'accès d'un mouvement de colère, de passion, de vengeance, ne sont pas à mettre tout entiers sur le compte précis de l'immoralité, tandis que les condamnations correctionnelles qui ont pour principales sources le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance, supposent, en général, une dépravation profonde. » Ainsi s'exprime la Cour d'appel de Paris. Elle ajoute : « Un certain nombre de délinquants ont trouvé commode de se cantonner dans la classe des petits délits qui ne sont réprimés que par des peines assez légères,

et ils y demeurent jusqu'au moment où leur dépravation, entretenue et ayant eu le temps de s'accroître, les entraîne plus loin dans la carrière du délit ou du crime. Bref, la petite criminalité est le noviciat de la moyenne comme la moyenne est le noviciat de la grande.

« C'est dans le même esprit, c'est avec les mêmes convictions que, devant la commission d'enquête de 1873, un des fonctionnaires les plus distingués de la préfecture de police disait verbalement : La commission a déjà constaté que les condamnés correctionnels sont, en général, plus corrompus que les condamnés criminels.

« Non, en effet, ajouterons-nous, ce ne sont pas les gros crimes bruyants et féroces qui menacent le plus la société, c'est la multitude des petits attentats, c'est cette monnaie du crime qui circule partout, qui partout encourage, développe l'immoralité, le vol, le délit perpétuel et trop souvent impuni. »

Ceci dit, je passerai à l'étude des infractions elles-mêmes en les divisant en crimes et en délits ou contraventions connexes ; mais j'en distrairai celles jugées par des tribunaux militaires pour en parler auparavant, et ce, sans faire de distinction entre celles qualifiées crimes et les autres. En effet, les faits déférés devant les conseils de guerre prennent devant cette juridiction un cachet tout spécial dont la répercussion se fait sentir dans l'application des peines : je n'en veux prendre pour exemple que celui d'un soldat condamné à deux

ans de travaux publics pour avoir brisé un clairon appartenant à l'Etat, alors qu'un autre soldat s'est vu infliger un an seulement d'emprisonnement pour attentat à la pudeur commis sur un de ses camarades.

Les 395 jugements de tribunaux militaires, dans lesquels j'ai fait figurer par suite de leur similitude de caractère les trois condamnations émanant des tribunaux commerciaux maritimes, s'appliquent à 445 infractions qui, réparties selon leur nature, donnent les chiffres suivants : 122 vols ou vols qualifiés, 3 escroqueries, 11 abus de confiance, 1 attentat à la pudeur, 13 rébellions, 21 violences volontaires, 1 violence qualifiée crime, 34 outrages et injures, 8 faux, 1 banqueroute frauduleuse, 218 infractions purement militaires (parmi lesquelles il faut citer de nombreuses ventes ou dissipations d'effets) dont 3 jugées par les tribunaux commerciaux maritimes, et enfin 15 autres infractions.

Le reste de la criminalité se divise en 307 crimes et 17.040 délits ou contraventions connexes.

En ce qui concerne les crimes, 8 ont été jugés par le tribunal correctionnel de Joigny compétent en vertu de l'article 68 du Code pénal, 136 par la Cour d'assises de l'Yonne et 163 par d'autres tribunaux, ce qui, ici encore, nous montre la criminalité plus grande des « déracinés ».

Les vols qualifiés sont au nombre de 133, réprimés : 5 par le tribunal correctionnel de Joigny, 46 par la Cour d'assises d'Auxerre et 82 par d'autres tribunaux.

L'abus de confiance qualifié a provoqué 5 condamnations : 4 du tribunal de Joigny, 3 d'autres juridictions et 1 de la Cour d'assises de l'Yonne. Une extorsion qualifiée de signature a été jugée par cette Cour ; 4 détournements de deniers publics qualifiés crimes ont été réprimés : 3 par la Cour d'assises d'Auxerre et 1 par un autre tribunal. La banqueroute frauduleuse a participé à cette criminalité pour le chiffre de 7 : 3 de ces affaires ont été jugées par la Cour d'assises d'Auxerre et 4 par d'autres tribunaux. Si on ajoute à ces infractions 16 incendies, on aura le bilan des crimes contre la propriété ; les juridictions qui ont statué pour ces incendies se répartissent ainsi : pour 13 arrêts de la Cour d'assises d'Auxerre, 3 autres tribunaux seulement ont été appelés à réprimer ce crime, ce qui vient confirmer ce que j'avais dans la première partie de ma thèse, à savoir que l'incendie était en général un crime local principalement commis par les petits propriétaires du sol.

Les crimes contre l'ordre public sont représentés par 31 faux, 5 faux-monnayage et une corruption de fonctionnaire qualifiée crime : cette dernière a été jugée par une autre juridiction. Les 31 faux ont été déférés : 16 devant la Cour d'assises d'Auxerre et 15 devant d'autres tribunaux. Quant aux faux-monnayage, 4 relevaient de la Cour d'assises de l'Yonne et 1 d'une autre juridiction.

La criminalité contre les mœurs se résume en 61 attentats ou viols, chiffre qui prendra toute sa valeur si

on se rappelle ce que j'ai dit dans un des chapitres précédents sur le système de la correctionnalisation. 2 mineurs de 16 ans ont été traduits de ce chef devant le tribunal correctionnel de Joigny, 27 individus ont eu à répondre de cette prévention en Cour d'assises d'Auxerre et 32 devant d'autres tribunaux.

Enfin pour faire suite aux crimes contre les mœurs, il y a lieu de parler, comme transition avec ceux contre les personnes, de l'avortement, de l'infanticide et de la suppression d'enfant qualifiée crime : deux originaires de l'arrondissement de Joigny ont été poursuivis de ce dernier chef, une fois en Cour d'assises de l'Yonne et une autre fois ailleurs. 2 avortements ont été également déférés devant d'autres juridictions, et 16 infanticides ont été réprimés moitié par la Cour d'assises de l'Yonne et moitié par d'autres juridictions.

Les autres crimes contre les personnes sont représentés par 8 coups qualifiés crimes et 15 meurtres ou assassinats : 7 de ceux-ci ont été jugés par la Cour d'assises de l'Yonne et 8 par d'autres tribunaux ; quant aux coups qualifiés, 7 l'ont été par la Cour d'assises d'Auxerre et 1 par une autre juridiction.

Les 17.040 délits ou contraventions connexes que nous trouvons au casier judiciaire se divisent en 4.405 infractions contre la propriété, 1.968 contre l'ordre public, 3.970 contre les personnes, 463 contre les mœurs et enfin 6.234 autres infractions, ce qui, pour 100 infractions poursuivies, donne le résultat suivant :

Infractions contre les propriétés . . .	25.85 0/0
— l'ordre public. . .	11.54 0/0
— les personnes. . .	23.29 0/0
— les mœurs	2.71 0/0
Autres infractions	36.61 0/0

Si nous recherchons la composition de ces différentes catégories, nous trouvons les résultats suivants :

Les délits contre les propriétés sont représentés par 3.757 vols, 284 escroqueries, 356 abus de confiance et 1 détournement de deniers publics. Ce dernier délit a été jugé par un autre tribunal ; les 3.757 jugements réprimant les vols sont répartis en 1.480 prononcés par le tribunal correctionnel de Joigny et 2.277 par d'autres tribunaux ; ceux relatifs aux escroqueries se divisent en 61 émanant du tribunal de Joigny et 223 d'autres juridictions ; et enfin les 356 abus de confiance ont été jugés : 69 par le tribunal de Joigny et 287 ailleurs. Le pourcentage des travaux des différents tribunaux en ce qui concerne les délits contre les propriétés donne donc les proportions de 36,54 0/0 pour le tribunal de Joigny et 63,46 0/0 pour les autres tribunaux.

Les 1.968 délits contre l'ordre public proviennent de 213 ruptures de ban ou infractions à interdiction de séjour, 852 vagabondages, 597 mendicités, 296 rébellions, auxquelles sont souvent jointes des contraventions d'ivresse, 8 faux-témoignages, 1 usure et 3 corruptions. Si nous étudions la participation des différents tribunaux dans cette criminalité, nous trouvons

que le tribunal correctionnel de Joigny a prononcé des condamnations dans 3 affaires de faux-témoignage, 11 ruptures de ban ou infractions à interdiction de séjour, 24 vagabondages, 49 mendicités, et 76 rébellions, soit un total de 163 condamnations. Les autres tribunaux ont réprimé : 3 corruptions, 1 usure, 5 faux-témoignages, 202 ruptures de ban ou infractions à interdiction de séjour, 828 vagabondages, 548 mendicités et 220 rébellions, soit un total de 1.805 infractions. Le pourcentage est donc celui-ci : tribunal de Joigny, 8,68 0/0 ; autres tribunaux 91,32 0/0.

Les délits contre les personnes, au nombre de 3.970, se répartissent en 1.349 injures, diffamations et outrages (dont 4 ou 5 au chef de l'Etat et une dizaine à ministres du culte), 2.603 coups et 18 suppressions d'enfant ; de ces délits, le tribunal correctionnel de Joigny a réprimé 510 outrages, injures ou diffamations, 1.345 violences volontaires et 14 suppressions d'enfant, ce qui fait 4 suppressions d'enfant, 1.258 violences volontaires et 839 outrages, injures ou diffamations jugées par d'autres tribunaux, soit une proportion de 47,07 infractions contre les personnes réprimées par le tribunal de Joigny pour cent affaires de cette catégorie et 52,93 0/0 par d'autres tribunaux.

307 outrages publics à la pudeur, 25 excitations de mineurs à la débauche, 129 adultères ainsi que 2 infractions de vagabondage spécial forment les 463 délits contre les mœurs. Il est à remarquer que le vagabon-

dage spécial, cette gangrène des grandes villes, est à peu près ignoré des originaires de l'Yonne, puisque deux seulement ont été réprimés par d'autres tribunaux ; ceux-ci ont en outre prononcé des jugements de condamnations pour 18 excitations de mineurs à la débauche, pour 156 outrages publics à la pudeur et pour 109 adultères, soit une criminalité de 61,55 0/0 ; la proportion de 38,45 0 0 pour le tribunal de Joigny est donnée par 7 excitations de mineurs à la débauche, 151 outrages publics à la pudeur et 20 adultères.

Enfin pour terminer cette répartition des infractions, la dernière catégorie qui nous reste à étudier est celle qui comprend la banqueroute, la tromperie sur la quantité et la qualité de la marchandise vendue, la chasse et tous les autres délits et contraventions connexes. Cette criminalité comprend 136 banqueroutes, 633 fraudes commerciales, 2.115 délits de chasse et 3.349 autres infractions. Tous ces délits se répartissent de la manière suivante entre les différents tribunaux : à celui de Joigny, il faut attribuer les condamnations infligées dans 51 banqueroutes, 141 tromperies, 1.394 délits de chasse et 1.429 autres délits ; aux autres tribunaux, la différence existant, soit 85 banqueroutes, 492 tromperies, 721 délits de chasse et 1.920 autres délits, ce qui donne le pourcentage suivant : 48,36 0 0 pour Joigny et 51,64 0/0 pour les autres juridictions.

On peut constater que les délits de chasse sont commis environ deux fois plus dans l'arrondissement de Joigny

qu'ailleurs, ce qui tient aux bois nombreux situés sur son territoire où vivent des familles de braconniers et aussi à ce fait que nombre de rentiers, de gens retirés des affaires, occupent leurs loisirs à la poursuite du gibier et se laissent aller à enfreindre les lois et règlements qui régissent le droit de chasse.

On remarquera également qu'une proportion considérable des tromperies a été jugée par d'autres tribunaux ; or, par l'étude du casier judiciaire, je me suis rendu compte que Paris était la ville où les originaires de l'arrondissement pratiquaient le plus ce genre d'infractions : en effet, le commerce exercé à l'extérieur par ceux-ci était presque uniquement celui des vins, vins provenant des vignobles de l'arrondissement ou du département et vendus au détail dans la grande ville non sans avoir été fort souvent au préalable falsifiés par des additions d'eau.

J'ai trouvé, parmi les délits classés sous la rubrique « autres », une sorte d'infraction qui, pour n'être pas très fréquente, n'en a pas moins été commise à peu près uniquement par une certaine catégorie de contrevenants : c'est l'usage de timbres-poste ayant déjà servi ; j'ai constaté que ce genre d'infraction avait surtout été commis par des jeunes filles âgées de 18 à 20 ans et domestiques de culture.

Les délits de pêche ne sont pas rares, quoique bien moins nombreux que ceux de chasse ; j'ai relevé également une vingtaine de condamnations pour entraves à

L'exercice du culte et outrage envers les objets servant au culte. Il faut également ajouter deux ou trois violations de tombeaux, une vingtaine de récidives d'ivresse, un très grand nombre de coupes et enlèvements de bois et un nombre considérable de contraventions d'ivresse. Mais, en général sont rangées sous la rubrique « autres infractions » des infractions n'intéressant que médiocrement la criminalité par suite soit de leur peu de fréquence, soit du peu de malice de leurs auteurs. On trouve néanmoins certains délinquants récidivistes de délits peu importants en eux-mêmes, comme celui de garde à vue de bestiaux sur le terrain d'autrui ou celui commis par M... Ulys Henry Uranus (*sic*), cocher de profession, qui avait coutume sans doute de graviter illégalement dans les cours des gares, puisque de 1885 à 1899 il fut condamné huit fois par le tribunal de la Seine pour infractions à la police des gares.

Le tableau comparatif des proportions des différentes catégories de délits par rapport aux deux criminalités *ratione loci* et *ratione personæ* donne les résultats suivants.

<i>Ratione loci</i>		<i>Ratione personæ</i>
22.46 0/0	Infractions contre les propriétés . .	25.27 0/0
15.83 0/0	— l'ordre public . .	11.30 0/0
19.40 0/0	— les personnes . .	22.81 0/0
1.71 0/0	— les mœurs . . .	2.66 0/0
40.60 0/0	Autres infractions.	37.96 0/0

Les 17.795 infractions tant civiles que militaires ont

été réprimées par 15.626 jugements prononçant condamnations. Les peines infligées se répartissent ainsi : 5.915 amendes émanant, 3.194 du tribunal de Joigny, 2.717 d'autres tribunaux et 4 de tribunaux militaires ; 8.564 peines d'emprisonnement d'une année et moins et 621 de plus d'un an, soit pour celles-ci la proportion de 6,76 pour 100 condamnations à l'emprisonnement. Le tribunal de Joigny a prononcé 64 peines fortes et 2.896 peines faibles ; quant aux autres tribunaux les chiffres sont respectivement 385 et 5.457 ; la Cour d'assises d'Auxerre a infligé 59 peines de prison de plus d'un an et 7 d'une durée inférieure ; enfin pour 113 peines fortes émanant de tribunaux militaires, on trouve 201 peines faibles auxquelles il faut en ajouter 3 prononcées par les tribunaux commerciaux maritimes. Si l'on compare entre elles les proportions de peines fortes infligées respectivement par le tribunal de Joigny et les autres tribunaux, eu égard aux emprisonnements prononcés par eux, on trouve qu'alors que celui-là les a appliquées dans la proportion de 2,16 0/0, elles ont été trois fois plus nombreuses chez ceux-ci, soit 6,59 0/0.

En dehors de ces condamnations, 65 réclusions ont été prononcées : 24 par la Cour d'assises de l'Yonne, 18 par des juridictions militaires et 23 par d'autres tribunaux.

3 peines de détention seulement sont relevées, infligées par des tribunaux militaires ; les infractions qui figurent sur les bulletins 1 les concernant étaient con-

nexes à des faits de la Commune qui avaient motivé ces détentions. Et à ce propos, j'indiquerai que nombre d'originaires de l'arrondissement de Joigny résidant à Paris s'étaient lancés à corps perdu dans le mouvement révolutionnaire, ce qui amena à la fin de la répression de multiples condamnations à la détention et à la déportation, condamnations qui n'ont pas laissé de traces au casier par suite des amnisties qui sont intervenues. Si l'on se rappelle le portrait politique que je faisais du département de l'Yonne, on ne s'étonnera pas que ses enfants se soient laissés entraîner, et je citerai ce fait particulier qu'un certain journal du département avait cru bon de paraître divisé en deux parties, l'une réservée aux idées versaillaises, l'autre à celles de la Commune, ce qui ménageait habilement la transition entre les deux régimes si le gouvernement révolutionnaire avait triomphé.

Les tribunaux militaires ont prononcé 34 condamnations aux travaux publics. Quant aux travaux forcés à temps, ils ont été appliqués 77 fois : 30 par la Cour d'assises d'Auxerre, 14 par des tribunaux militaires et 33 par d'autres tribunaux. On remarquera que cette peine a été à peu près également infligée par la Cour d'assises de l'Yonne et par les autres Cours ; et cette proportion subsiste en ce qui concerne les travaux forcés à perpétuité, puisque pour 10 condamnations à cette peine, 5 l'ont été par la Cour d'assises du département et 5 par d'autres Cours. Enfin 5 peines de mort ont été

prononcées : 2 par des tribunaux militaires, 2 par la Cour d'assises d'Auxerre et 1 par une autre Cour ; mais si des condamnations de ce genre ont été exécutées, nous les ignorons, les bulletins ne parvenant pas dans ce cas au greffe d'origine.

En dehors de ces condamnations, 422 jugements ont acquitté des mineurs de 16 ans comme ayant agi sans discernement et les ont remis à leurs parents et 210 les ont renvoyés dans une maison de correction. Nous avons vu dans la première partie de cette thèse que le tribunal de Joigny avait fait une application à peu près égale des deux modes prévus par le Code pénal ; ici, au contraire, ses décisions considérées *ratione personæ* se départagent différemment, car pour 61 jugements de ce tribunal confiant la garde des enfants aux parents, 113 les renvoient en maison de correction. Les autres tribunaux ont prononcé 61 remises aux parents et 95 renvois en maison de correction ; à cette catégorie il y a lieu d'ajouter deux arrêts de la Cour d'assises de l'Yonne.

Si nous remarquons que 588 jugements ont été prononcés contre des mineurs de 16 ans, nous voyons que 256 de ceux-ci ont été reconnus avoir agi avec discernement, soit une proportion de 43,53 0/0.

Nous étudierons maintenant les 15.626 condamnations recueillies au casier judiciaire de Joigny en nous attachant aux époques auxquelles elles ont été prononcées. Nous nous trouvons en présence de 2.617 fiches

antérieures à 1861 ; la période de 1861 à 1870 donne le quantum de 2.292 ; celle de 1871 à 1880 participe à la criminalité pour un nombre de 3.154 ; 3.362 condamnations ont été prononcées de 1881 à 1890 ; et enfin pendant les treize dernières années interviennent 4.201 condamnations. Les moyennes annuelles sont : 229,20 pour la période 1861-1870, 313,40 pour celle de 1871-1880, 336,20 pour celle de 1881-1890 et 323,15 pour celle de 1891-1903. Le nombre annuel des délinquants a donc augmenté de 1861 à 1890 pour diminuer un peu à partir de cette époque, progression justement inverse de celle fournie par le nombre des individus condamnés par le tribunal correctionnel de Joigny dans la criminalité *ratione loci*, car les moyennes de ces condamnations ont été les suivantes : 284 pour 1860-1869, 273,80 pour 1870-1879, 259,40 pour 1880-1889 et enfin 371,38 pour 1890-1903.

Il me paraît également intéressant de rechercher dans ces différentes époques quelles ont été les proportions des condamnations prononcées par le tribunal de Joigny et de celles infligées par les autres tribunaux : jusqu'en 1860 on trouve au casier judiciaire de Joigny 1.481 fiches émanant de ce tribunal pour 1.017 provenant d'autres tribunaux ; de 1861 à 1870, les chiffres respectifs sont 1.007 et 1.203 ; de 1871 à 1880, 1.276 et 1.772 ; de 1881 à 1890, 1.102 et 2.168 ; et enfin de 1891 à 1903, 1.462 et 2.617.

Comparés entre eux ces chiffres donnent les proportions suivantes :

	Condamnations prononcées par le tribunal de Joigny	Condamnations émanant d'autres tribunaux
en 1861-1870. .	45.56 0/0	54.44 0/0
en 1871-1880. .	41.88 0/0	58.12 0/0
en 1881-1890. .	33.70 0/0	66.30 0/0
en 1891-1903. .	33.84 0/0	66.16 0/0

Les jugements prononcés par le tribunal de Joigny s'élevant de 1861 à 1903 au chiffre de 4.847, la répartition dans les différentes périodes donne les proportions suivantes : 20,77 0/0 en 1861-1870, 26,32 0/0 en 1871-1880, 22,73 0/0 en 1881-1890 et enfin 69,82 0/0 en 1891-1903. Étudiés de la même manière, les 7.760 jugements prononcés par d'autres tribunaux donnent les résultats suivants : 15,50 0/0 en 1861-1870, 22,83 0/0 en 1871-1880, 27,93 0/0 en 1881-1890 et 66,26 0/0 en 1891-1903.

J'attire l'attention sur ce fait que dans ces calculs, je n'ai pas fait entrer en ligne de compte la période antérieure à 1861 ; j'estime en effet que les résultats auraient pu en être faussés, le nombre des fiches de cette date étant celui le plus atteint par suite des suppressions concernant les décédés et les octogénaires.

En dehors des condamnations émanant du tribunal de Joigny et d'autres tribunaux, il est encore deux catégories dont je n'ai pas fait état : celles prononcées par la Cour d'assises d'Auxerre et celles infligées par les

tribunaux militaires ; en effet, comme il a été dit plus haut, il est impossible de savoir si les peines infligées par la Cour d'assises d'Auxerre se rapportaient à des infractions commises sur le territoire de Joigny, aussi j'ai cru devoir les écarter de mes pourcentages.

En ce qui concerne les tribunaux militaires, la criminalité que réprime cette juridiction m'a paru avoir à notre point de vue un médiocre intérêt, fort spéciale qu'elle est le plus souvent.

Je noterai néanmoins que cette juridiction a jugé 79 individus avant 1861, 65 de 1861 à 1870, 81 de 1871 à 1880, 69 de 1881 à 1890 et 95 de 1891 à 1903 ; de plus les tribunaux commerciaux maritimes ont prononcé une condamnation de 1861 à 1870 et 2 de 1871 à 1880.

La Cour d'assises d'Auxerre a condamné 40 délinquants pendant la période antérieure à 1861, 16 de 1861 à 1870, 23 de 1881 à 1890 et 27 de 1891 à 1903.

CHAPITRE III

RÉHABILITATION. — SURSIS. — RELÉGATION.

Notre régime pénal ne s'attache pas seulement à punir les condamnés et à leur appliquer des peines répressives et exemplaires, il consacre également une institution qui a pour effet de détruire, en retour du repentir obtenu et de l'amendement constaté, les derniers vestiges de la condamnation.

C'est l'application de cette institution aux condamnés originaires de l'arrondissement de Joigny que je veux étudier au commencement de ce chapitre. Mais il est utile que j'indique de suite à quel point de vue j'ai voulu me placer :

En effet, depuis la loi du 1^{er} août 1899, modifiée par celle du 11 juillet 1900, notre système pénal comporte deux sortes de réhabilitation : la réhabilitation de droit s'opérant mécaniquement à l'expiration de certains délais dont la longueur est calculée suivant le nombre et la gravité des condamnations encourues, et la réhabilitation prononcée par arrêt d'une Cour d'appel et exigeant de la part de l'intéressé des garanties de remords et de repentir constatées par toute une procédure préalable.

Ce deuxième mode de réhabilitation, que Lepelletier

de Saint-Fargeau qualifiait de baptême civique, prévalut en 1791 : « Nous vous proposons de décréter », disait à cette époque le rapporteur, « qu'à une époque déterminée, après l'expiration de la peine, le condamné pourra être réhabilité par la société et rétabli dans tous ses droits, mais voici les conditions que nous avons jugé utile d'y apporter. D'abord il faut que plusieurs années se soient écoulées depuis l'époque où il a recouvré la liberté, afin que sa conduite soit suffisamment éprouvée. Ensuite il est convenable que sa réintégration ne soit pas un droit ouvert et certain, mais plutôt une espérance, une faculté qui lui présenteront des efforts à faire et un prix à obtenir. Ce baptême civique doit être accompagné de solennités et nul ne pourra y être présenté que par les officiers municipaux du lieu de son domicile, c'est-à-dire par les magistrats et les organes du peuple, qui, témoins habituels de la conduite du condamné, pourront attester que tel, par un long repentir, a mérité que la société lui rende son estime (1). »

La loi du 6 juillet 1852 et celle du 14 août 1885 s'inspirèrent de ces principes, principes précisés dans une circulaire adressée le 17 mars 1853 par le Garde des Sceaux aux Procureurs Généraux : « Je ne terminerai point », y était-il dit, « sans appeler votre plus sérieuse attention sur la nécessité de ne rendre la réhabilitation accessible qu'aux condamnés qui se seraient réelle-

(1) Rapport de Lepelletier de Saint-Fargeau, *Moniteur universel* du 4 juin 1791.

ment montrés dignes d'un tel bienfait, par un amendement éprouvé et des garanties sérieuses de régénération définitive. Vous ne vous déterminerez donc pas à appuyer de vos conclusions favorables une demande en réhabilitation, par cela seul que le réclamant se trouverait remplir effectivement les conditions indispensables que la loi exige, et qu'il n'aurait point donné lieu à de nouvelles plaintes depuis sa condamnation ; mais vous étudierez l'ensemble et les détails de sa vie, postérieurement à cette époque, et vous n'accorderez votre appui à ses démarches qu'autant que vous aurez reconnu qu'il s'est appliqué, avec constance et énergie, à faire oublier son passé et à mériter de recouvrer les droits de citoyen. Il importe, en un mot, que la réhabilitation morale précède et justifie la réhabilitation légale. »

A ce système de réhabilitation prononcée par arrêt, la loi du 1^{er} août 1899, modifiée par celle du 11 juillet 1900, juxtaposa celui de la réhabilitation de plein droit, s'opérant par ce fait seul que, pendant un délai qui varie suivant le cas, le délinquant n'a été l'objet d'aucune condamnation. Ce système était pour partie celui du régime pénal danois ; en effet, la loi du 13 avril 1894 dispose dans son article unique : « Quiconque aura été puni, à raison d'un acte déshonorant, recouvrera, lorsque la condamnation aura été prononcée pour la première fois, à raison d'un acte de cette nature et que la peine ne sera pas supérieure à celle de la prison au

pain et à l'eau, la pleine possession de tous les droits résultant de la réhabilitation aux termes de la loi du 3 avril 1868, lorsque 10 ans au moins se seront écoulés après le prononcé du jugement et que l'intéressé aura constamment demeuré en Danemark, pendant cette période, sans avoir été accusé ni condamné, pour un fait de ce genre. L'intéressé aura le droit de demander au commissaire de police du lieu un certificat écrit de la réhabilitation obtenue d'après la présente loi. — Ce certificat sera délivré gratuitement. »

Je me suis donc trouvé, dans ma statistique, en présence de réhabilités de deux sortes : d'abord de ceux qui, par suite d'une conduite plus régulière et peut être aussi de circonstances plus favorables, se sont soustraits à de nouvelles poursuites, et ensuite de ceux qui, grâce à des efforts persévérants, ont vu leur régénération affirmée de façon éclatante par le pouvoir qui les avait condamnés.

Délaissant les premiers, je me suis occupé uniquement des seconds, et j'ai trouvé que, sur 9.560 condamnés, 199 seulement avaient été l'objet d'un arrêt de réhabilitation. J'ai constaté avec satisfaction que, seuls, 13 de ces derniers ont récidivé, et encore trouve-t-on parmi eux un délinquant qui, condamné pour vol militaire, subit après sa réhabilitation une condamnation pour pêche, et deux autres individus qui, précédemment condamnés l'un pour : 1° vol et 2° un autre délit,

et l'autre pour : 1^o chasse, 2^o vol, furent à nouveau traduits en police correctionnelle pour chasse.

Les dix autres récidivistes se répartissent ainsi : deux, condamnés une première fois pour tromperie sur la qualité de la marchandise vendue, eurent à répondre une seconde fois du même délit ; 3 délinquants d'outrage public à la pudeur dont l'un retomba dans la même faute, l'autre se vit infliger une condamnation mitigée par la loi de sursis pour pacage de bestiaux dans les bois taillis, et le troisième fut condamné pour bris de clôture. Un individu qui avait outragé un garde champêtre et enfreint un arrêté préfectoral, fut recondamné pour adultère et coups ; un délinquant pour vol commit une seconde fois le même délit et un autre fut condamné pour coups. Un délinquant qui, avant l'arrêt, avait subi trois condamnations dont 2 pour vol et 1 pour abus de confiance, fut condamné pour outrage à agents. Enfin le récidiviste le plus endurci de cette catégorie fut celui qui, condamné pour vol, fut, après sa réhabilitation, l'objet de trois condamnations : une pour vol, une pour coups et la troisième pour un autre délit.

En résumé 186 réhabilités sur 199 répondirent aux espérances qu'on avait fondées sur eux. Il est bien vrai que dans ce nombre figurent des gens dont la réhabilitation fut prononcée dans les dernières années de cette étude et qu'il est peut-être difficile d'assurer presque certainement qu'ils ne récidiveront pas ; mais si, te-

nant compte de cette situation, nous excluons de nos calculs tous ceux qui ont été réhabilités au cours des années 1903 et 1902, nous nous trouverons en présence de 184 individus qui auraient encore satisfait deux ans après aux conditions prescrites à ceux qui se sont vu refuser une première fois leur réhabilitation (1).

De ces constatations, on peut facilement conclure que ce genre de réhabilitation est un véritable reclassement. Est-ce à dire qu'on puisse affirmer en toute assurance qu'aucun des 184 ne reparaîtra devant la justice répressive ? Certainement non ; mais on peut dire qu'ils offrent à peu près les mêmes garanties que les honnêtes gens qui ont passé la plus grande partie de leur existence ignorée des magistrats.

Des réhabilités, 28 avaient été avant l'arrêt l'objet de deux condamnations, 4 de trois, 2 de quatre et 1 de cinq ; les 167 autres n'en n'avaient subi qu'une.

Une centaine de vols, escroqueries, abus de confiance, vols qualifiés, une trentaine d'attentats et d'outrages publics à la pudeur, un outrage à la morale par la vente de photographies obscènes, une vingtaine de coups, un adultère, une administration de substances nuisibles, deux corruptions, quelques vagabondages et mendicités, outrages et rébellions, et dommages à la propriété mobilière d'autrui, un faux, une banqueroute, quelques chasses et pêches, blessures involontaires, quelques in-

(1) L'article 629 du Code d'instruction criminelle exige, en effet, un délai de deux années avant la formation d'une nouvelle demande.

jure et faits de grève, bris de clôtures, ivresses, un usage frauduleux de marque de fabrique ont été effacés par les arrêts de réhabilitation.

Cette étude me conduit tout naturellement à parler de l'application de la loi de sursis. La loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, connue plus communément sous le nom de loi « Bérénger », du nom de son promoteur, permet au juge de décider que la peine par lui prononcée ne sera pas exécutée si le délinquant n'a encore subi aucune condamnation à l'emprisonnement et si pendant cinq ans à dater du jugement il n'encourt aucune peine de ce genre ou plus forte.

Cette loi était inspirée, elle aussi, par le désir de prévenir et de combattre la récidive : « Fortifier les bonnes résolutions du condamné », disait M. Barthou dans son rapport à la Chambre des députés, « encourager son remords, le réintégrer dans le nombre des honnêtes gens, lui épargner la honte de la prison et le danger de la récidive, tel est le but de la loi. » L'étude de son application se trouvera à sa place tout indiquée à la suite de celle de la réhabilitation.

Sur les 4.201 jugements ou arrêts rendus du 1^{er} janvier 1891 au 31 décembre 1903, 1.758 ne pouvaient prononcer l'application de la loi de sursis, les uns parce qu'antérieurs à la loi, d'autres parce que les délinquants ne se trouvaient pas dans les conditions voulues par

elle, les autres enfin parce qu'émanant d'une juridiction militaire, elle était inapplicable.

Il reste donc 2.443 décisions susceptibles d'avoir été mitigées par cette loi. Mais nous ne trouvons que 558 jugements qui aient suivi cette voie, soit une proportion de 22,84 0/0 ; ils se répartissent en 143 prononcés par le tribunal de Joigny et 415 par d'autres tribunaux. Le tribunal de Joigny, ayant eu 1.082 fois l'occasion d'appliquer le sursis, ne l'a donc admis que dans une proportion de 13,21 0/0, alors que le pourcentage pour les autres tribunaux a été de 30,80 0/0, le nombre de leurs jugements susceptibles de prononcer le sursis ayant été de 1.347. Quant à la Cour d'assises d'Auxerre, elle ne l'a jamais accordé, quoique 14 de ses arrêts eussent légalement pu le faire.

De même que pour la réhabilitation, il est intéressant de rechercher combien des délinquants bénéficiaires ont vu révoquer leur sursis ou se sont trouvés poursuivis même après les délais expirés : 73 individus ont récidivé dans ces conditions, soit 67 hommes et 6 femmes. Nous nous trouvons donc en présence de 485 condamnés ayant obtenu le sursis et n'ayant pas récidivé. Il est vrai qu'au nombre de ces 485 figurent tous ceux qui ont été traduits en police correctionnelle au cours des dernières années et notamment en 1903, et que leur persévérance n'est rien moins que sûre.

Mais si nous faisons abstraction des délinquants des cinq dernières années et si nous ne nous occupons que

des condamnés pendant la période 1891-1898, nous avons un chiffre de 333 contrevenants parmi lesquels 3 femmes ont récidivé ainsi que 43 hommes, dont 39 avant l'expiration des délais et 4 après ; à ce nombre il y a lieu d'ajouter 7 hommes qui obtinrent deux fois le sursis. Pour les 287 autres, l'application de la loi a eu un heureux résultat ; mais, pas plus qu'en matière de réhabilitation, nous ne pouvons affirmer qu'ils ne récidiveront pas : nous constatons simplement que jusqu'à présent leur condamnation a été un avertissement salutaire.

A titre de renseignement, j'ajouterai que parmi les 225 condamnés depuis le 1^{er} janvier 1899, 22 hommes et 3 femmes avaient comparu à nouveau devant les tribunaux le 31 décembre 1903.

Comme contre-partie à l'étude de ces lois de reclassement des condamnés, je dirai en quelques mots, à la fin de ce chapitre, combien de délinquants furent condamnés à la relégation de 1885 à 1904 : 12 relégations furent prononcées au cours de cette période, 1 par le tribunal correctionnel de Joigny, 2 par la Cour d'assises de l'Yonne et 9 par d'autres tribunaux. Mais, à la fin de l'année 1903, 19 individus étaient relégables.

Il est nécessaire que j'indique ici ce que j'entends par ce mot. Peut être appelé relégable tout individu qui a à son actif toutes les condamnations prévues par la loi du 27 mai 1885, moins une ; en effet, si une nouvelle condamnation intervient dans les conditions de cette loi,

la relégation s'imposera. On pourrait donc considérer comme étant relégable un individu qui, par exemple, aura dans les dix ans de liberté été condamné 2 fois pour vols à des peines supérieures à trois mois de prison, peines subies ; car il lui suffirait d'encourir une seule condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion pour être relégué. Mais il faudrait lui supposer une criminalité plus grande que celle dont il a fait preuve jusqu'alors. Il est bien évident que cela peut être vrai pour certains ; mais il ne faut pas généraliser.

Je n'ai donc considéré comme relégable que ceux auxquels manquait une condamnation d'importance égale ou inférieure à celles déjà encourues. En un mot, pour reprendre l'exemple ci-dessus, tout homme, qui aura encouru et subi, non plus 2, mais 3 condamnations à plus de 3 mois d'emprisonnement pour vol, sera considéré par moi comme relégable, car une nouvelle condamnation de ce genre amènerait mécaniquement le prononcé de la relégation.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que je ne considère pas cette nouvelle condamnation comme devant intervenir forcément ; loin de là ! Mais je constate seulement que le délinquant est sur le bord du précipice et qu'il doit changer son genre de vie s'il ne veut pas y tomber.

CHAPITRE IV

DE LA RÉCIDIVE.

Nous avons déjà vu dans le précédent chapitre quel est l'effet moralisateur des lois sur le sursis et sur la réhabilitation ; nous avons pu conclure, à la lecture des chiffres trouvés, que le plus grand nombre des délinquants bénéficiaires de leurs dispositions sont des individus reclassés qui ont abandonné leurs erreurs et repris rang parmi les honnêtes gens.

Ces conclusions ont leur importance car, pour quiconque n'étudierait pas le casier lui-même, il serait difficile de se faire une idée exacte de la valeur régénératrice de ces lois. Les magistrats eux-mêmes, qui voient pourtant passer sous leurs yeux un nombre considérable de casiers, pourraient avoir des appréciations erronées ; car s'ils se trouvent quelquefois en présence de gens condamnés après sursis ou réhabilitation, ils ne voient plus ceux qui se sont amendés, et par conséquent ils les ignorent.

Pour apprécier, de même, l'efficacité des lois pénales, il ne suffit pas d'étudier les bulletins des condamnés secondaires, il faut encore connaître celui des condamnés primaires ; or, là encore, même pour un juge, et à

pluss forte raison pour un simple particulier, cette connaissance est des plus difficiles, et ce pour les mêmes raisons indiquées plus haut. Elle est pourtant d'un intérêt très grand.

Puisque j'avais, sous les yeux, le casier judiciaire de tout un arrondissement, j'ai recherché le nombre des délinquants qui n'avaient plus reparu devant leurs juges, et j'ai trouvé que 5.448 hommes et 1.583 femmes n'avaient subi qu'une seule condamnation, formant ainsi une proportion de 73,57 0/0 des condamnés originaires de l'arrondissement.

Je ne viens pas, bien entendu, affirmer ici que ces 7.031 délinquants se sont tous amendés ; il est probable en effet, que certains d'entre eux sont morts après leur condamnation dans un laps de temps trop court pour permettre d'apprécier chez eux une amélioration réelle ; d'autres, encore, ont été condamnés récemment et pour ceux-là il ne faut pas trop se hâter de conclure. Il est bien vrai qu'on pourrait établir une distinction semblable à celle faite pour les réhabilités et les bénéficiaires de sursis, ce qui exclurait du nombre trouvé tous les condamnés des dernières années ; les tableaux que j'ai dressés le permettraient au besoin, mais ce serait un travail de très longue haleine auquel, faute de temps, je me vois à regret obligé de renoncer.

Faisant seulement ces observations qui empêcheront le lecteur d'émettre un jugement trop hâtif, je conserverai comme sujets de mon étude les 7.031 délinquants

primaires indiqués plus haut. Malgré leur nombre si élevé, je me suis appliqué à rechercher quelle avait été la nature des différentes infractions par eux commises, recherches longues et patientes puisqu'elles m'ont obligé à consulter le passé criminel des trois quarts environ des condamnés originaires de l'arrondissement.

Voici les résultats que j'ai obtenus :

Délinquants de vols.	1.524
— de coups	1.343
— de chasse	1.005
— d'outrages, injures et diffamations. .	462
— de tromperies commerciales. . . .	452
— d'outrages publics à la pudeur. . .	466
— d'abus de confiance.	416
— de rébellion	99
— d'escroqueries	85
— d'adultère.	82
— de banqueroute.	76
— de vagabondage.	71
— de vols qualifiés.	67
— de mendicité	44
— d'infractions militaires dont une désertion avec emport d'effets	40
— d'attentats et viols.	28
— d'infractions contre le culte, ses ministres ou les objets servant à son exercice.	16
— d'infanticide	14
— de suppression d'enfants	14
— de faux	13

Délinquants d'excitation de mineurs à la débauche.	12
— de vente par des soldats d'effets d'équipement et d'habillement	10
— de meurtres et assassinats	7
— de faux témoignages	6
— d'incendies	5
— de coups qualifiés crimes.	4
— d'extorsions de fonds	4
— de banqueroutes frauduleuses	4
— de faux témoignages	3
— d'avortements	2
— de suppressions d'enfants qualifiés crimes	2
— de détournements qualifiés	2
— d'abus de confiance qualifiés	2
— de récidive d'ivresse	2
— de corruption	2
— d'infraction à interdiction de séjour .	2
— d'exposition d'enfant dans un lieu solitaire.	1
— d'exposition d'enfant dans un lieu non solitaire.	1
— de violation de tombeau	1
— de corruption qualifiée	1
— d'extorsion qualifiée	1
— de détournement de deniers publics .	1

A ces chiffres, il faut ajouter 1.240 délinquants d'autres infractions, parmi lesquels se trouvent 8 ou 9 outrages aux bonnes mœurs et un nombre assez considérable de coupes et enlèvements de bois.

Je signalerai, de suite, que, souvent, ces condamna-

tions réprimaient plusieurs infractions différentes ou de même nature, et que notamment les outrages et rébellions se trouvaient punis fréquemment par le même jugement. Les peines prononcées pour contraventions connexes d'ivresse sont également assez nombreuses, principalement jointes aux condamnations pour outrages, rébellions et violences à agents.

Voilà quels ont été les délinquants qui se sont assagis après une première condamnation ; mais il ne faudrait pas affirmer que tous ont été arrêtés dans la voie du crime par cette condamnation ; aux observations précédemment émises il faut ajouter que d'autres facteurs ont pu servir de rein à leur vie criminelle, qu'il y a lieu notamment de faire entrer en ligne de compte l'influence de la religion, du désir de conserver ou de recouvrer l'estime de leurs concitoyens, etc.

Aux chiffres relevés plus haut, il y aurait peut-être lieu de retrancher celui de 4 délinquants dont 1 avait été condamné à mort (peine probablement commuée) et les 3 autres aux travaux forcés à perpétuité ; car ils se sont trouvés, par suite de leur incarcération perpétuelle, dans l'impossibilité presque complète de paraître devant les tribunaux.

Après avoir parlé des condamnés primaires, je passerai maintenant à l'étude des récidivistes qui ont été au nombre de 2.529 et qui ont fourni les carrières criminelles suivantes :

Nombre de condamnations	Hommes	Femmes
2	1.165	205
3	437	66
4	207	30
5	127	17
6	79	7
7	40	7
8	36	3
9	12	»
10	18	2
11	15	1
12	11	1
13	6	»
14	1	»
15	3	»
16	5	»
17	3	»
18	4	»
19	3	»
20	1	»
21	2	»
22	1	»
23	2	»
24	4	»
25	2	»
26	1	»
29	1	»
32	1	»
35	1	»
36	1	»

Le vétéran à qui j'accorderai la vedette a été con-

damné 62 fois. Voici le relevé de son casier judiciaire :

P... Alexandre, maçon, né en 1820.

Tribunaux ayant condamné	Années Ages	Peines	Infractions	Domiciles
1 Joigny	1843 (23)	6 jours prison	Coups	Joigny.
2 Paris	1857 (37)	—	Injures à agents	Paris.
3 —	1858 (38)	1 mois prison	—	—
4 —	1859 (39)	16 fr. amende	Outrages à agents	—
5 —	1860 (40)	3 mois prison	Coups	Paris.
6 Melun	1862 (42)	2 mois prison	Filouterie	s.d.c.
7 —	1864 (43)	4 mois prison	—	—
8 Paris	— (44)	—	Vol	Paris.
9 —	1865 (45)	3 mois prison	Mendicité. Rupture de ban	s.d.c.
10 —	— —	2 mois prison 1 an surveillance	Rupture de ban	—
11 Baugé	1866 (46)	2 mois prison	—	—
12 Angers	— —	—	Mendicité	Angers.
13 Segré	1867 —	1 mois prison	Rupture de ban	—
14 Baugé	— (47)	—	—	s.d.c.
15 Angers (appel)	— —	—	—	Angers.
16 Le Mans	— —	—	Mendicité	s.d.c.
17 —	1868 (48)	3 mois prison	—	—
18 Angers	1869 (49)	1 mois prison	—	—
19 Dijon	— —	—	—	—
20 Tours	— —	2 mois prison	—	—
21 Paris	— —	6 mois prison	Vagabondage	—
22 Orléans (appel)	1870 (50)	3 mois prison	Mendicité	—
23 Nevers	— —	—	Mendicité en s'introduisant dans les maisons sans permission	—
24 Toulouse	1871 (51)	1 mois prison	Mendicité	—
25 La Rochelle	— —	—	Vagabondage	—
26 Rennes (appel)	1872 (52)	6 mois prison 5 ans surveillance	—	—
27 Poitiers (appel)	— —	3 mois prison	Mendicité	—
28 Gap	1873 (53)	—	—	—
29 Angers	1874 (54)	—	Rupture de ban Falsification de livret	Joigny.
30 Montpellier (appel)	— —	—	Rupture de ban	Cette.
31 Saint-Malo	1875 (55)	1 an 1 jour prison	Vagabondage et rupture de ban	s.d.c.

32 Blois	1876 (56)	1 mois prison	Mendicité.	
		5 fr. amende	ivresse	s. d. c.
33 Montpellier (appel)	— —	8 mois prison	Rupture de ban	Perpignan.
34 Toulouse	1877 (57)	2 mois prison	Vagabondage	s. d. c.
35 Tours	— —	15 mois prison	Rupture de ban	
		2 ans surveillance	Mendicité	—
36 Orléans (appel)	1879 (59)	3 mois prison	Rupture de ban	Orléans.
37 Perpignan	— —	2 mois prison	—	Perpignan.
38 Montauban	1880 (60)	—	Rupture de ban	
			Mendicité	s. d. c.
39 Orléans (appel)	— —	6 mois prison	Rupture de ban	—
40 Chalon-s-Saône	1881 (61)	1 mois prison	—	Blois.
41 Bayonne	1881 (61)	8 jours prison	Mendicité	s. d. c.
42 Orléans (appel)	— —	1 an prison	Rupture de ban	
			Mendicité	—
43 Narbonne	1882 (62)	6 mois prison	Rupture de ban	Carcassonne.
44 Orléans (appel)	1883 (63)	—	—	s. d. c.
45 Limoges	1884 (64)	10 jours prison	Mendicité	—
46 Bayonne	— —	6 jours prison	—	Bayonne.
47 —	— —	—	—	—
48 Orléans	— —	6 mois prison	Rupture de ban	
			Vagabondage	Joigny.
49 Beauvais	— —	1 mois prison	Rupture de ban	Beauvais.
50 Perpignan	1885 (65)	15 jours prison	Rupture de ban	
			Vagabondage	Perpignan.
51 Carcassonne	— —	2 mois prison	Mendicité. Rup- ture de ban	s. d. c.
52 Blois	1886 (66)	—	Mendicité avec menaces	—
53 Orléans	— —	1 mois prison	Mendicité	—
54 —	1887 (67)	—	Vagabondage	—
			Mendicité	—
55 Tours	1889 (68)	—	—	—
56 Orléans (appel)	1890 (70)	3 semaines prison	Mendicité	—
57 —	1891 (71)	1 mois prison	—	—
58 Blois	— —	2 mois prison	Vagabondage	—
59 Orléans	1892 (72)	—	Mendicité avec menaces. Vaga- bondage	—
60 Orléans (appel)	1893 (73)	1 mois prison	Vagabondage	—
			Mendicité	—
61 —	1895 (75)	2 mois prison	Mendicité	—
62 Blois	1898 (78)	2 mois prison	Bris de clôture	—
		50 fr. amende		

On a beaucoup dit et beaucoup écrit sur la valeur

moralisatrice des peines fortes ; mais ceux qui ont fait sur ce sujet de longues dissertations avaient-ils en leur pouvoir des matériaux aussi précis que ceux que nous fournissent les bulletins classés au greffe de cet arrondissement ? J'en doute fort pour ma part ; aussi, et sous le bénéfice des observations consignées plus haut, observations qui d'ailleurs s'appliquent à toutes les matières de ce chapitre aussi bien qu'à celles du chapitre précédent, je vais m'appliquer à rechercher quelles ont été les suites, chez nos délinquants, d'une condamnation à plus d'une année d'emprisonnement ou à une peine plus forte.

330 individus ont été pour la première fois condamnés à une peine d'emprisonnement supérieure à un an ou à des peines criminelles ; sur ce nombre, 90 ont récidivé et 240 se sont assagis, ce qui donne un pourcentage de 72.72 condamnés primaires pour 100 délinquants ayant subi ces condamnations. Si on recherche le rapport qui existe entre eux et la masse des individus condamnés une seule fois, on trouve qu'ils sont dans une proportion de 3,41 0/0.

A ce chiffre de 240, il y a lieu d'ajouter 3 délinquants qui pour leur première comparution en justice se sont vu infliger les travaux forcés à perpétuité et un autre la peine de mort.

En dehors des 330 condamnés primaires, on trouve 271 sujets qui, après avoir précédemment encouru une amende ou une peine d'emprisonnement ne dépassant

pas un an, ont subi une peine plus forte : 160 de ceux-ci continuèrent leurs anciens errements et 111 s'amendèrent. De plus 2 délinquants furent condamnés à mort et 2 aux travaux forcés à perpétuité.

On remarque pour cette catégorie une proportion très forte de récidivistes puisqu'elle est de 58,91 0/0, formant celle de 6,32 0 0 de tous ceux originaires de l'arrondissement. Il faut, d'ailleurs, bien remarquer que nous ne pouvons pas préjuger la conduite ultérieure des 111 soi-disant amendés.

Pour être complet, il aurait fallu indiquer quels furent leur sexe, leur profession et la nature des infractions commises antérieurement et postérieurement au prononcé des peines fortes ; mais la longueur de ce travail m'a empêché de l'entreprendre. On peut conclure, dès maintenant, qu'une forte peine paraît avoir une efficacité plus grande si elle est infligée au délinquant lors de sa première comparution devant les juges ; des peines faibles, prononcées tout d'abord, paraissent, au contraire, l'habituer à la fréquentation des prisons et enlever aux fortes peines prononcées par la suite une grande partie de leur valeur.

Il est enfin une catégorie de criminels qui attire plus particulièrement l'attention générale : c'est celle des enfants poursuivis devant les tribunaux.

Trois voies, en ce qui concerne ces derniers, sont ouvertes aux magistrats par le législateur : ou bien, s'ils sont reconnus avoir agi avec discernement, ils encou-

rent les peines édictées par le Code pénal, ou, si ce discernement n'est pas établi, ils sont soit renvoyés dans une maison de correction, soit remis à la garde de leurs parents. Il est d'un intérêt supérieur de savoir comment ces délinquants se comportent dans ces différents cas.

Cette recherche, je l'ai faite, et j'ai trouvé qu'en ce qui concerne les garçons, sur 209 condamnés, 77 seulement ont récidivé ; 65 envoyés en maison de correction ont eu à répondre de nouveaux méfaits alors que 93 ne sont pas reparus ; enfin, sur 103 qui avaient été remis à leurs parents, 39 ont récidivé. Quant aux filles, 41 furent condamnées, 41 envoyées en correction et 16 rendues à leurs parents, et les récidivistes dans ces différentes catégories furent respectivement 10, 11 et 3.

Parmi les garçons confiés à leurs parents on en voit 2 qui, après avoir été acquittés deux fois, ne récidivèrent plus.

Parmi les délinquants renvoyés en maison de correction, 5 garçons et 2 filles furent l'objet d'une nouvelle décision de ce genre et ne reparurent plus devant les tribunaux ; il y a lieu de mentionner également que 5 garçons précédemment remis à leurs parents, 1 pour vagabondage et 4 pour vol, ne récidivèrent plus après leur envoi en correction, ainsi d'ailleurs que 2 filles. Il en fut, du reste, autrement de 2 garçons qui, avant leur envoi en correction, avaient été acquittés comme ayant agi sans discernement et rendus à leurs parents, l'un

pour vol et l'autre pour mendicité et qui récidivèrent après leur sortie de correction. 2 garçons, également, précédemment condamnés, l'un pour coups et l'autre pour infraction à la police des chemins de fer, reparurent à nouveau devant les juges ainsi qu'un troisième qui avait déjà subi deux condamnations pour filouterie.

En résumé, et sans faire de distinction de sexe, sur 250 enfants condamnés, 87 reparurent en justice, soit une proportion de 34,80 pour 100 ; les mineurs renvoyés en maison de correction, au nombre de 199, fournirent 78 récidivistes, ce qui donne un pourcentage de 39,24 0/0 ; enfin sur 119 enfants remis à leurs parents, 41 furent condamnés par la suite soit 35,62 0/0.

Nous voyons ainsi d'une manière frappante que la proportion des récidivistes sortant de maisons de correction est plus forte que celle des autres catégories ; il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que parmi les délinquants primaires, beaucoup se trouvent encore dans les colonies pénitenciaires et que leur conduite postérieure est des plus incertaine.

J'aurais pu m'arrêter à ces chiffres ; mais je n'ai pas voulu abandonner cette intéressante question sans rechercher quelle avait été la nature des infractions commises par les récidivistes et de celles commises par les délinquants n'ayant plus récidivé.

En ce qui concerne les enfants de cette dernière catégorie confiés à leurs parents, j'ai constaté que les tribunaux qui avaient prononcé cette sentence s'étaient

trouvés en présence d'une fille ayant mendié et de 12 autres ayant volé ; quant aux garçons, 33 avaient commis des vols, 8 des délits de chasse, 7 des incendies involontaires, 4 des outrages publics à la pudeur, 3 des dévastations de plants et abattages d'arbres, 2 des dégradations de monument d'utilité publique, 2 des infractions à la police des chemins de fer, 2 des délits de pêche, 1 des violences volontaires, 1 une coupe et enlèvement de bois et enfin 1 un bris de clôture.

Ceux qui ont récidivé avaient été remis à leurs parents, savoir : en ce qui concerne les filles, 2 pour vol et 1 pour incendie involontaire, et en ce qui concerne les garçons, 29 pour vol dont 1 deux fois pour le même délit, 2 pour chasse, 2 pour vagabondage, 2 pour incendie involontaire, 2 pour bris de clôture, 1 pour dévastation de plants et 1 pour garde à vue de bestiaux dans les champs d'autrui.

Les infractions uniques commises après cette remise aux parents s'établirent comme suit : 9 vols, 6 violences volontaires, 2 vols qualifiés, 2 vagabondages, 1 infraction à la police des tramways, 1 mendicité et 1 pêche. Les infractions multiples se sont ainsi réparties : 39 vols, 12 violences volontaires, 7 vagabondages, 6 chasses, 3 bris de clôture, 2 vols qualifiés, 2 escroqueries, 2 abus de confiance, 2 ivresses, 2 outrages et injures, 2 mendicités, 1 meurtre ou assassinat, 1 infraction à la police des chemins de fer, 1 dévastation de plants, 1 désertion, 1 rébellion, 1 évasion, 1 tenue de

jeux de hasard, 1 pêche, et 3 autres dont je n'ai pu retrouver la qualification.

Si on se livre aux mêmes recherches en ce qui concerne les enfants envoyés en maison de correction, on trouve comme infractions commises par les filles n'ayant plus récidivé à leur sortie : 22 vols, 3 vagabondages, 1 vol qualifié, 1 outrage public à la pudeur, 1 abus de confiance, 1 escroquerie et 1 mendicité. Pour les garçons, les résultats sont les suivants : 56 vols, 14 vagabondages, 8 mendicités, 4 outrages publics à la pudeur, 4 vols qualifiés, 3 abus de confiance, 2 incendies, 1 attentat à la pudeur et 1 mutilation d'arbres.

Les infractions qui motivèrent l'envoi en correction des enfants s'établissent ainsi pour ceux qui ont récidivé : pour les filles, 5 escroqueries, 3 vols, 1 vol qualifié, 1 outrage public à la pudeur et 1 vagabondage ; pour les garçons, 47 vols, 9 vagabondages, 3 vols qualifiés, 2 incendies involontaires, 1 attentat à la pudeur, 1 outrage public à la pudeur, 1 incendie, 1 escroquerie, 1 mutilation d'arbre et 1 mendicité.

Les infractions uniques commises après la sortie de correction ont été : 14 vols, 3 violences volontaires, 2 escroqueries, 1 vol qualifié, 1 abus de confiance, 1 vagabondage, 1 rébellion et 1 bris de clôture. Quant aux infractions multiples, elles se décomposent en 73 vols, 23 vagabondages, 22 violences volontaires, 13 outrages et injures, 10 rébellions, 9 mendicités, 6 ruptures de ban, 5 vols qualifiés, 5 attentats à la pu-

deur, 3 escroqueries, 3 insoumissions, 3 autres infractions militaires, 3 bris de clôture, 3 ivresses, 2 menaces verbales de mort sous condition, 2 évasions, 1 outrage public à la pudeur, 1 faux-monnayage, 1 incendie, 1 désertion, 1 banqueroute, 1 abus de confiance, 1 maraudage, 1 infraction à la police des chemins de fer, 1 destruction d'un animal domestique, 1 coupe et enlèvement de bois, 1 mutilation d'arbre, 1 dégradation de monument d'utilité publique, 1 port illégal de décoration, 1 pêche et 6 autres infractions dont je n'ai pu trouver la nature.

Ce travail fait pour les enfants remis à leurs parents ou renvoyés en correction pourrait également s'accomplir pour les enfants primitivement condamnés ; mais leur nombre étant plus considérable, ces recherches exigeraient un temps qui me fait défaut. J'attirerai seulement l'attention sur une condamnation à cinq jours d'emprisonnement pour vol prononcée contre un enfant de huit ans : ce jeune délinquant n'eut plus à répondre d'une infraction quelconque devant une juridiction répressive, et nous savons, d'autre part, qu'il parvint à un âge assez avancé puisqu'une déclaration de faillite l'atteignit vers sa cinquantième année.

CONCLUSION

Notre conclusion sera très courte ; en effet, au cours de cette étude, nous avons essayé de résoudre les diverses questions qui se sont successivement posées.

Dans la première partie nous avons examiné les différentes infractions que le tribunal correctionnel de Joigny avait eu à réprimer, et nous en avons apprécié la nature. Nous avons même pu entrevoir leur degré de gravité, l'importance des peines infligées : néanmoins la lecture sèche des chiffres a été bien insuffisante à cet égard.

Désirant pourtant donner de la criminalité de cet arrondissement un aperçu aussi précis que possible, j'ai demandé à des magistrats ayant fourni une longue carrière à ce siège, leurs impressions sur les délinquants qu'ils avaient vu comparaître devant eux. Leurs réponses furent identiques, et ils s'accordèrent à me dire que, notamment au point de vue des délits contre les propriétés, leurs souvenirs ne leur rappelaient que très peu de vols, escroqueries ou abus de confiance dont la valeur eut dépassé la somme de 1.000 francs ; que les soustractions au-dessous de cette somme, mais au-dessus de 100 francs avaient contribué selon eux pour une part plus grande à la criminalité générale, et les

vols de sommes inférieures ou de récoltes avaient fourni la plus grande partie des délinquants. Quant aux violences volontaires, de très nombreux coups de poings, des bousculades en grand nombre et quelques coups de bâton, voilà quelle fut la gravité de celles qu'ils réprimèrent.

Ces renseignements très précieux en eux-mêmes sont encore insuffisants pour nous faire apprécier la criminalité de l'arrondissement. En effet, pour pouvoir déterminer l'importance d'un objet, il faut le comparer à un autre de même nature, adopter une mesure commune, un étalon. Nous nous sommes efforcé de mettre en présence la criminalité de l'arrondissement de Joigny avec celle de la France entière, et nous avons trouvé que la première était beaucoup moins forte sur presque tous les points.

Le relevé pénitentiaire pour l'année 1906 signale une moyenne journalière de 7 individus à la maison d'arrêt de Joigny pour un maximum de 17 hommes et 2 femmes, alors que ce maximum a été de 35 hommes et 6 femmes à la prison d'Auxerre, et la moyenne quotidienne de 25 hommes et 2 femmes ; il faut dire, il est vrai, que tous les délinquants du département condamnés à une peine variant de 3 mois et 1 jour de prison à un an, sont transférés au chef-lieu.

Mais il ne faut pas cependant se presser de porter un jugement trop hâtif, car il ne faut pas oublier que sur les 44.933 procès-verbaux parvenus au Parquet, 24.263

ont été classés sans suite ou ont été l'objet d'ordonnances de non-lieu. J'ai recherché sur les comptes annuels quelles avaient été les causes du classement, ce qui me permet de donner les chiffres suivants : 860 crimes ont été l'objet d'ordonnances de non-lieu, 136 parce qu'ils furent considérés comme ne constituant pas une infraction, 310 faute de charges suffisantes et 414 parce que les auteurs restèrent inconnus. Ceux classés directement par le Parquet s'élevèrent au nombre de 803 : 137 comme ne constituant pas une infraction, 16 comme étant sans gravité, 126 par suite du manque de preuves et 524 parce que leurs auteurs étaient inconnus. Nous avons donc 938 crimes dont les auteurs restèrent inconnus, 436 pour lesquels les charges furent insuffisantes et 16 sans gravité, ce qui donne 1.390 crimes restés impunis, soit environ les $\frac{4}{5}$ de ceux qui furent commis, et qui seuls figurent dans notre première partie.

Quant aux délits qui bénéficièrent tant à l'Instruction qu'au Parquet d'un classement sans suite, nous en trouvons 7.181 dont les auteurs restèrent inconnus, 3.936 faute de preuves, 55 pour d'autres motifs (prescription, décès) et enfin 3.340 sans gravité. En résumé, il y aurait lieu d'ajouter aux procès-verbaux poursuivis et que nous avons étudiés un nombre de 11.172 non compris ceux classés, parce que sans gravité ; c'est donc une criminalité non poursuivie qui n'est pas loin d'égaliser celle qui a été réprimée et qui s'élevait au nombre de 16.776 affaires.

Dans la seconde partie de cet ouvrage, nous avons vu sous toutes les rubriques et à l'étude de la presque généralité des infractions, que la criminalité la plus grande devait être attribuée aux déracinés. C'est une des constatations les plus importantes qu'il nous a été donné de faire ; nous en avons indiqué une des causes et nous n'y reviendrons pas.

Mais de même que pour la première partie, nos conclusions définitives seront de ne pas se montrer trop optimiste, car depuis 1872 seulement, ainsi que nous l'avons dit plus haut, 5.723 fiches ont été retirées du casier judiciaire, c'est-à-dire un quart environ de celles qui sont parvenues au greffe. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'ici nous ignorons les infractions commises au dehors par des originaires de l'arrondissement restés inconnus et qu'elles peuvent former un appoint qu'il ne faut pas négliger.

Mais pour ne pas terminer cette étude sur une note triste, nous avons pu remarquer quelle avait été la valeur moralisatrice des lois de réhabilitation et de sursis. Ce traité ne m'eût-il conduit qu'à cette simple constatation, je me serais trouvé déjà amplement dédommagé du travail important occasionné par mes très longues recherches, car il faut espérer que ce résultat mis en lumière incitera les juges à accorder davantage aux délinquants le bénéfice de ces lois.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS.	1
INTRODUCTION.	13

PREMIÈRE PARTIE

Criminalité ratione loci.

CHAPITRE I. — Criminalité générale.	33
CHAPITRE II. — Délits contre les propriétés.	62
CHAPITRE III. — Délits contre l'ordre public.	75
CHAPITRE IV. — Délits contre les personnes	97
CHAPITRE V. — Délits contre les mœurs	108
CHAPITRE VI. — Autres délits.	115
CHAPITRE VII. — Suicides.	121

DEUXIÈME PARTIE

Criminalité ratione personæ.

CHAPITRE I. — L'âge, le sexe, la profession et le domicile des délinquants	128
CHAPITRE II. — Nature des infractions ; époques auxquelles furent prononcées les condamnations ; tribunaux qui ont statué ; peines infligées	146

CHAPITRE III. — Réhabilitation ; sursis ; relégation	164
CHAPITRE IV. — De la récidive	174
CONCLUSION	189

Vu :

Le Président de la Thèse,
E. GARÇON.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le *Vice-Recteur de l'Académie de Paris*,
L. LIARD.

B... Jules Léon, journaliste, né en 1839.

N ^{os} D'ORDRE	LIEUX DES CONDAM- NATIONS	DATES	AGES	PEINES	INFRACTIONS	DOMICILES		
						Arrond ^t de Joigny	Autres arrond ^t s	S. D. C.
1	Seine	1861		3 mois d'emprisonnement.	Tentative de vol.		1	
2	Seine	1864		6 mois d'emprisonnement.	Vol.		1	
3	Seine	1882		48 heures d'emprisonnement.	Mendicité.		1	
4	Seine	1883		2 mois d'emprisonnement.	Mendicité en simulant une infirmité.		1	
5	Seine	1884		3 mois d'emprisonnement.	Mendicité.			1
6	Seine	1885		1 mois d'emprisonnement.	Mendicité.			1
7	Seine	1886		2 mois d'emprisonnement.	Mendicité.		1	
8	Seine	1888		3 mois d'emprisonnement.	Mendicité.		1	
9	Seine	1889		3 mois d'emprisonnement. 5 francs d'amende.	Mendicité-Ivresse.		1	
10	Seine	1889		8 jours d'emprisonnement.	Mendicité.		1	
11	Seine	1894		4 mois d'emprisonnement.	Complicité de vol.		1	

Le Cadet Judiciaire d'un Arrondissement ou

[illegible]

Abréviations des Tableaux

Au indique que le tribunal qui a jugé était la Cour d'Assises de l'Yonne.

J " " " " le Tribunal de Joigny.

A ¶ ¶ ¶ ¶ ¶ un autre Tribunal.

M " " " " " au Tribunal Militaire

C " " " " un Tribunal Commercial Maritime

ne pouvais pas être prononcé.

Nature des Infractions

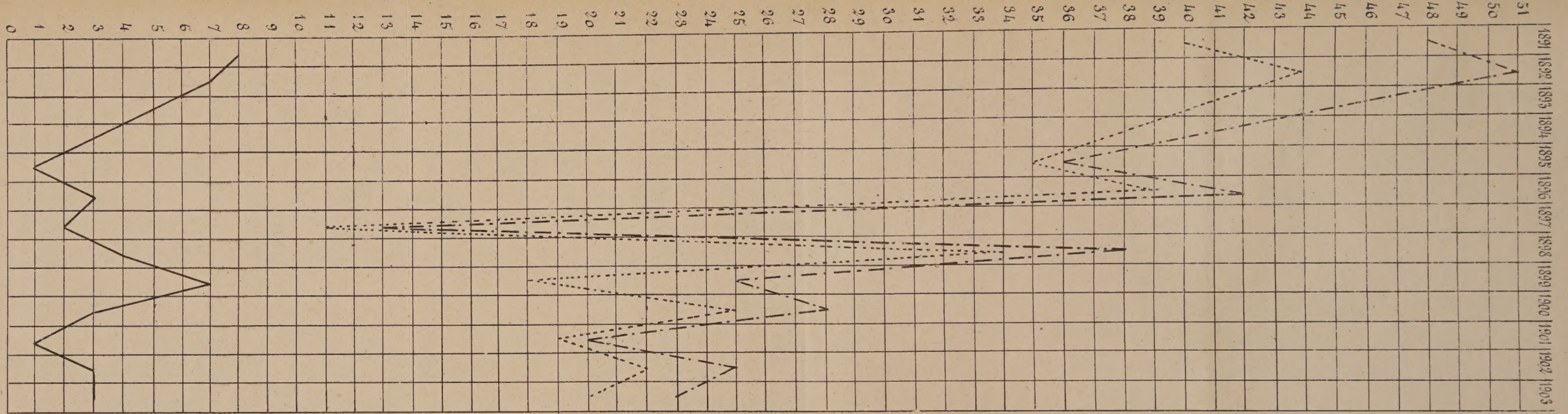
	Coups	Rupture de lien et inf. aut. de séjour	Incendie	Suppression d'enfant	Infanticide	Mentus et assassinats	Outrages et injures	Banqueroute	Faux	Infractions militaires	Extorsion de fonds	Faux témoignage	Vol	Avortement	Faux monnayage	Corruption	Banqueroute frauduleuse	Coups qualifiés	Excitation de mineurs à la débauche	Delinquement qualifié de dévouement public	Extorsion qualifiée de séquestration	Effus de confiance qualifiés	Suppression d'enfant qualifiés	Delinquement de dévouement public	Corruption qualifiés	Autres	Rehabilitation	Réligés	Réligables	Loi de surso	Quand même de Dougy	Quand même de Dougy	S. O. C.	
94	2592	213	13	18	16	15	1368	135	38	215	7	8	1	2	5	2	8	9	25	4	1	5	2	1	1	3343	196	12	19	554	6905	6398	2175	
6J	1328J	11J		14J			502J	50J			2J	3J							7J			1J				1415J		1J		143J	5949J	144J	154J	
8A	1243A	202A	1A	4A	8A	8A	832A	85A	15A		5A	5A	1A	2A	1A	2A	4A	1A	18A	1A		3A	1A	1A	1A	1913A		9A		411A	666A	6057A	1996A	
			12Au		8Au	7Au			15Au						4Au		3Au	7Au		3Au	1Au	1Au	1Au					2Au			75Au	34Au	18Au	
	21M						32M		8M	212M							1M	1M								15M					214M	161M	7M	
									3C																						1C	2C		
4	16						6	1								1										10	3			4	29	18	3	
1A	10J.6A						3J.3A	1J								1A										6J.4A				4A	26J	18A	3A	
9	10						4		1																	4					32	14	1	
1A	5J.5A						1J		1Au																	3J.1A					27J	12A.2M	1A	
8	6		3				6			3																7					27	22	1	
1A	2J.4A		2A.1Au				4J.2A			3M																5J.2A					26J.1A	18A.4M	1A	
							1																									1		
							1A																									1A		
2115	2624	213	16	18	16	15	1383	136	39	218	7	8	1	2	6	3	8	9	25	4	1	5	2	1	1	3364	199	12	19	558	6993	6453	2180	
94J	1345J	11J		14J			510J	51J			2J	3J							7J			1J				1420J		1J		143J	6030J	144J	154J	
21A	1258A	202A	3A	4A	8A	8A	839A	85A	15A		5A	5A	1A	2A	1A	3A	4A	1A	18A	1A		3A	1A	1A	1A	1920A		9A		415A	670A	6106A	2001A	
			13Au		8Au	7Au			16Au						4Au		3Au	7Au		3Au	1Au	1Au	1Au					2Au			77Au	34Au	18Au	
	21M						34M		8M	215M							1M	1M								15M					215M	167M	7M	
									3C																						1C	2C		

Le Casier Judiciaire d'un Arrondissement ou

[illegible]

Infamence													Domiciles			Nature de la première infraction	Nature de la dernière infraction	Première condamnation	Dernière condamnation	Quantum de la peine la plus forte.	Observations																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
Mentres et assassinats													Enrôlement de sang.	Autres lieux	Sans																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
Outrages et injures																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Ranquetoute																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Faux																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Infractions militaires																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Lésion de fonds																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Faux témoignage																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Vince																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Enolement																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Faux mariage																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Corruption																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Autres																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Rehabilitations																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Relégués																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Relégables																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Loi de Juvis																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Enrôlement de sang.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Autres lieux																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Sans																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
1A													1A	1J	1M	1A	2A	1J	5J	1J	1J	1J	1A	1A	1J	2J	1J	1A	1J	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1A	1

Genital
Communes
Genues



Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
